UNIVERSITÉ DE PARIS
Faculté de Droit

L'ÉVOLUTION DE LA THÉORIE DE L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
présentée et soutenue le 5 décembre 1947
par

M. Charles MAGAUD

MEMBRES DU JURY :

Président: M. J. LHOMME, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Suffragants: M. A. MARCHAL, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

M. R. COURTIN, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

PARIS

L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE
A TRAVERS
LA PENSÉE MODERNE

UNIVERSITÉ DE PARIS
Faculté de Droit

L'ÉVOLUTION DE LA THÉORIE DE L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
présentée et soutenue le 5 décembre 1947
par
M. Charles MAGAUD

MEMBRES DU JURY :

Président: M. J. LHOMME, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Suffragants: M. A. MARCHAL, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

M. R. COURTIN, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

PARIS

AVIS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les Thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

R. UNIV.
BIBLIOTHEEK
LEIDEN

A mes Parents.

INTRODUCTION

La Révolution sociale qui bouleverse le monde contemporain se manifeste par un changement des institutions, des idées et des classes qui régissent l'organisation de la société; c'est une révolution sociale plutôt qu'une révolution politique parce que les transformations du régime de la production et de la répartition précèdent et entrainent la transformation des institutions politiques.

Devant ces conflits, les sciences humaines et en particulier la sociologie font toujours l'objet d'une lutte entre ceux qui leur accordent et ceux qui leur refusent la qualité de science; et s'il leur reste le mérite de rechercher une explication objective de l'évolution sociale, il leur arrive trop souvent encore de se subordonner aux oppositions d'intérêts et d'idées qu'elles prétendaient dépasser.

Ces conflits se retrouvent à quelque degré dans l'objet et dans la méthode de l'économie politique contemporaine. Deux systèmes économiques opposés à la fois dans leur esprit et dans leurs formes se proposent à l'observation: d'abord, le système traditionnel du XIX^e^ siècle, le capitalisme que la théorie ne parvient pas à dégager de ses mythes, ensuite, un système nouveau qui progresse par l'étendue de ses applications: la planification à l'échelle nationale et internationale.

Si les réactions émotionnelles provoquées par l'étude des systèmes ne se retrouvent plus sur le plan de la méthode, les conflits en ce domaine partagent les principales théories et se déroulent à un double point de vue :

1) par la recherche d'une explication plus proche de la réalité et du mouvement: c'est le conflit de la statique et de la dynamique;

2) par la prise en considération de quantités globales, le plus souvent à l'échelle de la nation : c'est le conflit de la microéconomie et de la macroéconomie.

La diversité des approches jointe à la méthode des approximations successives risque alors de faire perdre son unité à la théorie économique moderne qui cherche à rendre compte par

des voies multiples de phénomènes différant à la fois dans leurs mobiles, dans leur esprit et dans leur développement.

Cette dispersion reste cependant plus apparente que réelle si l'on considère une idée autour de laquelle gravitent des constructions aussi importantes que celles de J. Schumpeter, J. M. Keynes et J. R. Hicks : la notion d'équilibre économique.

L'idée d'équilibre n'est pas propre à la science économique; elle provient des sciences physiques puisqu'en mécanique, un système est dit en équilibre lorsque la résultante des forces qui agissent sur lui est nulle. M. François Perroux dans son « Introduction à la pensée de J. Schumpeter » donne un sens particulier à l'équilibre économique qui répond à une conception non pas mécanique mais organique du corps social: un corps est en équilibre lorsqu'il se développe dans des proportions heureuses et accomplit régulièrement ses fonctions. L'équilibre s'identifierait alors à un fonctionnement normal de l'économie et ce fonctionnement normal serait tantôt une activité épurée de tous ses éléments accidentels, tantôt une activité qui permettrait de satisfaire au maximum les besoins humains et réaliserait un progrès économique.

En ce point apparait l'ambivalence de la notion d'équilibre qui peut être considérée à la fois comme le point de départ d'une analyse et comme un état idéal vers lequel tendrait l'ensemble d'un système économique.

C'est pourquoi l'équilibre économique peut se définir de deux manières également valables :

1) il est d'abord un appareil d'analyse de la réalité qui, en découvrant les mécanismes essentiels permet de remonter de l'abstraction pure à la réalité;

2) il est ensuite un état idéal vers lequel tend à tout moment l'ensemble d'un système économique en mouvement.

Ces deux conceptions se retrouvent chez tous les auteurs qui ont utilisé le concept d'équilibre, et J. Schumpeter dans son ouvrage « Business cycles » les distingue nettement :

« Une théorie de l'équilibre ou de l'état stationnaire nous donne les éléments d'une logique économique qui, bien qu'abstraite et éloignée de la réalité, rend cependant l'indispensable service d'éclairer le terrain pour une analyse rigoureuse. La meilleure manière de se convaincre de sa valeur est d'essayer de définir des phénomènes tels que la surproduction ou le sous emploi; peu de réflexion montre que ces termes n'ont pas de sens précis et ceci justifie notre argumentation ».

« Le plus important des usages que nous ferons de l'équi-

libre est celui d'une tendance vers l'équilibre qui après chaque écart ramène le système à un nouvel état d'équilibre... nous ne postulerons pas l'existence d'états d'équilibre qui n'existent pas mais seulement ce vers quoi le système économique se dirige » (1).

Schumpeter distingue en outre deux aspects de l'équilibre qui se rapportent l'un et l'autre à chacune des deux conceptions fondamentales; tout d'abord l'équilibre en tant que description de l'appareil de réponse d'un système économique à toute variation d'un de ses éléments; or tout l'appareil d'analyse engendre naturellement une description de cette sorte; ensuite l'équilibre en tant que situation de référence pour définir des états actuels et concrets d'une économie donnée; il s'agit principalement ici des tentatives des statisticiens pour rechercher à partir des statistiques d'un monde en déséquilibre des valeurs d'équilibre. Cet aspect nouveau se ramène à l'utilisation du concept dans le cas particulier des cycles économiques qui font l'objet de l'étude de Schumpeter dans les « Business cycles ».

Cependant, il est indéniable qu'il existe une grande confusion au sujet de l'équilibre économique qui est assimilé à des concepts aussi divers que la cohérence, l'égalité, l'interdépendance, la stabilité, le progrès ou l'évolution.

La cohérence résulte de la connexion d'une chose avec une autre de même nature. Tout système économique est par définition cohérent puisqu'il s'établit des relations entre des phénomènes à partir de l'idée de valeur; mais cette cohérence peut parfaitement inclure l'équilibre ou le déséquilibre.

L'identité, qui peut s'exprimer par une égalité comptable traduit un équilibre à un moment donné pour des quantités particulières dans un cadre défini : en ce sens, on peut dire qu'un budget ou qu'une balance des paiements est en équilibre; mais une égalité de ce genre n'est qu'un aspect partiel et momentané d'un monde qui recèle par ailleurs des inégalités dont l'équilibre économique doit aussi rendre compte.

La liaison de l'équilibre et de l'interdépendance remonte à Walras qui cherchait à dégager un équilibre fonctionnel à travers la notion de prix. L'équilibre dans ce cas serait exposé à la critique moderne; M. B. Nogaro a démontré (2) que la théorie mathématique du prix d'équilibre était dénuée de

(1) J. Schumpeter : *Business cycles,* p. 68. New-York 1939.

(2) B. Nogaro : *La valeur logique des théories économiques,* p. 67. Paris 1947.

valeur logique dans l'hypothèse d'un troc et que dans l'hypothèse d'un échange avec monnaie, la théorie n'était pas conforme à la réalité.

Mais, si l'équilibre a été conçu par Walras à travers des relations fonctionnelles à un moment donné, il s'explique également par des relations de causalité dans une certaine période. Un des apports majeur de la théorie moderne a été justement de dégager la notion d'équilibre de la notion d'interdépendance, en évitant ainsi le poids de critiques décisives.

La stabilité est un attribut de l'équilibre auquel il ne saurait se réduire; l'assimilation a été souvent faite à propos de l'Etat stationnaire dont il existe plusieurs acceptions.

Chez les classiques anglais et en particulier chez J. S. Mill, il représente la situation d'une économie arrivée au terme de son développement historique. Pourtant, si aujourd'hui l'économiste se pose des problèmes d'équilibre, rien ne permet d'affirmer que l'évolution historique soit arrivée à un point de repos.

Selon des auteurs modernes, et en particulier J. Schumpeter et J. B. Clark (1), l'état stationnaire serait un attribut possible d'un système statique :

« La distinction de statique et de stationnaire est définitive depuis les travaux de Frish. Un système stationnaire est celui dont les variables sont constantes à travers le temps. Cette constance peut être due soit à une répétition de systèmes statiques ,identiques à chaque moment du temps, soit à un système dynamique dans lequel la dépendance dans le temps des variables est telle qu'elle les rend constantes. Samuelson pose que le terme de stationnaire peut occasionnellement être généralisé pour inclure un comportement qui se répète périodiquement dans le temps » (2).

En ce sens également, l'équilibre ne se confond pas avec l'état stationnaire car il peut se concevoir dans d'autres cadres, en particulier ceux de la statique et de la dynamique.

Dans la théorie classique, l'équilibre ne se conçoit pas sans le plein emploi des ressources productives; les notions d'optimum et d'équilibre y sont absolument identifiées. Un des apports fondamentaux de la théorie de Keynes s'attache à renverser ce point de vue: la tendance spontanée d'une économie vers l'équilibre ne s'accompagne pas nécessairement du plein

(1) E. James : *Textes choisis de J. B. Clark et J. M. Clark.* Dalloz, 1948.
(2) R. Barre : Collection « Observation économique », tome III. « La période dans l'analyse économique ». IIe partie, chap. I.

emploi. Chez cet auteur, comme chez la plupart des auteurs socialistes, l'équilibre reste une notion antithétique du progrès qu'il s'agit de réaliser par une intervention sur les mécanismes économiques. Mais alors le problème semble moins résider dans la distinction de l'équilibre et du progrès que dans le choix d'une de ces deux idées au cœur de la théorie économique.

L'évolution, irréversible par nature englobe au sens marxiste du terme, des éléments extra-économiques, d'ordre politique ou moral. La notion de loi apporte la distinction la plus nette entre l'équilibre et l'évolution: toute théorie de l'équilibre recherche des lois scientifiques valables en n'importe quel moment, en n'importe quel lieu, qui apportent une explication objective des phénomènes; la théorie de l'évolution s'appuie au contraire sur des lois historiques dont l'objectivité se fonde souvent sur leur efficacité au point de vue politique et social. L'introduction de facteurs exogènes et l'impératif du devoir situent donc au départ la théorie de l'équilibre et la théorie de l'évolution.

Il ressort de ces approximations que l'idée d'équilibre reste sous-jacente aux systèmes les plus divers et qu'elle peut s'adapter aux méthodes les plus différentes; il suffit donc, pour rechercher une unité dans la théorie, de savoir comment se pose le problème de l'équilibre et dans quel sens chaque époque a entrepris de le résoudre.

Tout d'abord, il est remarquable de constater que la pensée économique ne se dégage de manière autonome qu'entre le XVI^e^ et le XVIII^e^ siècles, c'est-à-dire au moment même où le capitalisme prend naissance; la raison profonde de ce phénomène se trouve moins dans l'existence de ce système que dans le fait fondamental de l'emploi du capital. A l'époque précapitaliste, l'emploi limité des biens de production créait des conditions particulières pour interpréter les troubles économiques : les variations des prix suffisaient à établir un équilibre entre l'offre et la demande des produits dans le cadre de l'année suivant l'abondance et le rythme des récoltes. Les troubles se traduisaient par des hausses ou des baisses de prix à l'occasion desquelles s'éveillera la pensée économique, la cherté des grains, l'abondance des métaux précieux lui fournissant ses premières observations. Mais, il faut constater que l'origine des troubles se situait essentiellement dans des facteurs extra-économiques: l'abondance des récoltes, les grandes découvertes, l'absence de transports et les guerres.

La coïncidence de la transformation de la technique et du développement de la pensée n'est pas le fruit d'un hasard.

Le capitalisme, qu'il se définisse comme un régime d'appropriation privé des moyens de production ou comme une économie d'entreprise orientée vers la recherche du profit repose sur une réalité première: l'usage sur une grande échelle des moyens de production indirects. La production capitaliste obéit à la loi des détours et il faut accumuler le capital puis le mettre en œuvre avant d'obtenir sur une grande échelle des biens de consommation. Le problème de l'équilibre s'en trouve radicalement modifié puisqu'il ne résulte plus de la juxtaposition de deux facteurs exprimés dans l'égalité :

$$\text{Production} = \text{Consommation}$$

mais d'une combinaison plus complexe où l'épargne et l'investissement jouent un rôle déterminant. Les deux égalités suivantes :

$$\text{Production} = \text{Consommation} + \text{Investissement}$$
$$\text{Revenu} = \text{Consommation} + \text{Epargne}$$

deviennent alors l'expression de l'équilibre dans une certaine période. La première égalité montre que la production globale se divise en deux secteurs principaux et la seconde que la valeur de la production est employée pour une part à la consommation et pour une autre part à une mise en réserve pouvant servir ultérieurement à l'entretien ou au développement du capital. Comme les actes de consommation, d'investissement et d'épargne se déroulent à travers le temps, rien ne permet de dire qu'à un moment donné il y aura égalité des quantités ou équilibre des valeurs; l'emploi généralisé du capital pose en particulier le problème de l'ajustement dans le temps de l'épargne et de l'investissement.

Si le capitalisme ne peut se définir seulement par l'emploi du capital, on s'aperçoit que l'ensemble des institutions et des structures propres à ce système donnent un type de solution au problème: l'équilibre devrait s'établir entre les différents marchés en fonction du mécanisme des prix qui fournit un premier schéma théorique indépendant de l'explication des cycles économiques. Entre ces deux théories hétérogènes, il n'existait aucune liaison jusqu'aux tentatives de J. M. Keynes et de H. Dupriez (1): Keynes dans la « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » montre que la théorie classique des prix n'est qu'un cas limite d'une théorie plus vaste englobant toute l'explication des cycles et H. Dupriez dans les

(1) A. Piatier : Collection « Observation économique », tome I. *L'observation économique*. Introduction.

« Mouvements économiques généraux » présente les fluctuations économiques comme le déroulement normal d'une évolution qui obéit à un équilibre transcendant.

Le problème doctrinal surgissait alors naturellement de la théorie: est-ce que l'équilibre résultant des mécanismes et des institutions du capitalisme était à priori le meilleur ? (1)

La planification en tant que système qui devrait résoudre les contradictions du capitalisme se retrouve en face des mêmes problèmes qu'elle doit résoudre en faisant disparaitre en principe le critère objectif du marché.

Les tendances profondes, les contradictions propres aux deux systèmes apparaissent en pleine lumière puisque dans le capitalisme, l'équilibre devrait s'établir à travers des fluctuations perpétuelles du revenu en fonction de la consommation et de l'investissement tandis que dans la planification, l'absence d'épargne individuellement mise en œuvre justifie la formation et l'orientation du capital sans souci des besoins individuels.

Il apparait alors que le problème de l'équilibre reste parfaitement indépendant de l'un ou de l'autre système; s'il a été trop souvent assimilé à une interprétation du capitalisme par le mécanisme des prix, c'est que pendant très longtemps on ne pouvait imaginer comme possible un autre type de relations.

Dès lors, la théorie se trouvait en face de deux séries de difficultés : comment concevoir un équilibre entre des productions qui obéissent chacune à leur rythme propre indépendant du cadre de l'année et comment concevoir l'équilibre sur tous les marchés alors que la notion de prix paraissait insuffisante pour expliquer certains mécanismes, en particulier ceux du marché du capital ?

De là une double tendance de la théorie moderne :

1° une tendance à se rapprocher de la réalité pour mieux en expliquer les mouvements;

2° une tendance à dépasser la réalité et à définir les conditions d'un optimum économique.

Le souci de trouver une explication générale et scientifique avait conduit les classiques et les néo-classiques à considérer un équilibre abstrait qui non seulement ne tenait pas compte des déséquilibres, mais encore, paraissait en ignorer l'existence au prix de deux postulats : tout d'abord, l'élimination de deux aspects essentiels du temps pris comme une coordonnée histo-

(1) H. Noyelle : *Utopie libérale, chimère socialiste, économie dirigée.* Sirey, 1934.

rique, ou comme un délai de réaction des mécanismes dans un mouvement général (1); ensuite, la neutralité de la monnaie considérée comme un voile sans action autonome.

Cette conception mécaniste devait s'élargir et se transformer lorsque les économistes modernes, abandonnant les postulats, voulurent rendre compte des troubles et des mouvements de la vie économique réelle.

L'origine de la seconde tendance dérive des démonstrations marxistes; la théorie de Marx condamne le capitalisme à une série de déséquilibres jusqu'à la catastrophe finale, et l'équilibre devient une notion métaphysique en relation avec l'état stationnaire de la période post-capitaliste. L'intuition géniale de Marx vient du fait que, malgré l'inexactitude de ses démonstrations, il pressentait que la source dans des troubles un système capitaliste venait du marché du capital.

Comme l'analyse de l'équilibre présente des difficultés particulières en raison de l'emploi généralisé du capital, la doctrine marxiste pense que le système capitaliste est incapable de réaliser un progrès.

Pour les classiques en effet, l'équilibre ne se conçoit pas sans le plein emploi des forces productives et le bien être maximum de la société; ce qui signifie que non seulement l'équilibre est nécessaire, mais encore qu'il réalise l'optimum économique et qu'il se confond avec le progrès. Selon les auteurs marxistes au contraire, le capitalisme recèle ses propres contradictions et ses déséquilibres sont associés à la régression économique et sociale.

Après la crise de 1929, le sens de la Théorie Générale de Keynes est celui d'un retour au concept de l'équilibre associé à la fois au progrès et à la régression. Le plein emploi ou le sous-emploi correspondent à différents niveaux de l'équilibre qui peut se concevoir aussi bien dans une économie en croissance que dans une économie en régression. Il reste alors simplement à savoir si l'équilibre doit rester la notion centrale de la théorie économique ou s'il doit s'effacer un jour devant la notion de progrès qu'il avait jusque là absorbé.

Ces deux mouvements de la pensée économique moderne ont fourni les deux parties de cet ouvrage :

I. — L'élargissement du concept d'équilibre: un équilibre de prix.

II. — Le retour au concept d'équilibre : un équilibre d'emploi.

(1) R. Barre : *Opus. cité.*

PREMIÈRE PARTIE

L'Elargissement du concept d'équilibre : un équilibre de prix

SECTION I

LA CONCEPTION MÉCANISTE DE L'ÉQUILIBRE

Chapitre I

L'ÉTAT STATIONNAIRE

Lorsque les premiers économistes ont abordé l'étude du problème économique, ils n'ont pas conçu l'idée générale de l'équilibre sous sa forme actuelle; ils ne peuvent faire abstraction des considérations éthiques ou métaphysiques que révèle leur conception d'un ordre naturel et spontané. Ils jugent d'ailleurs cet idéal comme un aboutissement et ils s'attachent surtout à en découvrir a priori les éléments fondamentaux. Cette recherche les conduit à l'étude du problème de la valeur qu'ils considèrent comme une conséquence plus ou moins directe de la rareté; ainsi limitaient-ils le sens et la portée du facteur psychologique irréductible par sa nature à toute formule quantitative.

Cette théorie correspondait aux tendances de la pensée philosophique du XVIII[e] siècle : dans tous les domaines, chacun s'efforce de formuler des lois purement scientifiques. Les théories de Bentham, de Condillac, de Rousseau sont autant d'expressions d'un grand effort d'interprétation des phénomènes psychologiques et politiques sur un fondement rationnel. Il semble donc naturel que les économistes appliquent des principes éprouvés dans leur domaine particulier; ceux-ci engendrent le mythe de l'homo œconomicus, mû par sa seule raison, qui agit toujours en fonction de son intérêt personnel déterminé par la loi de l'offre et de la demande. Cet individu abstrait, dépouillé de ses erreurs et de ses passions, restera longtemps encore

l'idéal de ceux qui poursuivent la certitude en économie politique; aussi, demeure-t-il l'hypothèse nécessaire de toutes les constructions doctrinales qui prolongent la théorie classique.

En face de ce citoyen idéal, l'économiste reconnaît à peine l'existence d'un Etat dont la fonction principale consiste à maintenir la liberté après la destruction des entraves héritées du Moyen Age. En ce point, la théorie rejoint le monde réel : la nouvelle structure économique qui se dessine au XVIII[e] déborde les cadres traditionnels, et toute interprétation s'appuie naturellement sur une critique des institutions du passé. L'intérêt personnel et la libre concurrence suffisent pour assurer le libre jeu des lois naturelles et les écoles rivalisent d'ardeur pour affirmer leur dogme : laisser faire, laisser passer.

La pensée classique se déroule donc sur le double postulat de l'existence d'un jugement rationnel chez un individu abstrait et de la nécessité d'une liberté nécessaire au progrès. La méthode a priori encadre de ses formules les difficultés majeures du problème de la valeur et du rôle des institutions dans l'évolution économique. Une opinion déterministe supprime le contingent de la société idéale et réduit à néant l'influence de l'Etat jugée mauvaise à la fois sur le plan scientifique et sur le plan moral. Les facteurs politiques et irrationnels disparaissaient pour longtemps de la théorie économique générale.

I. — Les facteurs de l'Equilibre

Libres de leur action, mus par leur intérêt personnel, les individus échangent sur le marché les produits de leur activité; la théorie classique s'attache à démontrer qu'une harmonie doit s'établir spontanément sur ce marché entre tous les facteurs de la production. Dans ce but, elle cherche d'abord à déterminer ces facteurs, ensuite à les ajuster dans une construction générale. Comme il s'agit de démontrer une loi scientifique et non de rechercher un idéal de justice sociale, l'explication néglige délibérément la répartition du revenu entre les classes de la société. La loi déterminera la rémunération propre de chacun des facteurs, rémunération nécessaire dans le cadre d'une société considérée non pas comme une entité mais comme la somme arithmétique de $n + 1$ individus acheteurs ou vendeurs des produits sur le marché. La théorie économique se distingue ainsi nettement de la sociologie qui reste au stade embryonnaire et de la morale empreinte de préoccupations métaphysiques.

Le plus grand effort d'explication porte sur l'équilibre de la production : dans leur vue d'ensemble de l'offre et de la demande, les classiques se portent d'instinct sur les conditions de la production plutôt que sur celles de la répartition, sur l'offre plutôt que sur la demande. Malgré le postulat de l'intérêt personnel, la demande est sujette à trop d'appréciations subjectives pour ne pas éloigner ceux qui recherchent une loi scientifique. La production au contraire, repose sur un fondement objectif, presque mesurable : le coût de production. C'est pourquoi, la théorie classique cherche plutôt à déterminer la rémunération des facteurs de production d'où résulte leur aménagement rationnel à l'intérieur de l'entreprise que la justice de la répartition, notion vague, et liée de plus à de multiples données sociologiques.

Les facteurs de la production sont au nombre de trois : les richesses naturelles, le travail et le capital. Pour chacun des revenus auxquels ils donnent naissance furent édifiées des théories fondées sur le coût de production; il est seulement question ici de rechercher leurs rapports avec le problème de l'équilibre : ces rapports se manifestent essentiellement sur trois points :

1° Tous les revenus sont assimilés à des prix résultant de la confrontation sur un marché des offres et des demandes de travail, de terre et de capital;

2° Les théories de la rente et du salaire atteignent dès cette époque une grande perfection;

3° Au contraire, une détermination insuffisante du capital, des théories trop imprécises de l'intérêt et du profit s'opposent à l'établissement d'une théorie générale satisfaisante.

Ces conclusions correspondent à l'état social du temps et à la structure agricole de la production dont les théories de la rente de Ricardo, et la loi de la population de Malthus sont les expressions principales. Le salaire qui apparaît comme une forme de revenu caractéristique du régime capitaliste avec son double aspect forfaitaire et anticipé, réalise le pont avec la théorie du capital. Selon S. Mill, il existe un fonds des salaires, portion prédéterminée du capital qui servirait à rémunérer la main-d'œuvre selon le rapport du fonds et de l'importance de la population. Mais l'auteur ne précise pas quelle portion des capitaux doit revenir à ce fonds; la distinction entre le capital fixe et le capital circulant ne se détache pas encore et Ricardo, dont les vues restent les plus profondes, ne prolonge pas sa pensée sur ce point. De cette conception imparfaite du capital

dérivent les théories insuffisantes de l'intérêt et du profit confondus dans la rémunération de l'entrepreneur sans que soit ébauchée une différence quelconque entre le chef d'entreprise et le capitaliste. Les classiques raisonnent toujours sur le cas particulier d'un chef d'entreprise utilisant ses propres capitaux sans distinguer que là encore il est possible d'isoler l'intérêt revenu du capital et le profit revenu de l'initiative économiquement heureuse. Cette confusion demeurera si forte que malgré une étude approfondie du capital, Marx ne parviendra pas à dissocier nettement ces deux formes de revenu.

L'intérêt et le profit furent ainsi traités comme des éléments résiduels, sans action intrinsèque. Cette exclusion arbitraire de la théorie de la production se renforçait d'autres considérations au sujet de l'intérêt. Qu'est-ce que l'intérêt ? un prix entre l'offre et la demande de monnaie. Or les classiques rejettent délibérément la monnaie du cœur de leur explication : elle n'est qu'un voile qui masque la nature véritable des phénomènes. Cette opinion permet en effet d'éliminer le facteur temps en raisonnant exclusivement sur une position d'équilibre instantanée. Chez tous les successeurs des classiques se retrouve cette attitude de méfiance à l'égard de la monnaie, et c'est là qu'il faut chercher l'origine de la théorie quantitative; la monnaie reste donc cantonnée dans son rôle d'instrument d'échange et elle n'affecte en rien le mécanisme général de cet échange.

De là aussi, les erreurs et les obscurités des classiques sur la question de l'épargne et de l'investissement. En faisant abstraction de la monnaie, ils ne peuvent rendre compte ni de la nature propre de certains revenus capitalistes, ni du caractère essentiel du régime capitaliste lui-même qui évolue dans une certaine période de temps. Or, tous les économistes du XVIII[e] raisonnent « pour un marché donné, à un moment donné », c'est-à-dire dans l'instantané. Et toute définition compréhensive du processus capitaliste montre que l'emploi de moyens détournés de production et un emploi généralisé de la monnaie sont étroitement liés. Pourtant, ils éliminent volontairement le facteur monétaire sans concevoir qu'il peut réaliser « un pont entre le présent et l'avenir » (1). Il devient dans ces conditions très difficile de rendre compte des relations entre la production, l'épargne et l'investissement.

Stuart Mill définit ainsi le capital : « le stock accumulé du produit du travail est le capital. Sa fonction est de produire...

(1) J. M. KEYNES : *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, page 309. Traduction de Largentaye, Payot, Paris 1942.

il est le résultat de l'épargne » (1). Malgré la remarque relative à la fonction propre du capital qui est de produire, Stuart Mill et ses contemporains négligent le facteur investissement.

D'autre part, lorsque les classiques affirment que l'intérêt est un prix résultant de l'offre et de la demande d'épargne, ils postulent implicitement que tout ce qui est épargné s'investit automatiquement. S. Mill exprime cette idée en ces termes : « tout ce qui est produit est consommé : à la fois ce qui est épargné et ce qui est dépensé ». Mais cette affirmation est-elle incontestable dans une économie monétaire où la monnaie remplit non seulement une fonction d'échange mais aussi une fonction d'épargne, de réservoir de valeur, ce qui implique la possibilité de la détention de liquidité, c'est-à-dire la conservation d'une certaine quantité de monnaie sans emploi. Lorsque J. M. Keynes accuse la théorie classique des prix de ne pouvoir rendre compte du déséquilibre, il fait de la théorie monétaire et de la préférence pour la liquidité, la pièce maîtresse de son système. Temps, monnaie, épargne, investissement, autant de notions mal élucidées par la théorie classique; peut-être faut-il y voir une raison historique étant donné que le capitalisme venait de naître et que les flux d'investissements n'apparaissaient pas encore comme le souverain remède contre les crises de « structure ».

Malgré des imperfections qui tiennent plus aux circonstances qu'à des insuffisances d'analyse, les classiques ont eu le mérite de mettre en valeur les éléments essentiels de toute théorie de l'équilibre et de les agencer dans un mécanisme d'ensemble.

Celui-ci dépend de la loi de l'offre et de la demande qui assure l'équilibre du marché dans un cadre de libre concurrence. A un moment donné, en un endroit donné, le phénomène des prix assure l'équation de l'offre et de la demande, aussi bien dans le domaine des échanges que dans ceux de la production et de la consommation. L'investissement peut d'ailleurs être assimilé à la consommation d'une certaine catégorie d'individus puisque « tout ce qui est épargné est régulièrement consommé mais pas par les mêmes personnes qui ont investi » (2).

Le mécanisme des prix est spontané et général, c'est lui qui régularise toute la vie économique à travers lui, les classiques

---

(1) S. Mill : *Principles of political economy.* Chap. I « Requisities of production ». New-York, 1872.

(2) J. S. Mill : *Op. cit.,* page 103.

découvrent une harmonie naturelle cachée derrière les accidents de la vie concrète : il suffit de laisser agir les individus et d'empêcher l'intervention des pouvoirs publics, l'harmonie s'établira automatiquement à la fois dans l'ensemble des échanges et entre les différents facteurs de la production. Si les prix assurent l'équation de la production et de la consommation, à l'intérieur de chacune de ces opérations, des équilibres partiels s'établissent spontanément.

L'équilibre de la production est assuré par l'individu qui cumule les fonctions de capitaliste et de chef d'entreprise et qui agence entre eux les facteurs de production. Pour réaliser un profit, il cherche à abaisser son coût en répartissant judicieusement la part du capital et la part du travail. Le revenu qui justifie sa fonction se matérialise par la différence entre le prix de vente et le prix de revient qu'à tort ou à raison les classiques assimilent à l'intérêt.

Du côté de la consommation, les mécanismes de fixation du salaire, de la rente, etc... établissent également l'équilibre en fonction de la situation des différents marchés. Mais les classiques n'insistent guère sur ce côté de leur analyse : c'est à partir du coût de production que Smith et Ricardo recherchent à la fois l'explication de l'équilibre et celle de l'évolution.

II. — La tendance vers l'équilibre

La description du mécanisme des prix n'apporte qu'un schéma valable pour une économie idéale. Selon Stuart Mill ce schéma évite pourtant de grandes difficultés car « la principale erreur de l'économie politique est de ne pas commencer par l'examen des cas simples mais de se précipiter dans la complexité des phénomènes concrets » (1). Les accidents du monde réel s'expliquent en effet par les entraves qu'apportent l'intervention des pouvoirs publics : lorsque celle-ci sera éliminée, la société tendra d'elle-même vers un état stationnaire ou « état d'une économie arrivée à son terme ». Mais, de cette tendance, chaque auteur développe sa conception particulière.

Les Physiocrates estiment que la loi d'évolution relève plus de la morale que de la science; et s'ils pensent les problèmes de leur temps sous l'angle de l'économie, ils affirment que la seule liberté conduit à l'ordre naturel et que cet ordre est évident dans la mesure où il réalise le dessein de la Providence.

(1) J. S. Mill. *Op. cit.* Chap. I.

Ainsi, après avoir posé un certain nombre d'éléments majeurs de la théorie économique, les physiocrates portent un jugement de valeur sur le régime auquel conduirait la liberté sans définir autrement celui-ci.

Et Quesnay se laisse entraîner par son enthousiasme : « obtenir la plus grande augmentation possible de jouissances par la plus grande diminution des dépenses, est la perfection de la conduite économique »... « le monde va alors lui-même, le désir de jouir imprime à la société un mouvement qui devient une tendance perpétuelle vers le meilleur état possible » (1).

C'est à Adam Smith et à Stuart Mill que l'on doit la première esquisse valable de l'évolution économique. Comme les physiocrates, ils affirment que sans liberté l'ordre naturel ne peut se réaliser et que dans un cadre de libre concurrence, le mécanisme des prix maintient à tout moment une position d'équilibre stable. Mais la loi de la formation des prix sur le marché du travail, la théorie classique de la nature du capital et la loi de population déterminent l'évolution du système.

La notion de capital reste toujours imprécise; Stuart Mill, entre autres définitions, déclare « le capital est tout ce qui est mis de côté pour le réinvestissement productif » (2) et Ricardo : « si le capital fixe n'est pas d'une nature durable, il exigera annuellement une grande quantité de travail pour le conserver dans son état originel de productivité, mais le travail ainsi affecté peut être considéré comme annuellement dépensé sur le bien final manufacturé » (3). Aucune définition ne distingue encore le capital fixe et le capital circulant, on postule simplement qu'une fraction de capital est distribuée à la main-d'œuvre sous forme de salaires. L'amélioration du standard de vie des travailleurs exige donc l'augmentation du capital par l'épargne. Mais la prétention est illusoire : d'après la loi de la population, celle-ci progresse plus vite que le niveau des subsistances; l'amélioration du niveau de vie accroîtrait indirectement le nombre des travailleurs et le salaire réel reviendrait à son taux naturel qui assure le coût de production de la force ouvrière à un niveau tel que la reproduction ne s'opère plus au même rythme. Le salaire ne saurait donc s'élever durablement au-dessus de son taux naturel qui résulte d'une loi immuable.

---

(1) Quesnay : *Dialogue sur les artisans,* cité par Gide et Rist « Histoire des doctrines économiques », page 11.

(2) J. S. Mill : *Op. cit.* Chap. I.

(3) Edelberg : « The ricardian theory of profits », *Economica.* Février 1933.

A. Smith n'avait qu'une vue très générale de l'état stationnaire; s'il croit fermement à l'ordre naturel assuré par la libre concurrence, il ne développe pas comme S. Mill une théorie de l'évolution économique. Cependant, ils attribuent l'un et l'autre aux mêmes postulats la tendance à un ordre spontané :

1° il existe une masse prédéterminée de capital distribuable;

2° le salaire naturel est une donnée objective;

3° la loi de Malthus est vérifiée par les faits.

Or, aucune de ces propositions n'échappe à la critique. Toutefois, si la monnaie reste cantonnée dans son rôle de phénomène second, sans influence réelle, il semble incontestable que dans un cadre de libre concurrence les mécanismes spontanés doivent engendrer une position d'équilibre stable.

Entre cet état et la réalité, il semble y avoir un écart; Ricardo en prend conscience et il tente de formuler la loi d'évolution d'un système économique réel. Ricardo est peut-être le seul auteur classique qui aperçoive le caractère essentiel de la production moderne, l'emploi de moyens détournés de production; considérant le profit comme la rémunération du capitaliste, le salaire comme celle de l'ouvrier et la rente comme celle du propriétaire, il les agence dans une construction d'ensemble. La théorie de la rente lui fournit un point de départ: d'après la loi des rendements non proportionnels, tout accroissement de la demande provoque l'apparition de la rente puisque le prix du blé obtenu sur les terres les moins favorisées s'impose sur un marché où règne l'unité de prix. Il en déduit que toute augmentation de la population engendre une hausse du prix des subsistances; en présence de cette hausse des prix, les salaires auraient tendance à s'accroître, mais la concurrence ouvrière les ramène au point minimum où la mortalité rétablit l'équilibre sur le marché du travail. Indépendamment de toute considération morale la solution consiste donc pour les travailleurs à restreindre le nombre de leurs enfants pour éviter une concurrence trop forte sur ce marché.

Si cette concurrence n'existe pas, les salaires *nominaux* peuvent augmenter, mais cette hausse toute fictive compensera la hausse du prix des subsistances et le salaire restera au niveau du coût de production de la force travail.

Cette dernière considération est tout à fait essentielle; Ricardo étudie trois revenus : le profit, la rente et le salaire pour une masse donnée de subsistances. Une loi indépendante de la volonté humaine fixe la rente; au contraire, ni le salaire,

ni le profit ne sont déterminés : le salaire n'a qu'une tendance à se fixer à son taux naturel (coût de production) et par suite de la hausse du prix des subsistances, il diminue alors que les travailleurs veulent améliorer leur niveau de vie. Si la concurrence n'est pas trop forte sur le marché du travail, la classe ouvrière entre alors en conflit avec la classe capitaliste et le salaire risque d'absorber le profit. Il existe donc une loi de disparition du profit, loi d'évolution du régime capitaliste qui le conduit à un état stationnaire où aucune entreprise n'offrant de perspectives de profit, la société atteint une position d'équilibre stable et définitive.

Cette théorie qui annonce la construction marxiste, repose sur les mêmes postulats qui avaient été utilisés par A. Smith et S. Mill : la loi de la population et l'existence d'un salaire naturel. Les conclusions s'accordent avec la loi de l'offre et de la demande : à un moment donné aucun investissement n'offrant de perspectives de profit, le prix de vente se fixe au niveau du coût de production. Mais il reste encore à savoir si la véritable nature du profit en fait la simple différence entre le prix de vente et le prix de revient, s'il peut être confondu avec l'intérêt du capital ou s'il représente le salaire de direction. Selon Ricardo, le profit étant le revenu du capital, l'évolution tend à égaliser le prix de vente et le prix de revient tandis que la hausse des salaires absorbe le profit. Cette opinion pessimiste conduira Marx à prédire la lutte des classes; elle contraste avec la sérénité de Stuart Mill qui salue l'avènement de l'état stationnaire où « les progrès matériels n'offrant plus de perspectives à l'activité humaine, celle-ci reviendra dans les voies du perfectionnement moral » (1).

CONCLUSION

Les classiques ont dégagé l'économie politique de la morale et de l'histoire pour en faire une science autonome. Ils définissent d'abord les conditions de l'équilibre économique à un moment donné dans un endroit donné puis ils démontrent que le jeu des lois naturelles ramène à tout moment le système à une position d'équilbre stable. Mais ils donnent la même importance à tous les facteurs de la production et de la consommation; de plus ils assimilent à la consommation le facteur investissement qui détermine l'équilibre de la production.

(1) Gide et Rist : *Histoire des doctrines économiques,* page 118. Sirey, 1944.

S'ils élucident mal les notions de capital, d'investissement et de profit, les classiques fournissent en revanche les éléments d'une explication générale en poussant leurs théories du salaire et de la rente à un haut degré de perfection. Leurs successeurs reprendront ces éléments pour les ajuster dans des constructions nouvelles qui mettent en valeur le rôle du capital et celui de la monnaie. Sur ce point, l'interprétation classique reste encore insuffisante et ses lois de développement, en s'appuyant sur des données souvent arbitraires, ne rendent pas compte de l'évolution du régime capitaliste. Après avoir imaginé un équilibre spontané dans un cadre de liberté, les classiques ont cru à la possibilité d'un état stationnaire en négligeant la dimension temps de l'activité économique. Cette croyance résulte d'une conception de l'équilibre concret qui s'oppose à la conception de l'équilibre, principe général d'explication dans l'espace et dans le temps.

En faisant abstraction du temps, les classiques ont fait une réalité de l'état stationnaire poussés en cela par leur désir moral de découvrir dans tous les domaines un ordre naturel. Or, le principe d'évolution d'une société capitaliste doit être recherché dans le temps qui agit sur les facteurs mêmes que les classiques ont laissé dans l'ombre : capital et investissement, intérêt et profit. Il s'agit moins de concevoir un ordre naturel que de comprendre l'évolution économique à partir de ses éléments essentiels. Alors ceux-ci seront replacés à leur juste place selon leur influence respective sur l'équilibre général.

Conscients de ces lacunes, les économistes chercheront désormais tantôt à schématiser la vie économique en construisant une statique a priori et idéale, tantôt à réintroduire dans une dynamique les aspects les plus divers de la vie réelle.

Chapitre II

LA STATIQUE

M. François Perroux définit la statique comme l'étude du fonctionnement économique en tant qu'il aboutit à un équilibre (1). Mais la manière même de conduire cette étude fournit des résultats fort différents : s'agit-il en effet comme le comprenaient les classiques d'un simple instrument d'analyse de la réalité, ou bien est-ce une méthode de construction a priori qui fonde la théorie économique sur des concepts de logique pure ?

Dans le premier cas, la statique s'apparenterait plutôt à une méthode et elle resterait sur le plan de la forme et non sur celui du fond. C'est pourquoi, nous réservons le terme de statique à une théorie fondée sur des éléments a priori, théorie idéale et indépendante du monde réel. En ce sens, Walras et Pareto ont construit une statique, tandis qu'aucun théoricien ne pourrait y prétendre après une simple analyse du monde réel.

Parmi les principales difficultés de la théorie économique se place la sélection des données qui précède toute construction d'ensemble. La querelle des méthodes se confond alors avec la querelle des théories et les partisans de l'induction ou de la déduction se rejoignent à travers les diverses doctrines. Au début du XIX[e] les successeurs des grands classiques ne semblent pas tirer de leurs œuvres les promesses qu'elles pouvaient légitimer. La science économique tendait à se réduire à l'énoncé de quelques théorèmes et principes plus ou moins éloignés de la réalité. L'école historique allemande, cherchant à réagir contre ce manque de vie, critique vivement la portée générale de toute loi économique.

« Les lois générales de l'économie ne sont autre chose qu'une explication historique et une manifestation progressive de la

(1) Schumpeter : *Théorie de l'évolution économique.* Introduction de F. Perroux, page 45. Dalloz, Paris 1935.

vérité; à chaque étape, elles apparaissent comme la généralisation des vérités connues jusqu'à un certain point; ni quant à leur somme, ni quant à leurs formules, elles ne peuvent être considérées comme définitives » (1).

Poussée à son terme, cette opinion détruirait non seulement l'aspect scientifique de la recherche économique mais encore elle se détruirait elle-même car pour décrire, il faut encore sélectionner des éléments et personne ne voit d'après quels critères tel ou tel élément serait privilégié.

Quoiqu'il en soit à la fin du XIX^e^ ni la théorie classique figée en quelques théorèmes abstraits, ni l'école historique qui tendait vers une description chronologique ne fournissaient une explication valable de l'évolution du capitalisme. Aussi, les théoriciens de la statique cherchent-ils à construire une théorie abstraite avec l'aide des mathématiques. Leur méthode semble donc les éloigner aussi bien des classiques que des historistes. Néanmoins, ils rejoignent les uns par leurs études d'économie pure valables en dehors des contingences historiques et les autres dans leurs tentatives de rejoindre le réel par l'économie appliquée.

I. — L'économie pure

Walras ne cherche pas à décrire un état stationnaire, mais il veut isoler les forces qui tendent à ramener à tout moment un système vers une position d'équilibre idéal. Une méthode purement déductive, au besoin une formulation mathématique lui apportent une grande rigueur scientifique.

Pareto dans le « Cours d'économie politique » donne l'esprit de cette étude :

« Nous ne connaissons pas et ne connaîtrons jamais aucun phénomène concret dans tous ses détails; nous pouvons seulement connaître des phénomènes idéaux qui nous rapprochent de plus en plus du phénomène concret » (2).

La théorie se présente alors sous une forme extrêmement schématique d'après certains postulats a priori. L'école historique ne peut s'évader de la description et lorsqu'elle prétend découvrir les grandes lois, Pareto l'accuse de faire de la métaphysique :

---

(1) Charles KNIES : *Die Politische Ekonomie von Standpunkte der geschichtlichen Methode.* 1853, pages 24-25.

(2) PARETO : *Cours d'Economie Politique.* Tome I, pages 16-17.

« dans le dessin d'éviter de recourir à la méthode déductive qu'on confond bien à tort avec la méthode métaphysique, on veut se borner à un pur empirisme en répétant l'ancien sophisme : post hoc, ergo propter hoc » (1).

L'étude de l'équilibre économique revient alors à l'étude d'un système mécanique dans lequel tout élément qui tendrait à s'écarter de sa position d'équilibre y serait ramené par le jeu des forces propres du système. Construire une statique, c'est donc opérer une recherche des éléments qui, sous tous les régimes et dans tous les temps, agissent sur la vie économique.

Dans ce but, il faut d'abord isoler le système à la fois par rapport aux individus et par rapport aux institutions sociales : d'où une tentative nouvelle pour expliquer le phénomène de la valeur et une élimination totale du facteur social et institutionnel.

L'école de Lausanne vise à éliminer les éléments psychologiques de la théorie de la valeur. Auguste Walras avait fondé celle-ci sur la rareté. Léon Walras, au contraire, met au premier plan l'utilité mais réintroduit indirectement la rareté en affirmant que l'utilité décroît en fonction de la quantité. Comme la rareté mesure l'intensité du dernier besoin satisfait, Léon Walras assimile arbitrairement la valeur à un phénomène quantitatif et mesurable. Conscient de ces insuffisances et des difficultés résultant de l'introduction du facteur utilité, Pareto s'efforce de le remplacer par l'ophélimité qui exprime :

« le rapport de convenance qui fait qu'une chose satisfait nos désirs » (2).

C'est donc un élément psychologique qu'il s'agit d'éliminer au plus vite : la fonction de l'économiste serait donc de constater l'ophélimité sans chercher la moindre explication. La science économique se préoccupe seulement de l'ophélimité élémentaire c'est-à-dire de l'ophélimité d'une petite quantité de biens par rapport à tous les éléments du stock. Cette conception qui se rapproche de la théorie de l'utilité marginale permettrait selon Pareto de donner par la méthode du calcul infinitesimal une formulation quantitative au phénomène de la valeur.

D'autre part, la position doctrinale de l'école de Lausanne vis-à-vis de l'Etat est beaucoup plus catégorique que celle de l'école classique : ils raisonnent toujours dans l'hypothèse d'un

(1) Pareto : *Cours d'Economie Politique*. Tome II, page 4.
(2) Pareto : *Op. cit.* Tome I, page 3.

marché régi par la libre concurrence absolue. S'ils étudient les prix de monopole, ils les considèrent comme un cas particulier d'une théorie générale. D'ailleurs, ils justifient leur attitude en supposant un marché parfaitement organisé de même

« qu'en mécanique on suppose des machines sans frottement » (1).

Après avoir ainsi éliminé les facteurs psychologiques et sociaux qui s'insèrent dans le temps, Walras, Pareto, Marshall élaborent une théorie de l'équilibre en économie pure. Ils estiment que l'échange est le phénomène économique fondamental inhérent à l'existence des sociétés et indépendant de l'histoire : ils s'attachent donc à découvrir ses lois. Mais leurs méthodes de travail les conduisent tantôt à des études partielles de l'échange d'un bien déterminé, tantôt à l'étude générale de l'échange de tous les biens dans une société donnée. La première méthode est adoptée par Marshall, la seconde par Walras et Pareto; et il semble que la théorie la plus complète d'un système tendant vers l'équilibre se trouve chez ces derniers auteurs. Ceux-ci ont formulé d'abord les lois de l'échange en général avant de les appliquer aux autres marchés.

Le Marché des produits.

Walras définit la valeur d'échange comme :
« la propriété qu'ont certaines choses de ne pas être obtenues ni cédées gratuitement mais d'être achetées et vendues, reçues et données en certaines proportions et quantités contre d'autres choses... la valeur d'échange laissée à elle-même se produit naturellement sur le marché sous l'empire de la libre concurrence » (2).

Il recherche ensuite, d'après quelles lois se détermine cette valeur d'échange en passant des cas simples aux plus complexes.

Il conduit exclusivement cet examen d'après la méthode mathématique et déductive et toutes ses propositions reviennent à formuler des lois en fonction de l'offre, de la demande et du prix. Car le prix reste le phénomène fondamental qui seul peut assurer l'équation de l'offre et de la demande; cependant, il le dégage et l'isole selon des méthodes plus scientifiques et plus générales que l'école classique.

---

(1) Walras : *Eléments d'Economie Politique pure,* page 44. Lausanne. 1926.

(2) Walras : *Op. cit.,* page 44.

Walras recherche les lois de l'échange sur le marché et il définit les conditions de l'équilibre général :

« l'équilibre général du marché n'a lieu que si le prix de deux marchandises quelconques l'un en l'autre est égal au rapport des prix de l'une et l'autre avec une troisième quelconque » (1).

Ainsi une analyse simple le conduit à des vues générales: le fait unique de l'échange sert de fondement à un mécanisme d'ensemble où la monnaie joue le rôle de dénominateur commun des autres marchandises, « marchandise en laquelle on exprime le prix de toutes les autres » (2).

Le prix en monnaie représente les valeurs d'échange qui, d'après Walras, sont proportionnelles aux raretés.

Walras pose que « la rareté est un fait absolu » et que « les prix sont proportionnels aux raretés » (3), il subordonne donc la loi de l'offre et de la demande à une théorie de la rareté résultat de l'excès de la demande absolue sur l'offre absolue. La demande absolue représente la masse des besoins à satisfaire, l'offre absolue, la masse des biens existants; mais il est évident que tout équilibre entre l'offre et la demande se réalisera dans un sens relatif, sous certaines conditions et à un prix donné.

Le Marché des services.

Après avoir élucidé la loi qui d'après lui assure l'équilibre sur le marché des produits, Walras passe à l'étude des autres marchés; il distingue les trois éléments de la production : terre, capital, travail correspondant à des capitaux fonciers, des capitaux mobiliers et des capitaux personnels. Le capital s'entend par opposition au revenu (4) : toute richesse qui sert plus d'une fois et ne se consume que lentement se distingue du revenu immédiatement consommé. Cette définition revient d'ailleurs à assimiler revenu et capital circulant.

Tout service est le revenu qui résulte d'un capital: il existe donc différentes sortes de revenus qui sont la rente, le salaire et le profit. L'entrepreneur réalise le pont entre le marché des produits et le marché des services en se portant vendeur sur l'un et acheteur sur l'autre. Dans les deux cas, services et produits étant demandés et offerts à un certain prix, l'équilibre s'éta-

(1) Walras : *Op. cit.*, page 115.
(2) Walras : *Op. cit.*, page 150.
(3) Walras : *Op. cit.*, pages 136-140.
(4) Walras : *Op. cit.*, page 177.

blira sur leurs marchés respectifs. Sur un marché où règnerait une libre concurrence absolue, des actions et réactions se déclanchent de telle sorte que le prix de revient et le prix de vente tendent l'un vers l'autre; autrement dit le profit tend à disparaître. En ce point réside la loi d'évolution du système. Il est à noter que Walras entend le profit au sens de revenu des capitaux mobiliers, mais il développe cette idée essentielle : à l'état d'équilibre, le prix de revient se confond avec le prix de vente, « ainsi, à l'état d'équilibre de la production, les entrepreneurs ne font ni bénéfice, ni perte; ils subsistent alors non comme entrepreneurs, mais comme propriétaires fonciers, travailleurs ou capitalistes dans leurs propres entreprises ou d'autres... cet état d'équilibre est l'état normal en ce sens qu'il est celui vers lequel les choses tendent d'elles-mêmes sous le régime de la libre concurrence appliquée à la production comme à l'échange » (1).

Après avoir trouvé une formule d'équilibre général, il ne reste plus pour Walras qu'à déterminer les lois de l'échange sur le marché des différents services qui concourent à la production. Ces lois se réduisent à l'extension sur ce marché de celles qui régissent le marché des produits; pour qu'une position équilibre partiel s'établisse, il faut et il suffit :

1° que la demande effective à un certain prix soit égale à l'offre effective;

2° que le prix assure à tout moment l'équation entre l'offre et la demande effective.

L'équilibre général résulte de l'addition des équilibres partiels et de la tendance à l'égalisation du prix de revient et du prix de vente. Sur tous les marchés la proposition selon laquelle « les valeurs sont proportionnelles aux raretés » est valable.

Le rôle de l'entrepreneur est d'assurer l'interdépendance des marchés entre eux et ainsi toute variation d'un prix se répercute sur tous les autres: « si toutes choses restant égales, la quantité d'un service possédé par un ou plusieurs individus augmente ou diminue, le prix des produits dans la confection desquels entre ce produit augmente ou diminue » (2).

Le Marché du capital :

Le capital a été défini comme: « toute richesse qui sert plus d'une fois et ne se consomme que lentement » (3).

---

(1) Walras : *Op. cit.*, page 195.
(2) Walras : *Op. cit.*, page 236.
(3) Walras : *Op. cit.*, page 177.

Là encore, la logique de Walras remonte du simple au complexe : l'échange des produits est le cas limite et fondamental du mécanisme tout entier, l'échange des services explique le processus de production et justifie le rôle de l'entrepreneur, enfin l'étude du marché du capital doit rendre compte de l'aspect essentiel du régime capitaliste.

D'ailleurs, une seule catégorie de capitaux retient son attention : les capitaux mobiliers; en effet, les capitaux personnels ne sont pas en vente et le marché des capitaux fonciers se règle sur celui des capitaux mobiliers. Pour déterminer l'offre et la demande de capitaux, Walras suppose que les capitalistes offrent leurs épargnes c'est-à-dire l'excès de leurs revenus sur leur consommation aux entrepreneurs; il suppose également un marché des capitaux en nature où se rencontrerait d'une part les épargnants et d'autre part les fabricants de capitaux neufs; l'équilibre s'établirait alors sous l'effet des deux lois :

1° égalité de l'offre de capitaux neufs et de la demande des épargnants à un certain prix;

2° égalité du prix de revient et du prix de vente des capitaux.

Si à tout moment, un prix tend à s'écarter de sa position d'équilibre, le jeu automatique des lois de l'échange tend à l'y ramener.

La statique de Walras comporte donc trois étages qui correspondent à trois marchés principaux. Il examine en dernier lieu celui du capital parce qu'il pense que la valeur remonte des biens produits aux biens producteurs; ce n'est donc pas le prix de revient des produits en services producteurs qui détermine le prix de vente, c'est plutôt leur prix de vente qui détermine leur prix de revient en services producteurs.

Il insiste sur les intercommunications des différents marchés qui réagissent automatiquement les uns sur les autres : par exemple, une hausse du prix des capitaux provoque une demande accrue de travail de la part des entrepreneurs et une hausse des salaires, de là une hausse du prix des produits, une diminution des épargnes et une baisse de la demande de capital. Walras constate seulement cette interdépendance générale qui résulte des lois fondamentales; son explication unique repose sur le fait essentiel de l'échange à partir duquel il construit une théorie rigoureuse qui embrasse l'ensemble de la vie économique.

Les théories de Pareto se rapportent également à la recher-

che et à la détermination d'un équilibre conçu comme « un état qui se maintiendrait indéfiniment s'il n'y avait aucun changement dans les conditions où on l'observe » (1). Soucieux d'écarter tout élément psychologique, Pareto cherche à construire une statique sur des constatations objectives: les goûts et les obstacles. Les goûts poussent les hommes à se porter demandeurs sur le marché et ils s'y heurtent aux résistances des producteurs. En fait, l'explication diffère peu de celle de Walras, elle repose sur les mêmes données fondamentales, à savoir :

1° le phénomène de la valeur est une donnée objective et mesurable;

2° les lois de l'échange s'appliquent à tous les marchés;

3° la loi d'égalisation du prix de revient et du prix de vente assure l'équilibre économique général.

Il faut remarquer que ces trois données définies à priori ne sont valables que sur un marché idéal. Le souci de retrouver le réel devait provoquer la naissance de l'économie appliquée.

II. — L'économie appliquée

Les inventeurs de la statique mesuraient l'écart de leur construction avec la réalité.

« L'état d'équilibre de la production est un état idéal et non réel. Il n'arrive jamais que le prix de vente des produits soit égal à leur prix de revient en services producteurs pas plus qu'il n'arrive que l'offre et la demande en services producteurs ou des produits soient absolument égales mais c'est l'état normal, en ce sens que c'est celui vers lequel les choses tendent d'elles-mêmes sous le régime de la libre concurrence appliquée à la production comme à l'échange » (2).

Walras ou Pareto ne se dissimulent donc à aucun moment que l'élégance de leurs théories ne comprend pas tous les aspects de la réalité, mais ils construisent une statique c'est-à-dire les conditions d'un équilibre et non une dynamique qui recherche les variations de cet équilibre dans le temps. Aussi distinguent-ils soigneusement l'économie pure « étude des lois naturelles et nécessaires suivant lesquelles l'échange, la pro-

(1) W. Pareto : *Manuel d'Economie Politique*, page 153.
(2) Walras : *Op. cit.*, page 194.

duction, la consommation et la circulation tendraient à se faire dans un régime de libre concurrence » (1) et l'économie appliquée qui « recherche les règles d'utilité suivant lesquelles devrait s'effectuer la production de la richesse sociale » (2). Ainsi, la statique confondue avec l'économie pure serait dissociée de la réalité et considérée comme une théorie abstraite, mécaniste et schématisée. Tel n'est cependant pas l'avis de Pareto pour lequel la statique n'est pas une construction purement à priori, mais un point de départ vers la réalité par la méthode des approximations successives: « l'économie pure nous indique la forme générale du phénomène; l'économie appliquée fournit une seconde approximation en indiquant les perturbations produites par des causes négligées en première approximation; mais aucune théorie n'arrivera à nous dire comment sera réglée la vie économique de chaque individu » (3).

Si Walras admet une coupure entre explication et réalité, Pareto au contraire voudrait enrichir la théorie et il a tendance à compléter la statique par une dynamique : « il faut, dit-il, introduire la considération du temps en économie politique ». Toutes ces tentatives étaient d'ailleurs vouées à l'échec : les théories statiques s'appuient sur des données à priori et il vaut mieux les laisser en l'état de constructions idéales que de les relier à une réalité débordante. Ces constructions ne peuvent fonder une dynamique puisqu'elles visent à construire un équilibre général à partir de données choisies à priori, tandis que l'essence de la dynamique serait de rechercher des lois de variations à partir d'éléments réels obtenus à l'aide de la statistique. L'école de Lausanne ayant choisi la méthode purement déductive, les doutes de Pareto prouvent simplement que la théorie abstraite lui donnait une explication insuffisante de certains aspects de la vie économique. Cependant cette méthode nouvelle provoquait d'importants progrès: elle démontrait l'interdépendance et la complexité des marchés dans un mécanisme très général.

Sur un autre plan, elle approfondissait certaines notions encore mal élucidées, en particulier celle du capital. Le capital apparait comme un élément décisif de toute construction économique parce que c'est à travers lui que la production subit l'influence du temps et parce que dans sa formation et dans dans sa circulation interviennent des données monétaires que les

(1-2) G. Pirou : *Théories de l'équilibre économique.* Walras et Pareto, pages 36-37.
(3) W. Pareto : *Cours d'Economie Politique,* page 17.

classiques ont toujours eu tendance à négliger. L'école de Lausanne ne fait pas exception et voyant dans la monnaie un phénomène superfétatoire, elle assimile arbitrairement le marché du capital aux autres marchés. Du moins le capital devient facteur original dans la théorie économique: il a son marché propre régi par ses lois propres. Mais l'élimination de la monnaie conduit Walras et Pareto à partager l'erreur classique « tout ce qui est épargné est nécessairement consommé » ce qui est une manière simple de résoudre en le supprimant le problème du déséquilibre. La monnaie reste cantonnée dans un rôle passif et la dimension temps de la production disparait arbitrairement sous prétexte de rechercher les conditions d'un équilibre qui ne souffre pas de variations durables.

Pourtant toute tendance à l'équilibre se déroule dans le temps et ne saurait être instantanée dans un régime capitaliste. Walras et Pareto se rapprochent des classiques dans la mesure où ils ne voient qu'une différence de degrés et non une différence de nature entre le régime précapitaliste et le régime capitaliste. Mais comment auraient-ils pu concevoir une telle proposition alors que toute leur statique se fonde sur les lois de l'échange concomittantes à la naissance des sociétés et indépendantes du temps. Le prix assure l'équation des échanges sur tous les marchés, ce qui revient à assimiler le travail, la terre et le capital à des marchandises. En ce sens, les marchés n'en forment qu'un seul où l'équilibre s'établit spontanément. La méthode déductive découvrait l'équilibre au terme de ses recherches, la statique était née immuable dans le temps et dans l'espace; le besoin de connaitre la réalité sous ses aspects les plus divers et la nécessité d'introduire le temps dans l'interprétation de la vie économique, introduisaient les chercheurs à l'étude de la dynamique.

Chapitre III

LA PENSÉE NÉO-CLASSIQUE CONTEMPORAINE

Tous les auteurs néo-classiques raisonnent dans le cadre des postulats traditionnels de l'intérêt personnel et de la libre concurrence. Mais ils cherchent à formuler des lois économiques plus précises à la lumière des découvertes du marginalisme; il est deux manières d'aborder cette étude: d'une part, en isolant des phénomènes partiels, d'autre part, en les intégrant dans une loi générale d'évolution; les classiques s'étaient attachés aux deux aspects du problème, les néo-classiques au contraire se portent plus volontiers vers une conception atomiste et microcosmique de chaque phénomène pris en lui-même sans se préoccuper de son rôle possible dans une évolution à priori évidente et nécessaire.

La théorie des prix domine l'ensemble de leur pensée et tous leurs efforts consistent à relier la théorie abstraite de la formation des prix au monde réel. C'est pourquoi, leur construction présente essentiellement deux aspects: une théorie des prix individualisés poussée à un grand degré de perfection et une théorie générale des prix qui recherche une interprétation des déséquilibres de la vie économique réelle à travers ses inerties, ses rigidités et ses imperfections.

Ces analyses présentent une importance considérable car toutes les théories contemporaines et en particulier celle de J. M. Keynes prétendent tantôt les prolonger, tantôt se construire sur leurs ruines. Nous exposerons donc d'abord les lois qui déterminent les équilibres partiels d'après les ouvrages d'A. Marshall et de A. C. Pigou avant d'étudier la formule d'équilibre général qui déterminerait l'évolution de leurs systèmes.

I. — Les équilibres partiels

1° *Production et répartition*

La théorie néo-classique est essentiellement une théorie de la répartition du produit social entre les facteurs de la produc-

tion. Si l'entrepreneur utilisait ces différents facteurs au mieux de ses intérêts, le problème demeurerait purement technique, mais le rôle économique du chef d'entreprise commence à partir du moment où il assure la liaison entre les différents marchés.

La production globale étant toujours considérée comme la plus haute possible, M. J. Marchal (1) caractérise ce dernier fait en ces termes: « C'est l'offre globale qui à tout moment détermine le niveau auquel se fixe offre globale et demande globale ».

En partant d'une équation fondamentale de l'équilibre :

Production = consommation + investissement,

les néo-classiques considèrent à priori un volume maximum de la production et ils recherchent d'après quelles lois se distribuent les richesses produites, à aucun moment ils ne supposent que le sens de l'égalité puisse être réversible; la répartition ne joue pas le rôle de cause motrice, au contraire, elle est la conséquence d'une donnée indépendante de ses variations; si l'on emploie le vocabulaire keynésien, il ne s'agit pas de savoir si la demande effective agit sur le volume de la production mais de rechercher comment, étant donné une production maximum P correspondant à une position d'équilibre de plein emploi, vont se fixer les prix des marchandises et services. Pour chacun de ceux-ci existe donc une position d'équilibre partiel en fonction des lois propres qui régissent chaque marché, ces lois particulières dérivant elles-mêmes de la théorie de la valeur revue en fonction de l'utilité marginale. Cet ensemble pourrait s'intituler « théorie de l'équilibre dans l'espace » car il est bâti sur des données invariables: une production maximum et le plein emploi des moyens de production. Cette théorie se formulerait ainsi : « Etant donné une production P à un moment donné sur un marché donné, national ou international, les équilibres partiels et l'équilibre général s'établissent en fonction des prix. La formation des prix résulte de la loi psychologique de la balance des satisfactions et des dissatisfactions qui s'exprime en pratique par l'égalisation du coût marginal avec le produit marginal ».

Ainsi, les coûts et les revenus s'adaptent entre eux selon une relation fondamentale mesurée par le prix. Celui-ci demeure le mécanisme central qui déblaie à tout moment le marché et assure l'écoulement de la production. La théorie est

(1) Jean Marchal : « La politique du plein emploi », *Droit Social*, avril 1946, p. 153.

rigoureuse et ses adeptes l'affirment non seulement comme nécessaire mais encore comme la meilleure parce que la seule vraie. Le passage du plan scientifique au plan éthique s'observe toujours au fond de la pensée classique. Ce fut un des mérites de Keynes de dénoncer cette ambition de détenir toute la vérité alors que cette vérité s'appuyait sur quelques postulats. La résistance de l'école libérale aux réformes économiques et sociales provient toujours de cette absolue conviction de l'infaillibilité et de la généralité de sa théorie de la répartition; et certes elle est inattaquable dans son cadre et Keynes ne l'a pas critiqué sur ce terrain. Il a voulu seulement démontrer qu'elle reposait sur un postulat fondamental : le plein emploi des moyens de production. D'ailleurs la rigidité de leur théorie s'opposait souvent à la fluidité des faits: sur les différents marchés, les courbes d'offre et de demande n'obéissent-elles pas à des facteurs propres, irréductibles à toute mesure quantitative ? La monnaie elle-même au lieu d'être un simple reflet n'agit-elle pas sur l'offre et la demande ? Telles furent les principales difficultés que la théorie néo-classique s'est acharnée à résoudre dans un long combat qui la dressait en face des doctrines socialistes ou interventionnistes.

2° *Le salaire*

La théorie du salaire offre une importance particulière parce que ses conclusions ont déterminé l'attitude des néo-classiques en face du problème de l'emploi, problème fondamental auquel s'applique la pensée contemporaine. Dans « la théorie générale de l'emploi », Keynes énonce les deux propositions majeures de Marshall relatives au marché du travail :

1° le salaire réel est égal au produit marginal du travail;

2° l'utilité du salaire quand un volume donné de travail est employé, est égale à la désutilité marginale de ce volume d'emploi.

La désutilité se définissant par « les raisons de toute nature qui peuvent décider un homme ou un groupe d'hommes à refuser leur travail plutôt que d'accepter un salaire qui aurait pour eux une utilité inférieure à un certain minimum » (1), plus simplement, on peut dire que l'utilité est l'aptitude à satisfaire un besoin et la désutilité, l'aptitude à le contrarier.

(1) J. M. Keynes : *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie.* Trad. de Largentaye. Paris, 1942.

Nous pouvons conclure de ces propositions que, pour les néo-classiques, le salaire est un prix déterminé par l'offre et la demande de travail et que ce prix commande le volume de l'emploi. Bien que les deux problèmes de la formation du salaire et des relations du salaire et de l'emploi soient étroitement liés, ils seront dissociés dans cette étude pour la raison suivante: l'emploi est un phénomène second dans une théorie des prix, tandis que le prix est réduit à un rôle secondaire dans une théorie de l'emploi. Les relations des prix et de l'emploi n'ont été examinées qu'à une date toute récente en particulier par O. Lange (La flexibilité des prix et l'emploi, 1946), mais jusque là tantôt l'une, tantôt l'autre de ces notions exigeaient des théories spéciales. C'est pourquoi les lois de formation des prix du travail retiendront seulement ici notre attention.

A. *L'offre et la demande travail.*

Les néo-classiques cherchent avant tout à assurer l'homogénéité de leur théorie en face de la complexité du monde réel; tous les revenus, y compris le salaire sont rigoureusement assimilés à des prix soumis à la loi de l'offre et de la demande revue selon les règles de l'utilité marginale, ce qui fait dire à M. J. Domarchi : « L'apport du néo-marginalisme a consisté moins à rejeter l'ancienne théorie qu'à la perfectionner et à greffer sur elle des principes explicatifs nouveaux tels que celui de l'utilité limite, de la substitution et de l'élasticité » (1).

Pour déterminer les courbes d'offre et de demande de travail, les théories antérieures du salaire mettaient l'accent tantôt sur l'offre de main-d'œuvre (Marx) tantôt sur la demande (Smith, S. Mill); la construction nouvelle se présente comme bilatérale: « Ni l'offre, ni la demande ne prétendent à la prédominance pas plus que s'il ne s'agissait des lames d'une paire de ciseaux » (2).

Malgré cette affirmation de principe, les néo-classiques se placent plutôt sur le terrain de la demande et de la productivité que sur celui de l'offre et de la désutilité. Le premier postulat d'après lequel « le salaire est égal au produit marginal du travail » parait le plus solide, c'est aussi celui qui a été le moins discuté; il détermine la courbe de la demande de travail. L'analyse marginaliste suppose un certain stock de main-

(1) Domarchi : *Introduction à la pensée de J. M. Keynes,* Paris 1943, page 64.

(2) A. Marshall : *Principles of Economics,* Londres 1890.

d'œuvre divisible en unités semblables. Les entrepreneurs qui veulent lancer de nouvelles productions recherchent les combinaisons de terre, de travail et de capital qui compriment au maximum leur prix de revient et leur procure les plus hauts profits. Etant donné un « stock » de main d'œuvre, un nombre sans cesse croissant de ceux-ci est employé jusqu'à ce que le produit net du dernier ouvrier soit égal à l'utilité que l'entrepreneur en tire c'est-à-dire quand le produit net marginal est égal au coût marginal du travail.

Bohm-Bawerk insiste sur cet aspect de la question; d'après lui le problème de la valeur conditionne la répartition et la valeur s'établirait au niveau de l'utilité qui en matière de salaire s'exprime par la productivité. Il résout la contradiction utilité rareté où s'enfermait la théorie classique en posant que l'utilité de la dernière unité fixe celle de toutes les autres: ce serait donc la productivité du dernier ouvrier qui fixerait la rémunération des autres et le salaire diminue lorsque le volume de la main d'œuvre augmente; si le jeu de la loi naturelle apporte aux salariés l'équivalent de leur apport en productivité, il ne reste plus qu'à préciser le sens et la portée de cet apport.

Le rendement de l'ouvrier marginal fixe le salaire et les marginalistes se sont attachés à mesurer sa productivité spécifique. Une étude de M. Pirou (1) et un article de M. A. Aftalion (2) mettent en doute la valeur de cette recherche: ils remarquent d'abord qu'un accroissement physique de la production peut ne pas correspondre à un accroissement de salaire, ce, qui revient à distinguer la productivité physique de la productivité en valeur. Ce manque de concordance entre la théorie et la réalité tendrait à prouver que le salaire dépend moins du rendement ouvrier que des conditions de la conjoncture. D'autre part, M. Aftalion distingue la productivité globale et la productivité spéciale avant de conclure: les variations des salaires ouvriers ne dépendent pas de la productivité d'un ouvrier marginal abstrait mais du rendement de l'ensemble de la main-d'œuvre.

Malgré ces critiques, nous croyons que le premier « postulat » relatif à la demande de travail contient une large part de vérité; Keynes lui-même en tient compte et M. Guglielmi au terme d'une longue et minutieuse synthèse des théories du

(1) G. Pirou : *Economie libérale.* Cours professé à l'Ecole des Sciences Politiques 1941-42, page 142.

(2) A. Aftalion : *Revue d'économie politique,* 1911. Les trois notions de productivité et les revenus.

salaire (1), porte l'essentiel de sa pensée sur la liaison entre production et salaire. Deux aspects de la courbe de la demande de main-d'œuvre retiennent alors l'attention :

1° la demande de main-d'œuvre n'est pas liée à la production physique mais à la productivité économique;

2° la notion de productivité (2) reste une abstraction mais elle tue la seule idée précise qui permette de relier les variations des salaires aux fluctuations de la vie économique réelle.

Le second postulat de la théorie néo-classique détermine la courbe de l'offre de travail :
« quand le volume de travail est donné, l'utilité du salaire est égal à la désutilité marginale de ce volume d'emploi » (3).

La critique keynésienne s'est acharnée sur ce second aspect de la question car il reste de loin le moins clair, dans une école qui s'attache plutôt aux conditions de la demande qu'à celle de l'offre.

Bohm-Bawerk affirme que les seules conditions de la demande firent le niveau des salaires puisque l'utilité limite explique la formation de tous les prix et revenus. Mais A. Marshall, moins dogmatique cherche à faire une place à la désutilité, fonction du coût en exprimant la possibilité pour la main-d'œuvre de refuser un travail à un certain prix.

En cas de refus, il se produirait « un chômage volontaire » qui déterminerait a contrario le volume de l'emploi. Si cette seconde proposition est admise, il apparaît que les néo-classiques ont adapté à la loi de l'offre et de la demande les dernières innovations du marginalisme et que leur théorie s'appuie d'une part sur un concept économique (l'utilité liée à la production), et d'autre part sur un concept sociologique (la désutilité).

B. *Le prix du travail.*

Les offres et les demandes de travail se rencontrent sur le marché et le point d'intersection des deux courbes fixe le niveau du salaire réel. Celui-ci est donc un *prix,* notion centrale de la pensée traditionnelle. Mais si l'harmonie de la construction paraît sans défauts, certains auteurs ne se dissimulent pas les imperfections de la réalité. Les uns tentent donc de fournir

(1) Guglielmi : *Essai sur le développement de la théorie du salaire.* Aix 1944.

(2) Pour la critique de la notion de productivité, on se reportera au récent ouvrage de M. Nogaro, professeur à la Faculté de Droit de Paris : « La valeur logique des théories économiques », Paris, 1947.

(3) J. M. Keynes : *Op. cit,* page 27.

une autre interprétation du chômage tandis que les autres s'efforcent d'interpréter les aspects les plus divers du marché.

L'explication du salaire par les courbes vaut en effet pour un monde abstrait, il s'agissait donc de relier les notions théoriques à un marché multiple variable selon les industries et selon les emplois. Ne fallait-il pas, au delà de la théorie générale des prix, rechercher les applications particulières par de nouvelles analyses, ou bien fallait-il rattacher chaque cas particulier au schéma général en tenant compte des imperfections de la vie réelle, A. Marshall adopte la première de ces conceptions et A. C. Pigou la seconde.

A. Marshall conteste l'existence d'un niveau général des salaires plus ou moins abstrait recherchant plutôt le mécanisme de formation du salaire en un endroit donné, à un moment donné, suivant les industries et pour chaque profession. Sa méthode s'apparente à celles qui rejettent l'étude du niveau général des prix pour s'attacher seulement aux prix relatifs. Mais tout salaire individualisé peut contredire la loi sans afficher une tendance générale; c'est pourquoi le Pr Pigou, disciple de Marshall, pose d'abord les règles idéales qui doivent servir de schéma à l'explication du monde réel; les « economics of Welfare » résultent de la balance des satisfactions et des dissatisfactions, des revenus et des coûts, la règle idéale étant l'égalisation des coûts marginaux : « la valeur du produit net marginal de toute ressource en tout emploi est la mesure monétaire de la satisfaction procurée par le dernier accroissement des ressources investies en cet emploi » (1).

On peut donc imaginer un « juste salaire » égal à la productivité marginale du travail; mais au delà de ce concept abstrait utilisé seulement dans la théorie de l'équilibre général, Pigou admet et développe une théorie des discordances; celles-ci proviennent de deux sources principales :

1° les unes d'ordre psychologique et social,

2° les autres d'ordre économique.

Les discordances d'ordre psychologique et social proviennent des résistances que les sujets économiques opposent à la libre concurrence et qui affectent l'élasticité des courbes; aussi, au lieu de rechercher les points d'intersection des courbes, il envisage l'existence de zones d'indétermination où se fixent les salaires suivant la force des Trade Unions et les exigences des entrepreneurs.

(1) A. C. Pigou : *The Economics of Welfare*, MacMillan 1929, I, 3, 1.

« La zone des marchés possibles qui est dans l'échelle des salaires, celle que les deux parties préfèrent à un conflit quelconque est constituée par le taux de salaire qui se fixe au-dessus du point de rupture des ouvriers et au-dessous du point de rupture des entrepreneurs et qui tombe dans la zone d'indétermination... l'étendue de cette zone se fixe d'après l'élasticité réciproque de la demande des deux parties » (1).

L'adaptation de l'offre et de la demande n'est alors plus instantanée, elle se développe au contraire dans le temps à l'intérieur de la zone d'indétermination. Mais d'autres causes de frottement peuvent avoir une origine purement économique: les fluctuations industrielles et les fluctuations monétaires.

La théorie des fluctuations industrielles occupe une place importante dans l'œuvre de Pigou qui les définit comme « les discordances entre la constance dans la répartition du dividende national naturellement obtenu et celle qui porterait à son maximum le bien-être économique » (2). De ces discordances peuvent résulter une injuste répartition et des variations du niveau des salaires; leur origine provient des erreurs des entrepreneurs : si la libre concurrence régissait le marché, l'équilibre s'établirait spontanément; s'il se produit un déséquilibre, il provient forcément des obstacles apportés aux lois économiques par les erreurs des sujets économiques. Pour les expliquer, Pigou néglige la longueur du processus productif étudié par M. Aftalion, en revanche, il accorde une place de premier plan au facteur psychologique générateur des vagues d'optimisme et de pessimisme. D'autre part, la monnaie agit sur les salaires par l'intermédiaire des prix : dans une étude statistique comparative des prix du charbon et du coût de la vie Pigou observe que leurs variations sont parallèles à celles du salaire. Enfin, plus indirectement, les mouvements des prix modifient les prévisions et engendrent les crises qui provoquent à leur tour des disparités. D'ailleurs, Pigou n'attache qu'une importance secondaire à la monnaie et il restreint son action sur les prix à celle d'un simple multiplicateur; elle n'agirait sur le cycle que par l'intermédiaire de la prévision des prix. Cette attitude de *méfiance à l'égard de la monnaie* n'est pas nouvelle, elle explique pourquoi tous les adeptes de ces écoles négligent le salaire nominal au profit du salaire réel; cette distinction entre les deux formes de salaire doit être rete-

(1) A. C. Pigou : *Op. cit,* III, 6-2.

(2) M. Byé : *Revue d'économie politique,* 1930. « L'œuvre scientifique d'Arthur Cecil Pigou ».

nue en raison de son importance dans toutes les théories de l'emploi (1).

3° *L'intérêt*

D'après les néo-classiques, l'intérêt représente le prix du capital et le marché du capital est régi par les mêmes lois que les autres marchés; il s'agit seulement d'y découvrir les particularités de l'offre et de la demande. Les auteurs classiques avaient fourni des définitions imparfaites du capital et par là des théories erronées de l'intérêt le plus souvent arbitrairement confondu avec le profit. Il fallait donc d'abord situer le phénomène avant de l'interpréter.

Bohm-Bawerk, Landry et Fisher s'attachèrent à résoudre le problème en rapprochant les notions d'intérêt et de capital puis en intégrant leurs théories dans le cadre général de la loi de l'offre et de la demande. Une grave difficulté restreignait cependant la portée de leurs recherches : comment concevoir le rôle de la monnaie. Jusqu'ici elle était considérée comme un voile cachant la vie économique réelle sous de fausses apparences et le travail de l'économiste visait à retrouver le monde réel en nullifiant le rôle du facteur monétaire. Or, le phénomène de l'intérêt se pose en des termes purement monétaires non seulement parce qu'il s'exprime en monnaie mais encore parce que la formation et la circulation du capital empruntent une forme monétaire. Pour intégrer la théorie de l'intérêt à la théorie générale des prix, il fallait dont définir l'offre et la demande de capital en termes réels indépendants des fluctuations monétaires.

A. *L'offre et la demande de capital.*

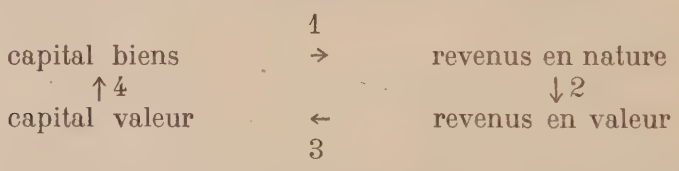
L'offre de capital résulte de l'épargne et la demande de capital de l'investissement; épargne et investissement constituent donc les deux éléments fondamentaux entre lesquels le taux d'intérêt assure une position d'équilbre.

Bohm-Bawerk dans la « théorie positive du capital » détermine l'origine de l'intérêt : la dépréciation du futur. Tout individu, comparant un bien présent et un bien futur, déprécie la valeur du bien futur pour des raisons à la fois psychologiques et techniques. Parmi celles-ci, l'auteur cite les variations du rapport entre besoins et ressources, l'alea de l'avenir et

(1) La méfiance à l'égard de la monnaie « pont entre le présent et l'avenir » conduit à exclure le facteur temps de l'explication économique. Voici à ce sujet, tome III de la collection « Observation économique ». R. Barre : « La période dans l'analyse économique ».

aussi la supériorité technique des biens présents sur les biens futurs (une production fondée sur l'utilisation du capital présent étant plus longue donc plus efficace que toute autre). L'intérêt serait le prix qui justifie le sacrifice de l'épargnant en rejettant sa consommation à une date ultérieure. Malgré des critiques qui posaient la question de savoir si la supériorité technique des biens présents sur les biens futurs s'exprimait en quantité ou en valeur, la théorie de Bohm-Bawerk reste vraie dans la mesure où elle lie le taux d'intérêt et l'offre de capital.

Si l'épargne obéit essentiellement à des facteurs psychologiques, il en est tout autrement de l'investissement. Celui-ci peut se définir comme un acte des entrepreneurs qui utilise le capital monétaire épargné à des fins productives. L'épargne se présente en pratique sous forme monétaire, l'investissement se pose dans une large mesure en termes réels. Si l'entrepreneur investit, c'est qu'il espère tirer un profit de la combinaison des facteurs de production : la demande de capital serait donc liée à sa productivité. I. Fisher définit celle-ci comme l'opportunité de placement qui régirait la demande de capital de la même manière que la dépréciation du futur gouverne l'offre du capital. Ainsi donc, contrairement aux conditions du marché du travail, un motif subjectif et psychologique serait à l'origine de l'offre de capital et un facteur objectif à l'origine de la demande. M. R. Courtin dans son « cours de théorie économique » (1) donne le schéma de la théorie de Fisher :



Les relations 1 et 2 montrent les origines réelles du problème dont il faut pourtant s'évader puisque l'intérêt s'exprime en termes de monnaie.

Il serait difficile en effet d'opérer une épargne sur un revenu en nature; l'épargne se présente donc comme un sacrifice sur un revenu en valeur, ce sacrifice permettant d'accumuler un capital en valeur (relation 3). Mais en raison de la dépréciation du futur et du « time preference » (risque, incertitude), l'offre d'épargne exige un intérêt pour être investie; l'investissement consiste à transformer le capital valeur en

(1) R. Courtin : *Cours de théorie économique,* 1946-47.

capital biens (relation 4) dont l'accumulation permet aux entrepreneurs de se lancer dans des processus plus longs et plus efficaces. En se portant demandeurs sur le marché des capitaux, les entrepreneurs consentiront à payer un intérêt. Celui-ci se présente donc comme un cas particulier de la loi de l'offre et de la demande malgré la complexité de ses origines.

B. *Le prix du capital.*

L'intérêt est le prix du temps car il est fonction de deux variables toutes deux relatives au temps et indépendantes entre elles. L'épargne implique un renoncement à une jouissance présente, l'investissement un rapport dans l'avenir : l'un et l'autre dépendent du taux de l'intérêt mais n'agissent pas directement l'un sur l'autre. Si l'épargne diminue et que l'investissement augmente, les mouvements du taux d'intérêt assurent à tout moment une position d'équilibre stable. Il ne peut donc être question un seul moment d'un déséquilibre permanent sur le marché du capital : tout au plus, des déséquilibres passagers peuvent-ils résulter sur un marché réel des rigidités et des imperfections de la vie concrète. Mais les néo-classiques admettent que leur schéma est abstrait et ils cherchent à préciser par des recherches statistiques visant à relier l'intérêt tantôt à la durée des placements, tantôt au niveau général des prix sans parvenir cependant à formuler des lois générales d'évolution satisfaisantes. Comment d'ailleurs pourrait-on parler d'évolution dans un système qui tend à chaque moment à redevenir lui-même.

Deux points restent à préciser : d'une part les relations de l'intérêt et de la productivité marginale du capital et d'autre part les rapports entre l'intérêt et la masse monétaire. Selon les néo-classiques, la productivité marginale du capital agit sur le taux d'intérêt dans la mesure où elle stimule ou déprime l'investissement. Elle est donc intégrée à la théorie de l'intérêt alors que tout l'effort de la pensée moderne de Wicksell à Keynes vise au contraire à en faire une variable indépendante du taux. D'autre part, si le taux d'intérêt s'exprime en monnaie, les néo-classiques n'en font pas une fonction de la masse monétaire : ils posent intérêt, épargne et investissement en termes réels; la monnaie agit sur eux comme un multiplicateur et non comme un moteur c'est-à-dire qu'elle

(1) I. Fischer, *Théorie de l'intérêt*, Paris 1933.

modifie les expressions monétaires des phénomènes et non leurs rapports. L'intérêt résulte de la confrontation sur le marché d'éléments réels et il reste indépendant du facteur monétaire. C'est contre de telles assertions que la théorie des encaisses et la théorie de la préférence pour la liquidité développent leurs principales critiques.

Les néo-classiques dans leur étude de la répartition n'ont pas négligé le revenu de la terre et le revenu de l'entrepreneur. Tandis qu'ils étendaient la rente bien au-delà de son cadre strictement agricole, ils faisaient du profit un revenu résiduel aux origines complexes (Landry). Mais le phénomène de la rente et les variations du profit occupent une place si importante dans l'explication du déséquilibre qu'il ne paraît pas nécessaire de les introduire dans l'étude des équilibres partiels.

II. — L'équilibre général

La théorie néo-classique de l'équilibre général repose sur deux données fondamentales :

1° une théorie de la monnaie ou théorie quantitative;

2° une théorie des crises qui rejette la possibilité d'un déséquilibre tenant à la structure d'un régime de capitalisme privé.

1° *La théorie de la monnaie*

Les néo-classiques ont conçu une économie réelle où la monnaie joue seulement un rôle autonome. M. Pierre Reynaud définit ainsi une économie réelle :

« économie où la monnaie n'aurait en tant que telle aucune action sur le niveau des prix et sur la répartition des revenus : ce serait une économie où la production, la circulation et la répartition se trouveraient les unes vis-à-vis des autres dans les mêmes rapports que dans une économie où il n'existerait qu'une monnaie de compte » (1).

Ainsi la monnaie est neutre, elle n'agit pas sur l'équilibre général; comme l'affirme M. R. Marjolin :

« on juxtapose à un système de prix relatifs établis sur la base des échanges réels, une théorie de la monnaie hétérogène et extérieure ».

Le problème se pose en ces termes : les mouvements des

(1) Pierre Reynaud : « Essai sur la monnaie neutre », *R. E. P.*, 1931.

prix sont-ils liés à la quantité de monnaie ou la quantité de monnaie se fixe-t-elle d'après le niveau des prix ? (1)

Les néo-classiques penchent pour la première partie de cette alternative et posent le problème de la valeur de la monnaie dans le cadre de la loi de l'offre et de la demande. L'offre de monnaie correspond à la demande de biens et la demande de monnaie à l'offre de biens; il s'établit une relation entre la valeur des biens et la valeur de la monnaie par l'intermédiaire des prix qui servent de pont entre les différents éléments de la vie économique.

Le prix d'une marchandise exprime la valeur de cette marchandise en monnaie et le prix de la monnaie exprime la valeur de la monnaie en marchandises. La recherche d'une liaison de cause à effet entre les variations des prix et les variations des quantités de monnaie est sortie de ces propositions : et Fisher, faisant intervenir des facteurs plus complexes pose l'équation :

$$P = \frac{MV + M'V'}{T}$$

où M représente la quantité de monnaie;
M′ » les succédanés de la monnaie;
V et V′ » les vitesses de circulation de M et de M′;
T » le montant des transactions.

La relation monnaie prix y apparaît comme une relation causale. Ce point paraît très important parce qu'il est révélateur de la conception de la monnaie neutre et parce qu'il s'oppose fondamentalement aux conclusions d'Aftalion, de Wicksell, de Keynes et de l'école moderne toute entière (2).

M. Aftalion dans son ouvrage « Monnaie, prix et change » établit les fondements d'une théorie psychologique de la monnaie, où après de nombreuses observations statistiques, il croit pouvoir fixer que ce sont les mouvements des prix qui fixent au contraire le volume de la masse monétaire. Mais alors que M. Aftalion renverse simplement le sens de l'égalité classique, l'école de Cambridge et l'école suédoise ont cherché à établir des relations plus complexes entre la quantité de

(1) Pour l'étude des mouvements des prix, voir ci-dessous, Sec. II, Chap. II « Les Mouvements des prix ».

(2) Voir à ce sujet les travaux du Congrès des économistes de langue française 1947 « La théorie de l'inflation à la lumière des expérience monétaires contemporaines », par M. B. Nogaro et en particulier l'intervention de M. A. Piatier sur l'action indirecte de la quantité de monnaie sur les prix.

monnaie et les prix, en substituant à un lien direct, une relation indirecte où le taux d'intérêt et la productivité marginale du capital jouent le rôle d'intermédiaires.

Cette hypothèse reste inconcevable dans une théorie où :

1° l'intérêt est considéré comme un revenu tirant son origine du marché du *capital réel;*

2° la productivité marginale du capital n'est pas un facteur direct de l'équilibre général; elle intervient seulement comme un élément de l'équilibre partiel du marché du capital.

Prix et monnaie restent en relations directes, ils ne dépendent ni du taux d'intérêt, ni de la productivité marginale du capital et la monnaie constitue un épiphénomène dans le monde économique réel.

2° *La théorie des crises*

Elle dérive étroitement des explications précédentes car elle est construite sur la base des échanges réels. Il existe deux courants contraires dans l'activité économique : un courant de biens et un courant de monnaie. Si on écarte le voile monétaire, la phrase de J. B. Say se justifie :

« les produits s'échangent entre les produits » (1).

Sur l'ensemble du marché, l'offre et la demande globales de biens et de services doivent se compenser et la surproduction s'avère proprement inconcevable. Tout au plus un déséquilibre passager peut-il se produire dans tel ou tel secteur en raison des erreurs tenant à la nature humaine.

M. J. Marchal constate (2) : « il y a nécessairement et constamment égalité entre l'offre globale de produits et la demande globale ».

C'est sur ce point que s'acharneront les critiques de Marx d'abord, des socialistes et des interventionnistes ensuite; ils

---

(1) M. R. Barre dans l'introduction de son ouvrage *La période dans l'analyse économique* découvre 3 propositions dans la loi des débouchés :

1° une proposition d'équilibre instantanée des productions et des consommations;

2° une proposition d'équilibre à courte échéance du marché : chaque produit crée un débouché pour un autre produit parce que quiconque accroît ses produits augmente ses revenus et son pouvoir d'achat;

3° une proposition d'équilibre fondamental de la production : la théorie de J. B. Say affirme l'adaptabilité de l'offre à la demande pour 3 raisons : l'adaptation aux besoins de la production des marchandises individuelles; l'adaptation aux produits de l'appareil de production; l'adaptation aux produits de la population.

(2) J. Marchal : La politique du plein emploi. *Droit Social,* 1946, p. 154.

visent tous à démontrer l'existence d'une sous-consommation permanente provenant de l'insuffisance de la demande globale provoquée par les spoliations des capitalistes. Autrement dit, après avoir constaté la réalité et la gravité des crises, ils en voient l'origine dans un régime social tandis que si les néo-classiques admettent des déséquilibres passagers dans un cadre de liberté, ils refusent catégoriquement de lier leur existence à l'essence d'un tel régime. Ici encore Pigou (1) distingue des règles idéales qui régiraient un marché abstrait et des discordances provenant des imperfections du monde réel ou des erreurs de la nature humaine.

Au premier plan de ces imperfections, il cite les rentes qui empêchent de porter à son maximum le dividende national et par là le bien-être. Il étend la notion de rente à tous les marchés et souligne leur caractère néfaste dans l'hypothèse du monopole. D'autres imperfections tiennent aux législations qui fixent arbitrairement les salaires en dehors de leur niveau idéal. Enfin Pigou construit tout une théorie des fluctuations industrielles qui s'opposeraient aux nécessités d'une bonne répartition; pour les découvrir il va au delà des apparences du niveau général des prix rechercher les fluctuations des prix des marchandises et des matières premières. La cause majeure des fluctuations provenant des erreurs des entrepreneurs dans leurs anticipations de profit, la théorie des crises de Pigou ne laisse aucune place au rôle de la monnaie considérée comme superfétatoire ou à la fonction du temps dans ses multiples prolongements. Pigou constate la réalité des crises, mais il rejette de la manière la plus absolue toute conception qui impute les déséquilibres aux vices d'un régime de capitalisme privé.

Il serait difficile de trouver chez les néo-classiques une vue synthétique de l'équilibre général; celui-ci n'est pas étudié en tant que tel car il s'établit spontanément en fonction de toutes les parties du système. Le mécanisme des prix régularise les marchés et les entrepreneurs réalisent les liaisons indispensables.

Production = Consommation

cette égalité résume toute la conception mécaniste de l'équilibre reposant sur deux postulats majeurs :

1° la monnaie est un voile;

2° les déséquilbres ne sont que passagers et ils ne tiennent pas à la structure d'un régime de liberté.

(1) A. C. Pigou : *Industrial Fluctuations*. Londres 1929.

Si la monnaie est un voile, les produits s'échangent contre les produits; si l'évolution ne modifie pas l'équilibre idéal, tous les revenus peuvent se ranger sous une seule rubrique : la consommation qui se décompose en salaires, intérêts, rentes et profits. Et l'on pourrait énoncer :

« étant donné une production P résultant du plein emploi des facteurs de production, chacun de ces facteurs reçoit une rémunération qui dépend des caractères propres de chaque marché ».

Mais la théorie ainsi formulée peut-elle rendre compte de l'évolution d'une économie caractérisée par :

1° l'emploi généralisé de la monnaie;

2° l'emploi de moyens détournés de production.

L'une et l'autre de ces propositions postulent l'introduction du facteur temps : la monnaie n'y apparaît plus seulement comme un instrument d'échange mais comme un réservoir de valeur. L'investissement ne se résout pas dans l'instantané, il est un phénomène en devenir qui ne saurait s'assimiler à une consommation immédiate. De là des décalages dans le temps et des perturbations possibles qui ne tiennent pas à un quelconque régime social, mais résultent de l'évolution d'un système en mouvement. Mais si la consommation et l'investissement sont susceptibles d'évoluer, comment ne pas imaginer qu'ils puissent s'écarter de leur position d'équilibre. Classiques et néo-classiques considèrent un seul équilibre : celui où le volume de la production est porté à son maximum. Si l'on envisage désormais l'équilibre fonction de la production, de la consommation et de l'investissement, si l'on fait une place au facteur temps dans l'équilibre général, on peut alors formuler une loi d'évolution valable du régime capitaliste. En vertu de son abstraction, la théorie néo-classique ne suffit pas à rendre compte de tous les aspects de la vie réelle et malgré les apparences elle s'évade souvent du plan scientifique pour passer sur le plan éthique. A partir de certains postulats, la construction est nécessaire et vraie à la manière de la géométrie d'Euclide; lorsque ses adeptes proclament qu'elle est la seule vraie et par là la meilleure, ils portent un jugement de valeur sur une œuvre purement scientifique.

Les recherches devaient s'orienter désormais sur des notions qui sortaient de l'immuable et qui expliquaient l'évolution d'un système dans son ensemble.

SECTION II

L'ÉQUILIBRE, LE TEMPS ET LA MONNAIE (1)

DYNAMIQUE ET ÉQUILIBRE

La statique gravitait autour de l'idée d'un équilibre idéal et elle supposait l'existence de forces centripètes à l'intérieur de tout régime économique fondé sur la libre concurrence. La recherche de lois universelles conduisait à assimiler les sciences sociales aux sciences physiques et à éliminer le temps de la théorie générale. Une réaction s'ensuivit et les diverses dynamiques ont cherché à restituer à l'économie sa nature propre qui se développe dans le temps. Hawtrey pose alors le problème économique en ces termes :

« En économie comme partout où on recherche l'application d'une pensée scientifique aux affaires humaines, il y a opposition entre le général et le particulier. Les économistes, cherchant à établir des lois économiques générales présentent des versions simplifiées de la nature humaine et du cadre où elle vit. Mais lorsqu'ils en viennent à appliquer les lois aux cas particuliers, leurs conclusions sont viciées par la nature abstraite des premières » (2).

Le dynamique a répondu à ce besoin de retour au réel, mais doit-on parler d'une dynamique ou des dynamiques ? Tous les auteurs abstraits ont fait part de leur souci de rejoindre le réel et tous les positivistes ne prétendent-ils pas dégager des lois générales ? C'est autour de l'idée centrale de l'équilibre que les diverses dynamiques se différencient; dans leur désir de réintroduire le facteur temps, tantôt elles conservent cette

(1) On pourra se référer pour tous les problèmes relatifs au temps à l'ouvrage de M. R. Barre : *La période dans l'analyse économique,* Collection « Observation Economique », tome III.

(2) Hawtrey : *Economic Problem.* Chap. II. Londres, 1925.

idée comme base de discussion, tantôt elles la rejettent comme funeste, mais toujours elles cherchent à enrichir une hypothèse de base pour l'étude du monde réel.

I. — De la statique à la dynamique

Stuart Mill divisait la science économique en statique et en dynamique, mais il donnait seulement à la première un caractère scientifique pour laisser à la seconde un caractère tendanciel et imprécis. Aucun classique ne conçoit cependant d'hypothèse abstraite sans la relier à une loi tendancielle de développement : la dynamique, annexe de la théorie générale réintroduisait celle-ci dans un cadre historique et concret. Mais comme les faits démentirent par la suite l'optimisme ou le pessimisme des diverses écoles, on confondit arbitrairement les essais d'interprétation du monde réel et les opinions personnelles des divers auteurs.

L'école abstraite elle-même construit une économie appliquée; Walras au terme de ses études veut essayer de déterminer « les lois de variation des prix », Pareto déclare « il convient d'introduire le temps » et à partir de l'économie pure, il s'élève à la réalité par les approximations successives. Tandis que pour Walras, le réel gravite autour de l'idéal à la manière d'un système astronomique, Pareto s'efforce au contraire de reconstruire le réel à partir de l'idéal.

La théorie abstraite de l'équilibre restait encore l'essentiel de l'étude économique et la dynamique, réduite à un corps de propositions hypothétiques semblait presque un jeu de l'esprit. Son existence propre devait se dégager de la statique elle-même: celle-ci donnant la position d'un système à un instant T, la dynamique ne consisterait-elle pas en un rapprochement de statiques construites à des moments T, T′, T″... Cette conception appelle deux remarques :

1° le temps n'était pas considéré selon sa référence psychologique mais à partir d'un concept mécanique opposé à toute idée de durée. Cette opinion se référait d'ailleurs à une position philosophique : le temps ne serait-il pas réductible à l'espace?

2° par nature, l'évolution est une; n'était-il pas arbitraire de construire le réel par une accumulation de positions d'équilibre. Celle-ci détruirait à la fois l'explication de la constatation; statique et dynamique ne risqueraient-elles pas d'y perdre leur sens ?

La statique restait fondamentale pour beaucoup d'auteurs du XIXe siècle parce qu'ils visaient à construire « une science de la richesse ». Plus tard, la recherche économique devient moins désintéressée « le motif principal de l'économie politique est de contribuer au progrès social » (1). « Le problème économique consiste à utiliser les capacités de l'espèce humaine en vue d'une action commune » (2).

En même temps, ils soulignaient la nécessité d'études plus pratiques :

« il y a deux types de sciences positives : d'une part, sont les sciences formelles ... d'autre part, les sciences positives comme la biologie qui s'occupe des réalités ... l'économie pure étudierait l'équilibre et ses perturbations parmi des gens poussés par un certain nombre de motifs ... mais si notre but est pratique, il est évident qu'une économie politique ainsi développée serait un objet d'amusement » (3).

Le problème consiste donc à assouplir toute théorie de l'équilibre et à la rapprocher du réel. Mais dans quelles limites ce rapprochement est-il possible ? Chaque auteur l'entend à sa manière.

Pigou reste attaché à l'idée d'un équilibre idéal et il y ajoute une interprétation des discordances et des fluctuations industrielles. Marshall décompose les éléments de l'équilibre général pour retrouver le concret par des études partielles en un moment donné et en un point donné du temps. Tous deux admettent que l'économie demeure encore au stade des tâtonnements et que l'essentiel reste à faire: l'explication directe de la vie réelle.

C'est avec J. B. Clark et Knight que s'opère la transition entre l'école qui conserve la statique comme la seule hypothèse valable (Pigou-Marshall) et celle qui en conteste la validité même (école américaine). J. B. Clarck et Knight admettent l'existence d'une statique, mais ils la jugent insuffisante; cependant, ils hésitent encore à donner une valeur générale à leurs recherches expérimentales et dynamiques. Au delà de la statique, stade premier et nécessaire de la théorie, commencerait la dynamique empirique qui consisterait simplement à classifier les faits et à déterminer les régularités.

(1) A. C. Pigou : *Economics of Welfare*. Chap. I, page 4.
(2) Hawtrey :*Economic problem*. Chap. I, page 6.
(3) A. C. Pigou : *Op. cit.*, page 5.

« D'une part une théorie sans faits, de l'autre des faits sans théorie » (1).

La distinction entre la statique et la dynamique conçues comme les deux volets d'une explication unique reste sous jacente dans la pensée contemporaine : Keynes ne distingue-t-il pas une théorie de la courte période et une théorie de la longue période ? Partout se fait jour le besoin de dépasser une interprétation abstraite; Pigou constate que

« la tâche de dépasser des lois économiques précises a été empêchée par le nombre des relations à déterminer et des constantes qui varient dans le temps » (2).

La dynamique ne gagnait pas encore la possibilité de s'imposer en tant que méthode scientifique mais elle se distinguait désormais nettement de la théorie abstraite; la nécessité de construire une dynamique autonome et originale apparaissait évidente à condition d'en éliminer tout élément politique ou moral.

II. — Les dynamiques autonomes

Les théories modernes se qualifient toutes de dynamiques et, derrière cette appellation se cachent les interprétations et les méthodes les plus diverses. Leur position vis-à-vis du concept de l'équilibre permet cependant de les différencier.

La jeune école américaine tente de fonder sa dynamique sur une critique si serrée de la théorie abstraite qu'elle met en doute jusqu'à son existence. Il ne s'agit plus de rechercher des facteurs a priori mais de trouver une méthode qui exprime le monde réel.

« La méthode que je suis et qui n'est pas encore très usuelle consiste au lieu de se servir de mots et d'arguments intellectuels à s'exprimer en nombres, poids, mesures... notre connaissance du monde est essentiellement statistique; elle ne porte pas sur des événements individuels mais sur des agrégats et sur des moyennes » (3).

Le dynamique collerait pour ainsi dire au monde réel, et elle l'exprimerait dans les statistiques. Ainsi Mitchell considère les phénomènes dans le temps et conteste toute validité à la

(1) Simiand : *Le Salaire, l'Evolution sociale et la monnaie.* Avant-propos, page 10, 1932.

(2) Pigou : *Op. cit.*, page 9.

(3) William Petty : *Business cycles and business measurements*, 1927, page 208.

théorie de l'équilibre. Mais n'est-il pas implicitement obligé de l'admettre dans la mesure où il choisit certaines statistiques plutôt que d'autres ? Sinon, il justifierait cette phrase de Poincaré citée par Pigou :

« Dans une science positive, les faits ne sont pas simplement présentés, la pensée les oblige à parler ... la science est construite de faits comme une maison est construite de pierres, mais une accumulation de faits n'est pas plus une science qu'un tas de pierres ne constitue une maison » (1).

La méthode purement positive conduirait à l'impuissance tous ceux qui refusent une valeur quelconque à la loi scientifique. Y aurait-il donc une opposition nécessaire entre la théorie de l'équilibre et la dynamique ?

Schumpeter justifie cette opinion en opposant d'une part un circuit toujours en équilibre et d'autre part une évolution engendrée par l'intervention de la monnaie. Mais l'unité organique de la vie économique peut-elle s'accommoder d'une telle dualité de l'interprétation ?

Il faut poser le problème de l'équilibre en des termes nouveaux pour comprendre les dynamiques contemporaines. Jusque-là, l'équilibre se concevait comme un état idéal vers lequel tendaient toutes les forces du système économique; grâce au mécanisme des prix, tous les facteurs s'adoptaient instantanément les uns aux autres. Or, l'intervention du facteur monétaire ne permet plus aujourd'hui d'imaginer un état d'équilibre instantané c'est pourquoi se dessine aujourd'hui une double tendance :

1° étudier la formation d'un équilibre dans le temps grâce à de nouvelles méthodes d'analyse;

2° étudier l'évolution du système économique en se détachant des schémas d'équilibre.

Mais lorsque les auteurs étudient l'évolution économique ne se réfèrent-ils pas toujours implicitement à des principes généraux d'explication en posant certains facteurs de préférence à d'autres ? L'idée de l'équilibre demeure sous-jacente à toutes les dynamiques dans la mesure où elles se construisent sur des hypothèses nécessaires. On passe alors de la notion d'un équilibre statique défini à un moment donné ou dans le cadre d'une période à la notion d'un équilibre dynamique qui explique comment une situation dérive de la précédente. Dans le

(1) A. C. Pigou : *Op. cit.* Chap. I, page 7.

premier cas, la période a un caractère autonome vis-à-vis de l'équilibre, dans le second, elle se subordonne à une analyse générale puisque les variables se rapportent à des périodes successives de temps. Aux théories du développement et aux dynamiques du déséquilibre s'opposent les dynamiques de l'équilibre.

Chapitre I

LES TENTATIVES DE SCHUMPETER

I. — Du circuit à l'évolution

Malgré son titre, la « théorie de l'évolution économique » (1930) ne répudie pas l'équilibre statique conçu par Walras mais Schumpeter au lieu d'en faire l'essentiel de son étude, s'en sert simplement comme d'un point de départ vers une construction ultérieure; il veut

« esquisser les traits fondamentaux d'une reproduction conceptuelle du mécanisme économique ... qui décrive une économie purement stationnaire en recourant à une abstraction, mais à seule fin d'exposer la substance de ce qui se passe réellement » (1).

Cette reproduction conceptuelle le conduit à imaginer une forme économique élémentaire où le travail et les richesses naturelles concourent à la production des produits consommables. La consommation s'y adapte instantanément à la production et la valeur des biens à leur coût. L'élimination du capital, de la monnaie et du profit, caractérise le système.

A l'état d'équilibre, la valeur des biens étant égale à leur coût, il n'y a pas de profit; de plus, « les moyens de production produits ne sont pas indépendants, ils ne représentent même pas toujours un nouveau moyen de production mais seulement des prestations de travail et de terre déjà effectuées » (2).

L'intérêt n'a pas de raison d'être car il n'y a pas d'agio des biens présents sur les biens futurs: « On ne peut parler d'abstinence au sens de non consommation des sources de rendement car dans notre hypothèse il n'y a pas d'autres sources de rendement que le travail et la terre » (3).

---

(1) J. Schumpeter : *Théorie de l'évolution économique*, pages 228, 232. Traduction Anstett, Paris 1935.

(2) *Id.*, p. 245.

(3) *Id.*, p. 272.

Par cette analyse, Schumpeter prétend atteindre l'essence de la vie économique: « Le mouvement d'échange entre d'une part le travail et la terre et d'autre part les biens de consommation est non seulement la principale mais au fond la seule direction du courant de la vie économique » (1).

La disparition de l'intérêt et du profit empêchent également d'introduire les agents économiques qui perçoivent ces revenus. Walras avait conservé dans sa statique un entrepreneur ne réalisant ni gain, ni perte: Schumpeter le rejette au même titre que le capitaliste. « Si on voulait appeler entrepreneur, le directeur ou le propriétaire d'une exploitation, ce serait un entrepreneur ne faisant ni bénéfice ni perte sans fonction spéciale ni revenu spécial. Si on voulait appeler capitaliste, le possesseur de moyens de production déjà produits, ce seraient seulement des producteurs que rien ne distinguerait des autres et qui, tout aussi bien que les autres ne pourraient vendre leurs produits à un taux plus élevé que celui donné par le total des salaires augmenté du total des rentes » (2).

La monnaie sans être complètement exclue joue dans ce mécanisme, le rôle presque superflu d'instrument d'échange et de simple multiplicateur des valeurs. Le crédit n'y a aucune place et cette économie sans capital et sans monnaie active rappelle singulièrement l'économie précapitaliste. C'est à partir de cette construction d'équilibre stable que Schumpeter bâtit sa dynamique grâce à l'apparition des combinaisons nouvelles.

« Notre problème est le suivant: la théorie précédente décrit la vie économique sous l'aspect d'un circuit qui bon an, mal an, a le même parcours mais la vie économique connait des modifications qui n'apparaissent pas continuellement et que la théorie du circuit ne permet pas de comprendre... Nous nous demandons comment s'exécutent de telles modifications et quels phénomènes économiques elles déclanchent » (3).

Schumpeter oppose donc au caractère continu et homogène du circuit, le caractère discontinu de la vie réelle. Le premier est considéré comme un soubassement permanent et intangible à partir duquel se déroule l'évolution dans le temps. Celle-ci constitue l'objet de l'histoire économique étant entendu que: « par évolution, nous comprenons seulement ces modifications du circuit de la vie économique que l'économie engendre d'elle-même » (4).

---

(1) *Id.*, p. 282.
(2) *Id.*, p. 283.
(3) *Id.*, p. 311.
(4) *Id.*, p. 313.

Le capital, l'intérêt et le profit y retrouvent leur juste place et l'auteur en arrive à juxtaposer d'une part un système en équilibre dépouillé de sa superstructure et d'autre part un système réel qui se déroule dans le temps et risque d'entrainer des déséquilibres. Comment réaliser la coordination de ces deux constructions ?

Là se manifeste l'aspect le plus profond de la pensée de Schumpeter : « La forme et la matière de l'évolution sont fournies par l'exécution de combinaisons nouvelles » (1).

Celles-ci obligent à sortir du circuit et provoquent l'évolution. L'auteur distingue cinq cas de combinaisons nouvelles:

1° la fabrication d'un bien nouveau;

2° l'introduction d'une méthode de production nouvelle;

3° l'ouverture d'un débouché nouveau;

4° la conquête d'une nouvelle source de matières premières;

5° la réalisation d'une nouvelle organisation de la production.

La liaison entre la combinaison nouvelle et les combinaisons anciennes provient des modifications de l'emploi: « L'exécution de nouvelles combinaisons signifie un emploi différent de la réserve de l'économie nationale en moyens de production et ruine par la concurrence les exploitations qui réalisent des combinaisons anciennes » (2).

Le temps n'est donc pas directement introduit dans la théorie du circuit; un événement purement économique : la combinaison nouvelle rompt l'équilibre mais la nouveauté et l'invention qu'elle manifeste ne peuvent se comprendre sans référence au temps. La théorie de l'entreprise et de l'entrepreneur qui réalise la combinaison et assure le passage du circuit à l'évolution met en relief l'influence de ce facteur sous-jacent qui provoque indirectement les ruptures d'équilibre.

M. F. Perroux dans une introduction célèbre à l'ouvrage de Schumpeter distingue diverses sortes d'entreprises : l'entreprise comme institution ou « organisation des divers facteurs de la production » et l'entreprise comme ensemble des fonctions exercées par un organisme vivant. Mais Schumpeter qui insiste sur l'aspect créateur du travail de l'entrepreneur se réfère à la troisième définition de M. F. Perroux : l'entreprise comme « fonction essentielle » (3).

---

(1) J. Schumpeter : *Op. cit.*, p. 319.

(2) *Id.*, p. 321.

(3) *Id.*, p. 93. Introduction de F. Perroux, professeur à la Faculté de Droit de Paris.

« Nous appelons entreprise l'exécution de nouvelles combinaisons et également sa réalisation dans les exploitations par les agents économiques dont la fonction est de les exécuter et qui en sont l'élément actif » (1).

Les entreprises qui répondent aux deux premières définitions trouvent leur place dans le circuit: Schumpeter les appelle des exploitations; elles réalisent les combinaisons anciennes fruit de la routine et de l'habitude. C'est au moment où apparait le rôle original du réalisateur de la combinaison nouvelle que le circuit éclate pour faire place à l'évolution. La création n'a d'ailleurs pas pour motif unique l'appât du gain, mais aussi l'idéalisme de fournir en abondance et au meilleur marché des produits au corps social. Et M. F. Perroux peut affirmer dans l'introduction de l'ouvrage que « cette formule d'économie pure est un sublimé de l'épopée de l'entreprise moderne » (2).

La création originale rompt le circuit et introduit le facteur temps dans la théorie économique; remarquons simplement qu'avec lui apparaissent le crédit, le capital, l'intérêt et le profit.

Mais par quel moyen peut-on passer d'un emploi à un autre des moyens de production ? Schumpeter répond à cette question qu'un emploi différent ne peut être obtenu que par un déplacement dans le pouvoir d'achat des agents économiques.

Ce serait le crédit qui faciliterait le passage du circuit à l'évolution: il représente une création de monnaie en vue de financer la combinaison nouvelle. L'entrepreneur ne peut en effet se passer de pouvoir d'achat, et seules les banques peuvent lui fournir. La monnaie est donc le complément fondamental de l'entreprise : elle représente l'élément perturbateur du circuit et l'élément moteur de l'évolution. Son rôle d'instrument d'échange quasi-superfétatoire dans le circuit devient essentiel puisqu'elle provoque la transformation de la structure de l'économie. Le passage du circuit à l'évolution s'opère donc au moyen de deux données :

1° une donnée qualitative liée au facteur temps: la combinaison nouvelle;

2° une donnée quantitative qui modifie l'emploi des facteurs: la monnaie.

L'intervention de ces deux données explique la naissance du profit et de l'intérêt. Le profit résulte de la combinaison

(1) J. Schumpeter : *Op. cit.*, p. 330.
(2) J. Schumpeter : *Op. cit.*, p. 100.

nouvelle et l'intérêt représente le prix du capital en monnaie. Le profit est un « excédent sur le coût » et « sans évolution pas de profit, sans profit pas d'évolution » (1).

La combinaison nouvelle provoque le déséquilibre et c'est avant que les autres revenus aient pu s'y adapter que l'entrepreneur réalise son profit. Schumpeter ne considère que trois sortes de revenus :

1° le salaire ou produit limite du travail;

2° la rente;

3° le revenu de la combinaison nouvelle.

Les deux premiers sont les revenus fondamentaux; le troisième contient à la fois l'intérêt et le profit, c'est-à-dire à la fois la récompense de l'initiative de l'entrepreneur et la rémunération du pouvoir d'achat nouveau : « L'intérêt est l'agio d'un pouvoir d'achat présent sur un pouvoir d'achat à venir » (2), il apparaît donc comme un revenu essentiellement dynamique.

Schumpeter juxtapose donc à une statique très dépouillée et très proche de celle de Walras, une dynamique dont les facteurs fondamentaux sont le temps et la monnaie. A partir d'un schéma très abstrait, il cherche à rejoindre le monde réel et à expliquer le régime capitaliste: mais il reste à savoir si cette représentation conceptuelle de l'économie en général est un point de départ indiscutable et si l'évolution rend compte d'une manière satisfaisante de tous les aspects de l'économie capitaliste.

II. — La théorie du capitalisme

Les trois ouvrages de Schumpeter: « La théorie de l'évolution », « Business Cycles » et « Capitalism, Socialism and Democracy » marquent trois étapes de sa pensée pour appréhender la réalité; dans la première, il invente la réalité en évoquant l'esprit du capitalisme; dans la seconde, il reconstruit la réalité dans une théorie que prolonge l'observation statistique; enfin dans la troisième, il dresse une fresque sociologique de l'avenir du capitalisme.

Le circuit de « la théorie de l'évolution » se rapproche d'une statique dont il accentue le caractère abstrait en excluant le capital, l'intérêt et le profit.

(1) J. Schumpeter : *Op. cit.*, p. 447.
(2) *Id.*, p. 451.

La production moderne étant caractérisée :

1° par l'emploi de moyens détournés de production;
2° par l'emploi généralisé de la monnaie.

J. Schumpeter déclare que dans le circuit le capital ne joue aucun rôle tandis que la monnaie y perd l'essentiel de ses fonctions; la dynamique d'un régime capitaliste serait donc construite sur la considération subite du temps et de la monnaie. Il reste alors à savoir si ce circuit est un système purement imaginaire dont la seule fonction consiste à donner le jour à une théorie de l'évolution ou bien s'il correspond à un état historique vécu. Dans l'histoire économique, un stade capitaliste a succédé à un stade précapitaliste: expliquer l'un par l'autre reviendrait à passer du simple au complexe si le point de départ possédait un fondement historique ou sociologique. Mais le circuit ne peut se définir ni comme un schéma du régime capitaliste dont il lui manquerait les éléments essentiels, ni comme un régime précapitaliste d'où il n'y aurait aucune raison valable d'exclure la monnaie, l'intérêt et le profit de l'exploitant.

Le circuit et l'évolution apparaissent surtout comme les deux volets d'un diptyque destiné à évoquer l'esprit du capitalisme; mais l'évocation le conduit à un certain nombre d'erreurs exposées dans l'introduction par M. F. Perroux.

L'histoire économique montre que l'intérêt existe dans une société précapitaliste, et on peut ajouter qu'il est présent dans n'importe quel type d'économie; cette élimination ne se comprend qu'en fonction de l'évolution. Schumpeter considère que le profit est le réservoir d'où découle l'intérêt, et d'autre part, il place le profit dans la dépendance de la combinaison nouvelle et du capital. Ces deux éléments caractérisant l'évolution, il en résulte que le profit et l'intérêt n'ont pas été supprimés du circuit en tant que circuit, mais du circuit imaginé par rapport à l'évolution.

La combinaison nouvelle réalise beaucoup plus une idée force qu'une vue généralisée de la vie économique et M. F. Perroux ajoute que « des milliers d'individus acceptent quotidiennement des risques » (1) .

Si la discussion ne diminue pas la force de la vision, elle entraine cependant la mise en doute de la nature et du rôle des principaux éléments de la théorie, et ceci justifie le propos

(1) J. Schumpeter : *Op. cit.* Introduction de M. Perroux.

de M. L. Robbins lorsqu'il parle de l' « erreur géniale » (1) de J. Schumpeter.

C'est pourquoi dans un second stade de sa pensée, Schumpeter dans les « Business Cycles » cherche non pas à inventer la réalité mais à la reconstruire à partir du même concept d'équilibre. Cet état suppose la concurrence parfaite c'est-à-dire un milieu tel qu'aucun sujet ne peut avoir d'action particulière où la mobilité des facteurs ne rencontre aucun obstacle; il va servir de point de référence d'une construction qui va chercher par approximations successives à se rapprocher du réel.

Tout d'abord le monde économique est mouvement, et il faut l'appréhender par une théorie dynamique c'est-à-dire une théorie « qui étudie non seulement un ensemble de grandeurs à un moment donné et les relations qui existent entre celles-ci mais aussi la valeur de certaines variables à des moments différents, à l'aide d'équations qui englobent simultanément plusieurs de ces grandeurs à des moments différents » (2), car c'est de l'existence du mouvement que provient selon Schumpeter l'impossibilité d'observer l'équilibre. La théorie des délais bouleverse la théorie de l'équilibre momentané ou de la période et justifie les déséquilibres qui s'offrent à l'observation; Schumpeter en donne comme exemple le problème de la toile d'araignée qui amène à réviser la théorie traditionnelle des prix.

A la dynamique peuvent se greffer les théories des inerties et des frictions qui rendent compte des résistances, des inélasticités propres à chaque catégorie de prix et des difficultés d'adaptation des contrats à long terme. Mais le mouvement économique n'est pas le seul obstacle à la réalisation de l'équilibre et Schumpeter y ajoute toute la théorie de la concurrence imparfaite; à partir de ce moment, l'équilibre n'est même plus concevable et l'auteur pense à l'aide d'études statistiques pouvoir fondre les faits et leur interprétation.

Mais ceci ne lui fournissait pas de réponse quant à l'avenir même du système capitaliste; ce fut l'objet de son dernier grand ouvrage: Capitalism, Socialism and Democracy, paru en 1946. La fresque historique succède à la théorie lorsque l'auteur s'interroge sur le destin du monde moderne.

---

(1) L. Robbins : On a certain ambiguity of stationary equilibrium. *The Economic Journal*, 1930.

(2) G. Haberler : Prospérité et Dépression. *S. D. N.*, 1943, p. 783. R. Frish : Propagation and Impulse problems, dans *Economic Essays ai honour of Gustave Cassel.* Londres 1933.

Le capitalisme peut-il survivre ? Non.

Le socialisme est-il viable ? Bien sûr il le peut.

On pourra mesurer le fossé qui sépare désormais Schumpeter de F. von Hayek ou de L. von Mises, et aussi, le chemin parcouru depuis la théorie de l'évolution; la tentative de Schumpeter, c'est la tendance constante à s'évader et à dépasser l'idée d'équilibre. Plus qu'aucun autre, il a exprimé l'essence du capitalisme, mais sur le plan de la théorie il n'a pu faire disparaître la divergence de l'équilibre et du mouvement; si l'espace est affaire de raison et le temps affaire d'intuition, le génie de Schumpeter a été de comprendre leur caractère irréductible et de substituer les ressources de son art à une impossible synthèse.

Chapitre II

LES MOUVEMENTS DES PRIX

Si le mécanisme des prix régit l'ensemble de la théorie classique, il n'en résulte pas que celle-ci ait complètement élucidé les rapports entre les phénomènes réels et les phénomènes monétaires. La conception toujours sous-jacente de la passivité de la monnaie l'entrainait à rechercher la vie réelle cachée derrière les apparences. Mais l'observation de la vie économique prouvait l'existence de mouvements cycliques ou de longue durée des prix; et comme ceux-ci résultent de la confrontation de phénomènes réels et de la masse monétaire, la question se posait de savoir si l'origine de ces mouvements provenait des variations de la quantité de monnaie ou des variations des quantités de marchandises ou de services. Il n'apparut cependant pas possible d'accorder une valeur quelconque à la seconde de ces propositions: les variations des quantités de biens ou de services affectent les mouvements des prix relatifs, il semble injustifié d'en déduire les mouvements des prix absolus.

L'école classique ne s'y était pas trompée et elle fondait son explication sur les variations de la quantité de monnaie : toute variation de la masse monétaire entraine une variation des prix selon les rapports déterminés par la formule de Fisher.

Affirmer que la monnaie est passive revient à supposer que la masse monétaire indéfiniment élastique s'adapte toujours aux variations de la quantité des marchandises; mais lorsque l'observation prouve l'existence de mouvements généraux des prix, il faut bien attribuer un certain rôle au facteur monétaire. Lescure dans son dernier ouvrage, le « Précis d'économie rationnelle », posait le problème en ces termes: les mouvements de la masse monétaire entraînent-ils les mouvements des prix ou les mouvements des prix provoquent-ils une expansion ou une contraction de la masse monétaire ?

Le premier aspect de cette alternative exprime l'essentiel de la théorie quantitative, le second le sens général de la théorie psychologique de la monnaie. M. A. Aftalion, partisan de

cette dernière, cherche dans « Monnaie, prix et change » (1) à prouver par une vaste étude statistique le bien fondé de ces affirmations. Cependant les deux théories ont en commun une même méthode : elles supposent un lien direct entre la masse monétaire et la quantité de marchandises et de services pour justifier le mécanisme des prix. Mais ce lien, comme beaucoup d'autres en économie politique, ne serait-il pas réversible ? De plus, aucune des conclusions des partisans de l'une ou de l'autre théorie n'apporte d'arguments décisifs sur les relations causales entre la quantité de monnaie et les mouvements des prix et surtout elles ne fournissent pas d'explications sur le rôle exact de la monnaie dans la vie économique.

Or, une étude dynamique ne saurait se comprendre sans référence à la monnaie : Mitchell dans les « Business cycles » (2) remarque avec raison qu'il existe « un lien direct entre la quantité de monnaie et les phases du cycle » et il voit dans l'économie moderne « une organisation qui cherche à réaliser des profits pécuniaires sur un investissement de capital par une série de transformations relatives à l'achat ou à la vente de biens en termes de monnaie ».

L'inaptitude de la théorie classique à rendre compte des mouvements des prix et des oscillations cycliques provient essentiellement de la séparation rigoureuse qu'elle entretient entre l'étude abstraite de l'économie réelle et celle des phénomènes concrets exprimés en termes monétaires. Schumpeter avait essayé de s'évader de la statique par « la combinaison nouvelle » liée à l'apparition du crédit et de la monnaie ; Knut Wicksell à son tour dans son ouvrage « Interest and Prices » cherche à sortir de l'explication abstraite au moyen des facteurs monétaires. Malgré ces imperfections la tentative était féconde et elle se situe à l'origine de toutes les études contemporaines sur les mouvements absolus ou relatifs des prix. Et M. A. Marchal peut dire (3) : « Ce fut le mérite de Wicksell d'avoir cherché le premier à franchir le fossé entre la théorie générale et la théorie monétaire. Ainsi, il ouvrait la voie à Keynes qui peut alors réaliser une véritable intégration de la théorie monétaire dans la théorie générale en faisant du taux d'intérêt non plus le prix de l'épargne, mais un phénomène purement monétaire, le prix de la liquidité ».

(1) A. Aftalion : *Monnaie, Prix et Change*. Paris, 1940.
(2) Mitchell : *Business cycles*. Tome I, page 86. New-York, 1927.
(3) A. Marchal : *Principaux courants de la pensée économique suédoise contemporaine*. *R. E. P.*, 1947, page 72.

I. — Le mouvement général des prix

A. *L'apport fondamental de Knut Wicksell.*

Knut Wicksell recherche les origines des mouvements généraux de hausse ou de baisse des prix à partir des analyses de Ricardo et de Bohm-Bawerk : d'une part, il essaie de résoudre le paradoxe de Ricardo qui affirmait (en dépit des apparences) que le taux d'intérêt s'élevait en période de hausse des prix, et d'autre part il reprend l'idée de Bohm-Bawerk relative à l'existence de deux taux d'intérêt : l'un sur le marché des capitaux réels, l'autre sur le marché monétaire.

D'après la « théorie positive du capital », l'équilibre s'établit sur ce marché lorsque le taux d'intérêt assure l'équation :

1° de la demande d'épargne émanant des chefs d'entreprises qui veulent investir;

2° de l'offre d'épargne des prêteurs qui s'abstiennent d'une consommation présente.

Wicksell voit dans ce taux: « La valeur limite par laquelle le produit total dépasse la somme des salaires, rentes, etc..., qui doivent être payés. La grandeur de cet excédent dépend de la productivité de l'entreprise d'un côté et de l'autre du niveau des salaires et des coûts » (1).

Toute son argumentation repose sur la distinction de ce taux qui assure l'équilibre sur le marché du capital et le taux d'intérêt monétaire sur le marché. Le taux d'intérêt qui assure l'équilibre ou taux naturel n'est pas une notion claire dans la pensée de Wicksell. Entre autres définitions, il estime « qu'il existe un certain taux d'intérêt sur prêts qui est neutre par rapport aux prix des marchandises et qui ne tend ni à les hausser, ni à les baisser. C'est nécessairement le même taux d'intérêt que celui qui serait déterminé par l'offre et la demande si on ne faisait pas usage de monnaie et que tous les emprunts s'effectuaient sous la forme de biens capitaux réels » (2).

Le fait essentiel est que ce taux s'établit dans le cadre d'une économie réelle et que dans ce cadre l'équilibre monétaire dépend de trois conditions :

1° que le taux naturel soit égal à la productivité marginale du capital;

(1) Knut Wicksell : *Interest and Prices*. Londres, 1936, page 103.
(2) K. Wicksell : *Op. cit.*, page 102.

2° qu'il réalise l'égalité entre l'offre et la demande d'épargne;

3° qu'il garantisse un niveau des prix stable et d'abord des biens de consommation.

Si le taux naturel était inférieur à la productivité marginale, la concurrence des entrepreneurs augmenterait la demande d'épargne et ramènerait le taux au niveau de l'équilibre. Au cas contraire, la concurrence des épargnants provoquerait le même effet. D'autre part, Wicksell distingue soigneusement l'offre d'épargne qui représente une consommation différée et l'investissement œuvre des chefs d'entreprise : dans une économie sans monnaie, ce phénomène assure la continuité de la production.

Enfin, si le taux d'intérêt naturel concordait avec le taux monétaire, une hausse ou une baisse générale des prix seraient inconcevable; en revanche, l'auteur décrit en ces termes l'action d'un baisse du taux effectif d'intérêt: « Si les épargnants offrent des prêts à meilleur compte, alors évidemment les entrepreneurs même s'ils prennent les prix courants comme fondement de leurs calculs des prix futurs pourront sans entamer les profits habituels de l'entreprise payer un prix plus élevé pour les matières premières, le travail et la terre, et, par suite de la concurrence qui existe entre eux, ils seront plus ou moins obligés de le faire: de cette façon le prix sera élevé et par conséquent le niveau des prix futurs le sera aussi » (1).

Les mouvements de hausse et de baisse des prix trouveraient donc leur origine dans la disparité des taux.

1. *La disparité des taux et le niveau des prix.*

Dans une économie réelle, les prix demeuraient stables car le mécanisme de l'offre et de la demande ramène à tout moment le taux naturel vers sa position d'équilibre c'est-à-dire au niveau de la productivité marginale du capital; l'économie naturelle serait donc une sorte de statique tendant perpétuellement vers une position d'équilibre stable. C'est la monnaie qui explique les variations du niveau des prix par l'intermédiaire du taux effectif d'intérêt. Wicksell distingue en effet trois taux:

1° le taux naturel qui, à l'état d'équilibre, est égal à la productivité marginale du capital. Toute influence monétaire en est exclue;

(1) Knut Wicksell : *Interest and Prices.* Londres, 1936. Lectures II, page 185.

2° le taux normal qui, à l'état d'équilibre, identifie le taux naturel et le taux effectif;

3° le taux effectif de marché en termes monétaires.

Mais comment distinguer l'existence du taux naturel ? Si dans une économie réelle, offre et demande d'épargne coïncident l'une avec l'autre, dans une économie monétaire, le mécanisme du crédit altère cette situation; si le système monétaire se montre plus élastique que l'appareil productif, il peut se produire un déséquilibre entre épargne et investissement et si l'offre d'épargne dépasse la demande, le taux effectif descend au-dessous du taux naturel.

Cette disparité des taux constitue l'élément central de la théorie de Wicksell: elle entraîne en effet les mouvements des prix. Le taux naturel étant égal à la productivité marginale du capital, toute baisse du taux monétaire incite les entrepreneurs à investir et à se porter demandeurs sur les différents marchés. Cette demande accrue provoquerait la hausse des prix des biens et des services.

Dans une certaine mesure, ces conclusions apparaissent comme des succédanés de la théorie quantitative puisque la création d'un pouvoir d'achat supplémentaire engendre les variations des prix. Toutefois, il est à remarquer que ce pouvoir d'achat ne résulte pas seulement de l'activité de l'institut d'émission mais de toute l'organisation bancaire. D'autre part, l'origine de ces mouvements provient de l'attitude des entrepreneurs c'est-à-dire d'un facteur extra-monétaire. Cependant « au lieu de s'hypnotiser sur le lien causal entre le niveau des prix et le montant des moyens de paiement, Wicksell fait dépendre les changements de l'un et de l'autre, d'un facteur externe au mécanisme: la divergence entre les taux » (1).

Il conçoit donc une statique sur un marché réel analogue à celle des néo-classiques reliée à une dynamique par l'intermédiaire du taux d'intérêt monétaire. M. J. Domarchi (2) remarque que la monnaie ne joue aucun rôle actif dans sa statique: « si la monnaie est prêtée au taux réel d'intérêt, l'emploi de la monnaie n'y est que l'expression, le revêtement d'un processus qui aurait pu se produire aussi bien sans la monnaie si les conditions de l'équilibre sont remplies ».

Mais l'essentiel de la pensée de Wicksell est ailleurs : il s'évade du rapport direct monnaie-produits pour expliquer les

(1) A. Marchal : Principaux courants de la pensée économique suédoise contemporaine. *R. E. P.*, 1947.

(2) J. Domarchi : *Introduction à la pensée de J. M. Keynes.* Paris, 1943.

mouvements des prix par un nouvel élément: le taux d'intérêt. Celui-ci n'est plus seulement un prix sur un marché particulier, il devient un facteur fondamental de l'équilibre général.

2. *Le processus cumulatif.*

Les idées de Wicksell préparent la théorie générale de Keynes sous un double rapport: d'une part elles négligent la notion générale du prix pour donner un rôle privilégié à certains éléments de la théorie économique, d'autre part elles prévoient la possibilité de crises et de déséquilibres prolongés. En effet, la disparité des taux entraine un processus cumulatif qui éloigne le système économique de toute position d'équilibre stable. Wicksell met en doute la loi des débouchés et annonce la possibilité du sous-emploi et du chômage.

Dès le moment où la monnaie intervient la vie concrète surgit avec ses rigidités et ses déséquilibres. Ceux-ci tendent à se perpétuer dans le processus cumulatif dont voici les étapes principales :

1° le niveau du taux monétaire d'intérêt s'abaisse au-dessous du taux naturel, il en résulte un découragement de l'épargne et la disparition des perspectives de profit;

2° une partie de l'épargne découragée se porte sur le marché des produits et des services;

3° le gonflement de la demande provoque la hausse des prix des biens de consommation;

4° les entrepreneurs trouvent dans cette hausse des prix de nouvelles perspectives de profit;

« même si le taux bancaire coïncide à nouveau avec le taux monétaire normal ».

Les appréciations des entrepreneurs entretiennent donc la hausse, d'ailleurs « si les banques maintiennent le taux d'intérêt plus bas, celui-ci agira comme un extra-profit » (1).

Le double profit viendrait d'une part de la différence du taux et d'autre part de la hausse des prix plus forte que celle des coûts. L'entrepreneur continue donc à se porter acheteur sur le marché des services d'où une hausse des prix soutenue par les anticipations des chefs d'entreprise. Et ce mouvement général ne présente aucune tendance de retour à l'ancienne position d'équilibre; Wicksell l'exprime dans un passage célè-

(1) Knut Wicksell : *Lectures on political economy*, page 194.

bre de son ouvrage « Interest and Prices » : « L'équilibre des prix relatifs est habituellement stable et doit être comparé à un pendule libre ou à une balle au fond d'un bol. Si par accident ils sont tirés en dehors de leur position d'équilibre, ils tendent eux-mêmes par la force de la pesanteur à reprendre leur position première. Le niveau général des prix d'un autre côté... est dans une position d'équilibre indifférent de la même espèce qu'une balle sur une surface plane; la balle ne se déplace pas d'elle-même... mais si l'on met en œuvre des forces suffisantes pour la chasser de sa position d'équilibre elle n'a aucune tendance à reprendre cette position » (1).

Le taux d'intérêt est une de ces forces et aucun mécanisme auto-correcteur ne tend à ramener le système à sa position d'équilibre. Wicksell d'ailleurs ne prolonge pas sa pensée et ne dit pas comment à son avis peut prendre fin une hausse générale des prix. Peut-être la solution se trouve-t-elle dans la disparition des profits qui sont à l'origine le processus consultatif ?

Si les conditions de l'équilibre monétaire contenaient la théorie économique dans des limites trop rigoureuses, le processus cumulatif ne pouvait rendre compte ni de la périodicité ni de l'amplitude des mouvements des prix. Mais il fallait d'abord préciser le sens et la portée de certains facteurs avant d'aborder cette étude nouvelle.

B. *La réinterprétation de l'équilibre monétaire.*

Malgré son harmonie apparente, la théorie de Wicksell se heurte à la même difficulté que la construction de Schumpeter : il juxtapose à une interprétation de l'équilibre en termes réels, une explication monétaire des mouvements économiques. Or, il est purement arbitraire de comparer une notion empruntée à la statique et un concept dynamique. Aussi les successeurs de Wiksell chercheront à rendre son homogénéité à la théorie économique en dégageant les origines monétaires de l'efficacité marginale du capital et du taux d'intérêt.

1. *L'efficacité marginale du capital.*

Wicksell avait rencontré de grandes difficultés pour définir le taux naturel et ses successeurs se sont appliqués à cri-

(1) Id. : *Op. cit.*, page 53.

tiquer ce concept artificiel pour le remplacer par des données plus précises et plus concrètes. Parmi ses définitions du taux naturel, Wicksell avait posé que « le taux naturel s'identifie avec le profit anticipé résultant de l'usage d'un emprunt monétaire » et, bien qu'il soit arbitraire d'identifier le profit à la différence des taux, l'expression « profit anticipé » est essentielle dans la mesure où le profit résulte des appréciations des entrepreneurs sur l'avenir. Cette incidence psychologique sert de tremplin à Gunnar Myrdal pour réinterpréter le système de Wicksell dans son ouvrage « Monetary equilibrium » (1939).

Sur ce point encore, Wicksell apparaissait comme un précurseur : il introduisait le facteur temps sous la forme organique de l'anticipation dans la théorie générale.

De plus, il concevait le taux naturel en dehors de toute influence monétaire; d'une part l'équilibre s'établissait à tout moment dans une statique formulée en termes réels et d'autre part en dynamique des perturbations provenaient de l'intervention de la monnaie. Celle-ci reliait donc l'une à l'autre un peu à la manière de Schumpeter. Par rapport à ces auteurs le progrès décisif consistait à intégrer la monnaie dès le début des analyses dans un système qui s'évade de la dualité statique-dynamique. Et Myrdal le réalise en remplaçant le taux naturel par un élément proprement monétaire: l'Ertragsquota ou productivité du capital réel calculé en monnaie. Soit Y la productivité du capital réel, il pose :

$$Y = \frac{E}{C}$$

E = produit net d'un bien capital;
C = valeur en capital.

Le problème revenait à calculer E: Myrdal y parvient par la méthode des anticipations qui introduit le facteur temps et ses références psychologiques dans l'explication économique.

Si la productivité du capital réel remplace le taux naturel, à l'état d'équilibre, elle est égale au taux d'intérêt; et comme elle est calculée en monnaie, Myrdal évite la distorsion qui obligeait Wicksell à définir le taux naturel tantôt en termes réels, tantôt en termes monétaires. Désormais la comparaison entre la valeur actuelle d'un capital (capitalisation des revenus) et son coût de reproduction se substitue à la comparaison des taux. Si à l'état d'équilibre $Y = i$ (soit i le taux d'intérêt monétaire), il n'y aurait pas de profit.

Mais si le coût de reproduction est inférieur à la valeur en capital, les entrepreneurs anticipent de nouvelles marges

de profit et l'activité économique est stimulée. Le schéma général de Wicksell est conservé avec des éléments nouveaux : le point essentiel restant que les mouvements des prix ne dépendent pas directement des variations des quantités de monnaie ou de produits. M. R. Marjolin, dégage le sens des analyses de Myrdal: « l'apport principal de Myrdal à la construction wicksellienne est donc l'élimination du taux réel d'intérêt. Le taux d'équilibre est pour lui au même titre que le taux effectif un phénomène monétaire. Les deux parties de la science économique, théorie générale et théorie de la monnaie deviennent homogènes. On s'achemine vers une construction unitaire en termes de monnaie » (1).

La méthode de Keynes se rapproche de ces analyses à un double point de vue :

1° les facteurs réels sont remplacés par des facteurs monétaires;

2° ceux-ci sont calculés par anticipation.

Mais le but de Keynes est différent: il recherche les facteurs de détermination de l'emploi; celui-ci dépend des investissements eux-mêmes fonction de l'écart entre le taux d'intérêt monétaire et la productivité marginale du capital. Celle-ci s'impose définitivement dans la théorie économique aux dépens des abstractions du taux naturel; elle se définit à partir de la monnaie et par l'usage des anticipations; dans la « théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » elle est « le taux d'escompte qui rend la valeur actuelle de la série d'annuités constituées par les rendements escomptés d'une annuité supplémentaire de ce capital égale à son prix d'offre (c'est-à-dire à son prix de revient) ». Autrement dit, l'efficacité marginale du capital dépend de la prévision à long terme et du coût de remplacement.

J. R. Hicks dans son ouvrage « Value and Capital » reprend ces analyses de la productivité marginale du capital mais il ne déplace pas sensiblement le problème. Son originalité provient d'un usage beaucoup plus approfondi des anticipations et d'un raisonnement plus réaliste sur les investissements d'une firme donnée. L'origine des mouvements des prix se situe toujours dans les deux éléments fondamentaux: efficacité marginale du capital et taux d'intérêt, mais ils sont compris dans un ensemble psychologique qui se rattache plutôt au problème du temps qu'aux problèmes monétaires.

(1) R. Marjolin: *Prix, Monnaie et Production.* Chap. II, p. 86. Paris, 1941.

L'innovation qui consiste à raisonner directement sur des données monétaires a bouleversé toute l'ancienne statique fondée sur des données réelles et elle a conduit à une intégration toujours plus développée du temps dans les schémas d'équilibre. Wicksell, Myrdal, Keynes ont construit chacun pour leur part des théories originales mais leur pensée se rapproche dans la mesure où elle s'appuie sur les mêmes propositions fondamentales.

2. Le taux d'intérêt monétaire.

Les auteurs contemporains n'éliminent pas le taux d'intérêt monétaire mais le problème de ses origines et de son rôle a provoqué de vives controverses. Wicksell restait dans la ligne de la pensée classique lorsqu'il posait que le taux normal assure l'équation de l'épargne et de l'investissement. Lorsque le taux baissait en raison de l'accroissement de la masse monétaire par les banques, il n'y voyait pas un phénomène purement monétaire mais le résultat d'une offre accrue d'épargne sur le marché du capital. Mais cette épargne ne parait-elle pas d'une nature artificielle ? Wicksell ne choisit pas de façon nette entre la théorie classique qui fait de l'intérêt un prix sur le marché des capitaux réels et la tendance nouvelle d'en faire un phénomène purement monétaire. Il ne donne pas encore à la monnaie une fonction originale: tout au plus y voit-il un facteur de perturbation sur le marché du capital. La théorie des encaisses et de la préférence pour la liquidité devait par la suite renverser cette attitude, bien qu'il soit encore difficile de déterminer exactement le rôle spécifique de l'épargne et de la monnaie dans la formation du prix du capital.

Ce fait empêche Wicksell de fournir une réponse satisfaisante au paradoxe de Gibson: celui-ci découvrait une contradiction apparente entre la théorie des taux et les faits : la baisse du taux monétaire par rapport au taux naturel entrainerait la hausse des prix; or, les statistiques montrent que la hausse du taux d'intérêt monétaire accompagne les hausses des prix. Wicksell répondait dans « Interest and Prices » : « beaucoup insistent sur le fait que les prix s'élèvent quand le taux est haut ou en hausse; en ce sens la monnaie tend à circuler plus vite, la thésaurisation à diminuer, le crédit à se développer. Ce n'est qu'un cas particulier de la proposition car les prix ne bougent que tant que ces facteurs maintiennent un taux monétaire différent du taux naturel » (1).

(1) K. Wicksell : *Op. cit.*, page 53.

Cependant, le paradoxe de Gibson ne détruisait en rien la théorie de Wicksell; la relation établie par celui-ci n'est pas taux d'intérêt — niveau des prix mais le rapport disparité des taux — niveau des prix. Et rien n'empêche une hausse des prix de s'accompagner d'une hausse du taux d'intérêt si les perspectives de profit continuent à s'accroître. C'est même dans l'évolution de ce fait que pourrait se trouver le terme du processus circulatif.

La théorie moderne va même jusqu'à mettre en doute l'action propre du taux d'intérêt monétaire par rapport aux anticipations des sujets économiques. Celles-ci modifient en effet la portée de l'écart taux d'intérêt — efficacité marginale du capital. Les entrepreneurs anticipent un certain niveau des prix pour établir leurs plans de production et dans le calcul de ces plans, le rôle du taux monétaire est très faible. Et ceci s'entend à la fois du taux à court terme et du taux à long terme. J. R. Hicks et l'Oxford economist's research group (1) s'attachent à le démontrer: l'importance des stocks est fonction de l'attitude des prix futurs beaucoup plus que du taux à court terme, d'autre part, le risque et l'incertitude qui s'attachent à toute prévision de longue durée réduisent considérablement l'importance comparative du taux à long terme. Hicks fait état en outre de données pratiques relatives au vieillissement de l'outillage et à son amortissement qui prohibent absolument tout calcul régulier dans le temps. En définitive l'influence du taux d'intérêt serait prépondérante sur les seuls marchés de bourse, ce qui est une curieuse manière de revenir aux conclusions de la théorie classique.

On peut en déduire que l'attente des prix est plus importante que le taux; et à travers les données dégagées par Wicksell, Myrdal, Hicks et Keynes, le temps prend une influence prépondérante : il commande la productivité marginale du capital à travers les prévisions des entrepreneurs, il réduit le rôle du taux de l'intérêt en fonction de l'incertitude de l'avenir.

Les insuffisances de la théorie de Wicksell portaient à la fois sur la dualité économie en nature — économie monétaire et sur une conception trop extensive du taux de l'intérêt. De plus, celle-ci s'applique constamment dans le cas particulier d'une situation de plein emploi et n'explique pas comment la tendance du processus cumulatif se retourne. Mais son apport reste de premier ordre car toute la pensée contemporaine rela-

(1) R. Marjolin : *Op. cit.*, page 105.

tive aux problèmes des prix et de l'emploi dérive de son idée de rompre tout lien direct entre le marché des produits et le marché monétaire. Il restait à définir les nouveaux éléments de la théorie économique dans leurs rapports avec le temps : c'est à ce point de vue que conduit directement une étude de l'équilibre en fonction de la monnaie.

C. *Les Mouvements des prix et la théorie de l'équilibre.*

Toutes les analyses de Wicksell tendaient à démontrer que l'origine des mouvements des prix se situait dans la disparité des taux. Mais il devait se heurter sur ce point à la critique de Davidson qui cherche à prouver que la première condition de son équilibre monétaire est incompatible avec la troisième.

« Si, dit-il, la productivité marginale du capital augmente, le niveau des prix des biens de consommation devra baisser proportionnellement, ou autrement l'équilibre monétaire est rompu et le processus cumulatif se déclanche ... car une productivité accrue augmente nécessairement le taux naturel d'intérêt et si le taux monétaire ne s'accroit pas en proportion et si une chute du niveau des prix n'est pas provoquée, l'équilibre général est rompu » (1).

Ainsi donc l'égalité du taux monétaire et de la productivité marginale du capital ne seraient pas compatible avec un niveau constant des prix des biens de consommation. Wicksell, malgré quelques concessions relatives à la politique monétaire maintenait son point de vue.

Pour éviter cette objection, Myrdal dans « Monetary Equilibrium » détache complètement la théorie wicksellienne des prix de la théorie de l'équilibre.

« L'équilibre monétaire serait complètement indépendant des mouvements des prix... Wicksell et Davidson semblent ainsi tous deux avoir tort » (2).

Mais en même temps, Myrdal enlevait toute portée explicative à la construction de Wicksell. Celui-ci juxtaposait plutôt qu'il ne coordonnait une statique d'où résultait le taux naturel et une dynamique où les variations du taux monétaire provoquaient les mouvements des prix. En détruisant le lien d'interdépendance entre la théorie monétaire et la théorie géné-

(1) Davidson : *Economik Tidskrift*, 1899.

(2) Gunnar Myrdal : *Monetary Equilibrium*. Chap. VI. « Davidson criticism », Londres 1939.

rale de Wicksell, Myrdal supprimait la charnière qui permettait de juxtaposer les deux théories. Il s'acheminait ainsi vers une construction homogène en termes monétaires que J. M. Keynes avait déjà réalisé dans la General Theory. Le taux d'intérêt et l'efficacité marginale du capital conçus en termes monétaires n'y déterminerait pas le niveau des prix mais le volume des investissements et par là le volume du revenu global et de l'emploi. Mais les prix, chassés de l'analyse générale se réintroduisent indirectement puisque ce sont les anticipations de prix qui fixent l'efficacité marginale du capital. En définitive, les relations de l'emploi et du niveau des prix restent le problème le moins clair de la théorie keynésienne.

Wicksell et Myrdal qui conservent la notion des prix au centre de leurs études n'étaient pas parvenus à intégrer complètement le temps et la monnaie; M. J. Domarchi dans l' « Introduction à la pensée de J. M. Keynes », nous dit : « Ces théories voyaient leur portée explicative limitée par une vue trop mécaniste du temps et une conception trop extérieure du rôle de la monnaie... elles omettaient d'insister sur le fait essentiel: l'impossibilité de construire une théorie dynamique de la monnaie sans référence au temps considéré non pas dans son développement mécanique mais dans son contenu psychologique (caractérisé par l'incertitude, le risque) et dans ses rapports avec un espace économique déterminé » (1).

Mais comment expliquer les mouvements des prix alors que Myrdal répudie les schémas d'équilibre réel et que Keynes les réduit à un rôle mineur dans sa « General Theory » ? (2)

1. *Les origines des mouvements des prix.*

Simiand dans son grand ouvrage: « Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie » (3) cherche selon une méthode expérimentale précise à formuler les relations nécessaires pour l'interprétation du mouvement général des salaires depuis le XVIII^e^ jusqu'à nos jours. Ces relations ne présentent pas un automatisme rigoureux, l'auteur se refuse à y voir des liens de cau-

(1) J. Domarchi: *Introduction à la pensée de J. M. Keynes,* p. 50, Paris, 1943.

(2) Dans la *General Theory,* Keynes recherche moins une explication des prix qu'une interprétation des niveaux de l'emploi; à ce titre cette étude sera reprise dans la seconde partie de cet ouvrage. C'est à partir des processus cumulatifs que se sont développées les recherches ultérieures. Rejetant délibérément les cadres de la statique et en se plaçant dans le cadre de la longue durée et même de la très longue durée, F. Simiand et R. Marjolin ont fourni chacun une réponse à la question.

(3) F. Simiand : *Le Salaire, l'évolution sociale et la monnaie.* Paris, 1932.

salité. Deux liaisons majeures se dégagent selon lui de son étude :

1° les variations des salaires et des revenus se font en deux temps et dans ces deux temps elles sont conditionnées par la variation majeure de l'ensemble des prix;

2° les mouvements des prix dans leurs deux temps sont conditionnés par le mouvement général alternatif des moyens monétaires.

Ces liaisons majeures sont établies d'après un raisonnement fondé sur des éléments exclusivement monétaires. Il n'est plus question d'une statique abstraite applicable à une économie réelle, mais d'une étude de faits concrets d'où il s'agit d'extraire des régularités. L'observation d'une psychologie sociale à impulsion monétaire se substitue à l'hypothèse d'un individu abstrait. Ce seraient donc les variations des quantités de moyens monétaires qui provoqueraient les mouvements des prix. Mais comment formuler une loi, alors que Simiand s'y refuse violemment et affirme qu'il faut réduire la théorie économique à l'étude de simples relations entre les faits ? C'est contre une telle affirmation que M. R. Marjolin s'élève dans son ouvrage : « Prix, Monnaie et Production » :

« Notre objet est de montrer essentiellement qu'il existe un écart considérable entre les affirmations méthodologiques de Simiand et la méthode qu'il a appliquée. Les affirmations sont d'un empirisme radical : il faut chercher toutes les concomittances sans autre guide que les faits eux-mêmes... la méthode effectivement suivie ne diffère pas essentiellement de celles des économistes théoriciens... poser une hypothèse globale sur les relations des variables économiques entre elles » (1).

Aussi M. R. Marjolin propose-t-il une hypothèse d'ensemble sur les mouvements des prix, hypothèse qu'il vérifie ensuite par une longue et minutieuse enquête statistique. Sa recherche s'oriente exclusivement sur les mouvements de longue durée dont la définition justifie l'importance et la portée: « ce sont des mouvements qui durent plusieurs cycles et qui impriment à tous les phénomènes économiques et à un grand nombre de phénomènes extra-économiques une orientation particulière » (2).

Ces mouvements se distingueraient donc des variations cycliques des prix qui sont les seules observables dans la réa-

(1) R. Marjolin : *Op. cit.*, page 360.
(2) R. Marjolin : *Op. cit.*, page 2.

lité et dont l'amplitude en hausse ou en baisse est provoquée par le sens des mouvements de longue durée dans lesquels elles s'insèrent. Les découvertes techniques engendrent les variations cycliques et modifient les relations des prix relatifs mais la véritable origine des mouvements de longue durée se trouve ailleurs que dans les fluctuations des quantités de biens. Tout mouvement général en hausse ou en baisse suppose une expansion ou une contraction de la quantité de monnaie et ce n'est pas un changement de la quantité des produits qui peut le provoquer à lui seul. De là une très importante remarque de M. R. Marjolin : « on ne peut passer de la notion de prix relatif à celle de prix absolu sans tenir compte de la quantité de monnaie. Une découverte technique abaissera certainement les prix relatifs des marchandises et services qui en bénéficient. Pour dire si elle entraînera une hausse ou une baisse des prix absolus, il faut analyser l'état du marché monétaire » (1). Et comme le volume de la monnaie n'est pas infiniment élastique, « toute explication des mouvements des prix de longue durée doit faire intervenir l'offre et la demande de monnaie en fonction du taux d'intérêt » (2).

Le revenu global de la communauté joue donc un rôle de premier plan dans l'interprétation générale des mouvements des prix. Il dépend des revenus distribués aux différents facteurs de production tandis que les décisions des entrepreneurs de produire ou d'investir se fondent sur la comparaison de deux éléments : le taux d'intérêt monétaire et l'efficacité marginale du capital. Les variations de la quantité de monnaie agissent sur ces deux facteurs dont les fluctuations seraient à l'origine des mouvements des prix; celle-ci apparaît alors complexe et délicate car elle ne résulte pas d'une comparaison directe entre la quantité de monnaie et la quantité de produits mais des incidences monétaires sur ces deux facteurs intermédiaires.

Ces incidences, selon M. R. Marjolin, proviennent des fluctuations de la production de l'or. Si l'on suppose la découverte d'une mine d'or, trois effets principaux se feraient sentir :

1° l'exploitation de la mine d'or constitue un nouveau débouché pour l'épargne, ce qui provoque une hausse de la productivité du capital;

2° l'extraction de l'or augmente la quantité de moyens

(1) R. Marjolin : *Op. cit.*, page 23.
(2) R. Marjolin : *Op. cit.*, page 26.

monétaires et cet accroissement, provoquant une hausse des prix, accroît la productivité marginale monétaire du capital;

3° l'augmentation de la production de l'or va tendre à faire baisser le taux d'intérêt.

Le taux d'intérêt doit alors être considéré comme un phénomène exclusivement monétaire fonction de l'offre et de la demande de monnaie, c'est-à-dire des encaisses individuelles puisque : « l'encaisse est le pouvoir de disposition sur la monnaie d'un sujet économique quelconque » (1); certaines encaisses demeurent relativement stables en raison de la stabilité des besoins auxquels elles répondent, d'autres au contraire sont très sensibles à l'état du marché, tout individu ayant le droit à un moment donné ou bien de prêter son argent, à un taux déterminé, ou bien de le conserver liquide.

Que se produit-il si l'extraction de l'or augmente ? La demande de marchandises de la part des producteurs d'or s'accroît et les encaisses des vendeurs augmentent en proportion. Ceux-ci, disposant d'une trésorerie abondante peuvent alors apporter sur le marché monétaire, une offre suffisante pour faire baisser le taux d'intérêt.

L'augmentation de la productivité marginale et la baisse du taux de l'intérêt incitent alors les entrepreneurs à emprunter pour se lancer dans de nouvelles productions; le revenu global de la communauté tend à s'accroître et le mouvement général des prix prend une allure ascendante.

Les mouvements de baisse des prix auraient en revanche une origine plus complexe car « ils peuvent très bien prendre leur origine dans une réduction de la productivité du capital, les conditions monétaires restant inchangées » (2).

Néanmoins, la baisse des prix peut être imputée à une baisse de la productivité marginale du capital provenant d'une part de l'accumulation du capital, d'autre part de l'insuffisance du progrès technique. Du côté monétaire, elle correspondrait à une stagnation ou à une diminution de la production d'or entraînant :

1° une réduction de la productivité marginale du capital par suite du manque de débouchés pour l'épargne;

2° une réduction des moyens monétaires justifiant une tendance à la baisse;

3° une hausse du taux d'intérêt par suite de la réduction des encaisses.

---

(1) R. Marjolin : *Op. cit.*, page 44.
(2) R. Marjolin : *Op. cit.*, page 141.

La conjonction de ces trois effets risque alors de raccourcir la période de prospérité et d'accentuer la dépression car « la diminution de la production de l'or engendre un mouvement de baisse des prix de longue durée en aplatissant les courbes pendant les périodes de prospérité et en les approfondissant pendant la période de dépression » (1).

En définitive, il ressort de l'étude de M. R. Marjolin que les causes majeures des mouvements des prix de longue durée seraient d'une part le progrès technique, d'autre part la production de l'or.

2. *Contingences ou rationalité des mouvements des prix.*

Les mouvements des prix présentent deux caractères qui ne trouvaient pas place dans la théorie traditionnelle : ils se développent dans certaines périodes de temps et ils sont soumis à l'action de variables extra-économiques. Encore faut-il distinguer entre les mouvements cycliques et les mouvements de longue durée : les uns et les autres se déroulent dans le temps, mais leur origine est très différente. Les mouvements cycliques résultent des erreurs d'ajustement ou des erreurs d'anticipation des sujets économiques et ces causes sont d'une nature proprement économique; quant à l'amplitude des mouvements cycliques, elle provient de l'orientation des mouvements de longue durée dans lesquels ils s'insèrent. Donc, dans la mesure où les mouvements cycliques reviennent à intervalles réguliers, et dans la mesure où ils s'interpretent et se prévoient, on peut dire qu'ils sont rationnels car ils dépendent de données exclusivement économiques.

Les mouvements de longue durée se développent également sur des périodes de temps, mais à l'inverse des précédents, ils dépendent de données extra-économiques telles que le progrès technique et l'exploitation de nouvelles mines d'or. Si ces données peuvent trouver place dans des schémas d'équilibre, les mouvements de longue durée peuvent être considérés comme rationnels; leur interprétation comme celle des mouvements cycliques résulterait de la théorie de l'équilibre à travers une certaine période de temps.

Si au contraire ces données ne peuvent pas s'insérer dans des schémas d'équilibre, c'est-à-dire :

1° si elles ne peuvent être assimilées à des phénomènes économiques;

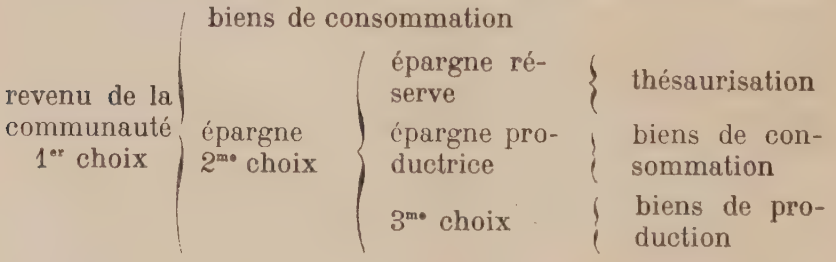
(1) R. Marjolin : *Op. cit.*, page 148.

2° si elles ne peuvent être expliquées par le principe de causalité et ainsi être prévues, les mouvements de longue durée sont purement contingents et relèvent d'une étude de l'évolution historique et sociologique en général. Dans ce dernier cas, toute la théorie de l'équilibre risquerait de perdre sa raison d'être car tous les phénomènes sociaux seraient compris dans le même principe d'explication.

Toutefois, les mouvements des prix ne sont qu'une occasion de montrer l'opposition entre théorie de l'équilibre et théorie de l'évolution. L'introduction directe de la monnaie dans la théorie générale conduit en effet à interpréter ces mouvements non plus à un instant donné mais sur une certaine période. Il reste donc à savoir si l'équilibre dans le temps est concevable ou bien si la théorie de l'équilibre doit être abandonnée : cette question ne peut être résolue que par une étude approfondie du rôle du temps dans la théorie économique qui précise les conditions de détermination d'une période ou d'une véritable dynamique.

L'intégration de la monnaie dans la théorie générale, esquissée par Wicksell et Schumpeter, a été portée à son terme par Myrdal, Hicks et Keynes. Mais tandis que ces auteurs cherchent à poser un concept d'équilibre valable dans une certaine période de temps, d'autres rejettent toute interprétation générale et recherchent simplement l'étude des déséquilibres entraînés par l'évolution.

Pour tous le problème présente une grande complexité et si parfois les théories se contredisent, M. F. Perroux, dans l'introduction à la pensée de Schumpeter (1) les accuse de se tenir à des degrés différents d'abstraction c'est-à-dire de ne pas interpréter les mêmes phénomènes. M. L. Baudin dans son ouvrage « La monnaie et la formation des prix » (2) remarque en outre que toutes les théories résultent d'une série de choix.



(1) J. Schumpeter : *Op. cit.* Introduction de F. Perroux, p. 30.
(2) L. Baudin : *La Monnaie et la formation des prix*. Page 545. Paris, 1936.

Or, toute l'étude esquissée jusqu'ici se rapportait exclusivement au 1er et surtout au 2me choix des sujets économiques; il en résultait une interprétation des mouvements des prix absolus à l'exclusion des mouvements des prix relatifs. N'existerait-il pas un troisième choix qui puisse affecter les relations des prix entre eux et par là l'équilibre du système tout entier ? Telle est la question que cherchent à résoudre Von Mises et Von Hayek.

II. — Les variations des prix relatifs

Dans ses conclusions relatives aux origines des mouvements généraux des prix, M. R. Marjolin constatait que les mouvements des prix des biens de consommation avaient une amplitude bien moindre que les mouvements des prix des biens de production. Cette simple constatation justifie les études des variations des prix relatifs; si en effet tous les prix montaient ou baissaient dans les mêmes proportions, il n'y aurait pas de problème de l'équilibre. Et ne serait-on pas fondé de voir dans les disparités des prix relatifs l'origine des perturbations économiques : « la notion de niveau général des prix n'a qu'une utilité limitée et présente de grands dangers... elle est dangereuse dans la mesure où elle ignore les mouvements des prix relatifs... on ne doit pas négliger la diversité qui se cache derrière les moyennes statistiques » (1).

C'est à l'étude de ces prix relatifs que se consacre Von Hayek dans son ouvrage « Prices and Production ». Il y regroupe les éléments fondamentaux de la pensée de Marshall, de Bohm-Bawerk et de Wicksell mais il renverse leur point de vue sur le problème économique général. Les néo-classiques avaient conçu une statique valable dans une économie réelle et les novateurs tels Schumpeter et Wicksell avaient essayé de construire leur dynamique en intégrant le facteur monétaire dans les schémas abstraits. Von Hayek conserve la distinction entre une économie réelle et une économie monétaire, mais au lieu de remonter de la première à la seconde, il postule au contraire que les fluctuations monétaires se répercutent sur la structure réelle de l'économie par l'intermédiaire des prix. Comme Marshall, il conçoit donc un équilibre idéal dans une économie sans monnaie, comme Wicksell il voit dans la disparité des taux, l'origine principale des crises et, comme Bohm-

(1) R. Marjolin : *Op. cit.*, p. 150.

Bawerk, il envisage les répercussions de ces déséquilibres sur la structure économique « réelle ».

Et tandis qu'au point de départ de la « General Theory » J. M. Keynes cherche à réduire la portée de l'apport néo-classique, Von Hayek admet parfaitement celui-ci dans son cadre réel. Ses deux hypothèses fondamentales étant :

1° à l'état d'équilibre, il y a plein emploi des moyens de production donc pas de chômage. C'était l'hypothèse de base de Wicksell : « en première approximation nous avons le droit « de supposer que toutes les forces de production sont entiè- « rement employées de telle sorte que la demande monétaire « accrue prend la forme d'une rivalité entre les entrepreneurs « pour le travail, les matières premières, etc... » (1);

2° à tout moment, le taux naturel assure l'équilibre entre l'épargne et l'investissement.

Au moment de pénétrer dans l'hypothèse monétaire, Von Hayek admet donc les postulats wickselliens. Le déséquilibre s'explique par les répercussions des fluctuations monétaires sur la structure réelle de l'économie, mais ce déséquilibre ne s'explique pas par l'intervention directe de la monnaie, il faut passer par l'intermédiaire du taux d'intérêt. Dans une économie réelle, le taux naturel assure à tout moment l'équilibre entre l'épargne et l'investissement, dans une économie monétaire cet équilibre est rompu par la disparité des taux. Wicksell en concluait que les mouvements généraux des prix étaient liés à cette disparité des taux, Hayek rejette ces conclusions car le mouvement général des prix ne suffit pas selon lui à expliquer les déséquilibres. Le niveau général des prix peut en effet très bien rester stable alors que des disparités s'établissent entre les prix relatifs des différents biens et services. Les prix relatifs assurent en effet l'équilibre de la production : si des disparités se produisent, elles doivent affecter la structure de l'économie; et Hayek reprend l'analyse de Bohm-Bawerk du « roundabout process » en construisant une hypothèse originale sur les causes des crises économiques. Cette hypothèse fort complexe paraît très différente de celle de J. M. Keynes : n'y faut-il pas voir une simple différence d'attitude. Au delà des différences de forme, la pensée contemporaine offre une grande homogénéité dans la mesure où elle s'interroge sur le rôle de la monnaie dans le problème de l'équilibre. J. M. Keynes construit sa « General Theory » sur les débris de la théorie néo-classique

(1) K. Wicksell : *Op. cit.*, Lecture II, p. 195.

reliés avec une maîtrise sans pareille aux dernières découvertes de la théorie moderne. Hayek conserve intacte la théorie néo-classique et il y superpose une explication générale de la vie économique. Mais l'un et l'autre de ces auteurs cherchent à résoudre les mêmes difficultés fondamentales : les relations de l'épargne de l'investissement, du taux d'intérêt et de la monnaie.

A. *Origines des variations des prix relatifs.*

L'argumentation de Von Hayek repose sur l'idée centrale que ce sont les fluctuations monétaires qui altèrent l'équilibre par l'intermédiaire du taux d'intérêt monétaire.

Dans une économie réelle, le taux d'intérêt naturel assure à tout moment l'équilibre entre l'épargne et l'investissement. Ce taux n'est donc pas constant puisqu'il dépend des fluctuations de l'offre et de la demande de capital mais à tout moment il est égal à la productivité marginale de ce capital. Hayek insiste moins que Wicksell sur ce dernier point mais il reste toujours sous entendu que le taux naturel est nécessairement égal au prix escompté puisque l'espoir du profit mesure la demande des entrepreneurs et le sacrifice des épargnants.

Dans une économie monétaire, épargne et investissement ne se posent plus dans les mêmes termes : offre et demande se font en monnaie, il en résulte une différence très profonde notée par Kurt Stern (1) ; dans un système non monétaire, l'investissement est limité par le montant des épargnes réelles mais dans un système monétaire, grâce à l'institution du crédit, le montant des épargnes ne limite plus l'investissement. L'équation Investment = Saving peut être modifiée dans les deux sens :

1° d'abord S peut dépasser I et il y aurait thésaurisation. Cette hypothèse avait été rejetée par Stuart Mill puisque « tout ce qui est épargné est nécessairement consommé ». Keynes la rejette également pour y substituer le phénomène de la préférence pour la liquidité. Hayek ne s'en préoccupe pas; suivant l'avis de Bohm-Bawerk « un peuple économiquement avancé ne thésaurise plus il place ses revenus » ;

2° I peut dépasser S formulée en termes réels car le taux monétaire est fixé par l'offre et la demande de capital en monnaie. Le taux monétaire peut d'ailleurs coïncider avec le taux naturel si l'offre de capital correspond à une épargne réelle.

(1) Kurt Stern : *Mouvements cycliques des affaires.* Thèse, Grenoble, 1938.

Au cas contraire, si les crédits distribués ne correspondent pas à des épargnes antérieurement constituées, il y a épargne forcée, c'est-à-dire que les détenteurs de revenus fixes subissent une diminution de leur pouvoir d'achat provoquée par la hausse des prix correspondant à une création de capital ex nihilo.

Dans ce cas, l'offre de capital augmente, le taux monétaire tend à baisser et les entrepreneurs sont amenés à emprunter en plus grand nombre puisqu'aux perspectives de profit normales s'ajoute un extra-profit résultant de la différence du taux réel et du taux monétaire. Wicksell avait déjà fait ces analyses, et il liait le mouvement des prix à la disparité des taux. Von Hayek considère que les disparités des taux sont à l'origine des cycles mais il ne pense pas que le niveau général des prix y joue un rôle décisif. La disparité des taux entraîne des divergences entre les prix relatifs des différents étages de la production et ce sont ces divergences entre les prix relatifs qui provoquent les déséquilibres.

Von Mises (1) estime que les banquiers déprime artificiellement les taux et prolongent ainsi la période de prospérité caractérisée par la hausse des prix des biens de production par rapport aux biens de consommation. Le déséquilibre apparaît le jour où ils ramènent le taux d'intérêt au niveau du taux naturel provoquant ainsi un effondrement des prix des biens de production. L'amplitude des variations des prix des biens de production serait donc plus grande que celle des prix des biens de consommation et les responsables seraient les entrepreneurs, les banques et les sociétés qui se servent indûment des possibilités du système monétaire.

L'analyse de Von Hayek est plus subtile mais il faut voir ce qu'il entend exactement par prix relatifs et quelle influence exerce sur eux les variations du taux d'intérêt.

Si la quantité de monnaie offerte augmente, le taux monétaire diminue et les entrepreneurs trouvent des perspectives de sur-profit: productivité marginale du capital + différence des taux.

Les entrepreneurs empruntent alors du capital et se portent acheteurs sur le marché des biens de production; le prix de ces biens a donc tendance à augmenter d'autant plus qu'un deuxième phénomène accentue cette tendance. Les prix des biens de consommation diminuent en effet relativement aux prix des biens de production tandis que les producteurs de

(1) L. Baudin : *Op. cit.*, page 547.

biens de consommation voient leur coût s'alourdir du fait de la demande accrue de main-d'œuvre, de matières premières des producteurs de biens de production.

Or Von Hayek comme Wicksell se place toujours dans l'hypothèse du plein emploi, c'est-à-dire que son hypothèse de base n'admet aucune réserve disponible de facteurs de production. Les producteurs de biens de consommation pour faire face à une baisse de leurs profits (en raison de la baisse des prix relatifs et de la hausse de leurs coûts) rationalisent et se portent acheteurs à leur tour de biens de production.

Ainsi sur ce dernier marché, une double demande se fait jour : celle des entrepreneurs qui investissent en vue de productions nouvelles et celle des producteurs de biens de consommation qui se portent acheteurs de biens intermédiaires pour abaisser leurs coûts.

Cette explication mesure l'écart entre les théories de Wicksell, de Keynes et de Von Hayek. Celui-ci place son interprétation sur un autre plan que celle de Keynes; il suppose d'une part une situation de plein emploi, d'autre part il s'appuie sur l'hypothèse d'un déséquilibre possible entre épargne et investissement. Or, un des éléments majeurs de la « General Theory » est l'égalité permanente de l'épargne et de l'investissement tandis que son but essentiel réside dans la détermination de l'emploi.

Von Hayek comme Wicksell recherche l'origine des crises dans les fluctuations du taux d'intérêt monétaire; mais pour Wicksell ces fluctuations entraînaient un mouvement dans le niveau général des prix, pour Von Hayek elles altèrent les relations entre les différents prix relatifs; celui-ci ne pense pas que les mouvements des prix puissent provoquer un déséquilibre général s'ils sont tous orientés dans le même sens, au contraire les variations des prix relatifs entraîneraient d'après lui dans la structure de la production des changements tels qu'ils expliquent toutes les ruptures de l'équilibre économique.

B. *Les effets des variations des prix relatifs.*

Von Hayek reprend deux points de la théorie de la production de Bohm-Bawerk :

1° la production à l'aide d'un capital est plus efficace que la production sans capital;

2° la production à l'aide d'un capital est plus longue que la production sans capital.

La longueur du processus productif déterminerait l'effi-

cacité de la production et la période de temps moyenne du processus productif s'appelle période de production.

Hayek introduit alors la distinction entre les biens spécifiques et les biens non spécifiques : les premiers ne peuvent être employés qu'à un seul usage, les seconds peuvent être utilisés à tous les étages (matières premières et surtout travail humain).

La production des biens de consommation apparaît alors comme la dernière étape d'une période de production comportant l'usage de biens spécifiques et de biens non spécifiques. Quant à la monnaie, elle suit approximativement une marche inverse à celle de la production remontant des produits consommables aux biens originaires. Ceci conduit à deux constatations fondamentales (1) :

1° la monnaie dépensée en toute période en biens de production est bien supérieure à la monnaie dépensée en biens de consommation : dans une période de production les biens s'échangent plusieurs fois avant de parvenir au dernier stade;

2° la structure de la production ne reste la même que si les entrepreneurs réinvestissent en biens intermédiaires la proportion habituelle de ce qu'ils produisent habituellement.

L'équilibre général du système dépend donc de la stabilité des prix relatifs; lorsque ceux-ci deviennent instables, ils provoquent des transferts de biens de production et ces transferts engendrent des déséquilbres généraux.

Supposons en effet que le taux monétaire s'abaisse par suite d'un accroissement de l'offre monétaire, les entrepreneurs, comme il a été vu précédemment augmentent leurs investissements et provoquent une demande cumulative des biens de production; en même temps, la production des biens de consommation se réduit et à la limite « les ouvriers se dirigeant des industries produisant des biens de consommation vers les industries produisant des biens de production, l'humanité, au milieu de son abondance de constructions d'outillage serait obligée de périr à cause de la pénurie de marchandises » (2).

Pendant un certain temps, il y aurait donc une double épargne, une épargne réelle et une épargne résultant de la hausse relative des prix par rapport aux revenus fixes. Keynes reprendra d'ailleurs ce schéma dans la mesure où l'épargne y apparaît postérieurement à l'investissement.

---

(1) Delettrez : Thèse, Paris 1941. « Les récentes théories des crises fondées sur les disparités des prix », pages 205-209.

(2) Kurt Stern, *Op. cit.*, page 190.

Mais le mouvement se renversera; aux stades supérieurs de la production, le capital se résout en dernière analyse à la combinaison des facteurs originaires : matières premières et travail. En raison de la demande croissante de biens de production, les salaires et le taux d'intérêt augmentent ainsi que le revenu global de la communauté. Celle-ci se porte acheteuse de biens de consommation et les prix relatifs de ceux-ci s'élèvent à nouveau. Une réadaptation s'avère nécessaire et pour satisfaire la demande, les entrepreneurs transfèrent les biens non spécifiques des étages spérieurs vers les étages inférieurs. Mais les biens spécifiques ne peuvent subir la même « reconversion » puisque par définition ils ne sont utilisables qu'à un stade de la production.

« Dans les procès très indirects, la production s'arrête dès qu'elle a cessé d'être rémunératrice à la suite de la hausse du taux d'intérêt et du changement des prix relatifs des biens spécifiques qui s'abaissent par rapport aux produits non spécifiques » (1).

Or, entre l'étape de la production des biens intermédiaires et la consommation, il y a encore des étapes à franchir, si le taux d'intérêt monte, les entrepreneurs ne poursuivent pas les investissements. Une masse de biens en capital reste inutilisée car l'incertitude du marché prohibe tout investissement nouveau. L'activité économique s'arrête dans les stades supérieurs entraînant des pertes en capital parce que la direction donnée aux investissements n'a pas été correcte; la pénurie de main-d'œuvre fait place au chômage, on entre dans une phase de dépression. Von Hayek constate, dans « Prix et production », « les erreurs d'investissement causées par l'expansion de crédit conduisent finalement à une disette de capitaux qui a pour conséquence qu'une partie considérable des capitaux ne sera plus utilisable » (2).

Deux points essentiels sont à retenir dans cette analyse :

1° l'origine des déséquilibres économiques est proprement monétaire;

2° ce sont les variations des prix relatifs et non du niveau général des prix qui entraînent les modifications de la structure de la production et qui expliquent les phases d'essor et de dépression.

Par là, von Hayek indiquait les remèdes contre les per-

(1) Delettrez : *Op. cit.*, page 224.

(2) Von Hayek : *Prices and Production*. Londres, 1935.

turbations cycliques; à vrai dire, la théorie de la monnaie neutre avait déjà trouvé d'ardents défenseurs dans les personnes de Pigou et d'Hawtrey, mais von Hayek construit cette théorie sur de nouvelles bases.

« Son innovation essentielle, c'est la thèse suivant laquelle il importe de s'attacher aux effets des changements monétaires sur les prix relatifs plutôt que sur le niveau général des prix » (1).

La monnaie doit donc rester cantonnée dans son rôle d'instrument d'échange et il répudie absolument l'idée de Keynes d'après lequel elle est un « pont entre le présent et l'avenir ». Pour neutraliser la monnaie, il ne suffit pas de rendre sa quantité constante, il faut au contraire la faire varier selon des normes nouvelles telles que le « coefficient de circulation de l'argent » (2). D'ailleurs von Hayek ne s'illusionne pas sur les possibilités d'agir sur les prix par les restrictions du crédit alors que les banques considèrent comme leur devoir de contribuer au développement du commerce et de l'industrie. Il finit par avouer: « c'est probablement une illusion que nous pourrions jamais supprimer les fluctuations de la conjoncture au moyen de la politique monétaire » (3).

Mais von Hayek est-il fondé d'éliminer la notion du niveau général des prix pour passer à celle plus complexe des variations des prix relatifs ? Pour répondre à cette question, il faut comparer sa théorie avec celle de Wicksell qui raisonne exclusivement sur le niveau général des prix : l'on découvre alors chez von Hayek un certain nombre de contradictions.

Tout d'abord il ne paraît pas juste d'affirmer que la notion de niveau général des prix exclut radicalement celle des prix relatifs; tous les théoriciens du niveau général des prix se livrent en effet à une étude rigoureuse des différents prix avant d'harmoniser leurs recherches dans un ordre général.

De plus, le rejet catégorique de la méthode des moyennes conduit von Hayek à une situation sans issue : les mouvements des prix relatifs sont provoqués par les disparités des taux, d'où la nécessité de définir ceux-ci. Comme Wicksell, il pense qu'à l'état d'équilibre il y a concordance des prix; mais comment définir l'équilibre du niveau des prix alors que l'auteur répudie la méthode des moyennes. Pour Wicksell le taux na-

(1) DELETTREZ : *Op. cit.*, page 70.
(2) K. STERN : *Op. cit.*, page 68.
(3) F. von HAYEK : La prévision des prix. *Revue de la Science économique*, 1935.

turel est celui qui correspond à un niveau général des prix stable; pour Hayek il n'y a que des prix qui varient relativement entre eux : logiquement, chaque prix relatif en équilibre devrait correspondre à un taux naturel et il en existerait autant que de catégories de produits. On ne voit plus alors très bien comment s'établirait un quelconque état d'équilibre engendré par l'égalité du taux naturel et du taux d'intérêt. Une simple différence de méthode conduit donc von Hayek à des résultats contradictoires que Wicksell élucide avec l'hypothèse du niveau général des prix.

Si la théorie des prix relatifs paraît incompatible avec les schémas d'équilibre examinés jusqu'ici, la théorie des crises qui en résulte semble bien ne rendre compte que d'un aspect partiel du déséquilibre général. Von Hayek n'examine en effet qu'une hypothèse dans les rapports entre épargne et investissements; celle où les investissements dépassent les épargnes réelles. En ce point son opposition avec Keynes est très frappante: celui-ci pose en effet que les épargnes et les investissements sont ex post et par définition égaux les uns aux autres. L'un suppose le plein emploi, l'autre envisage une situation permanente de sous emploi, l'un critique l'expansion de crédit, l'autre la recommande, l'un souligne le danger d'une expansion monétaire (en doutant de l'efficacité d'une politique de restriction des crédits), l'autre affirme que la politique monétaire est à la source de la prospérité. Opposition de principes et de méthodes qui engendrent chez ces deux auteurs une réflexion sur des aspects différents du problème et comme l'écrit Delettrez: « Quelle est l'impasse la plus probable dans le monde économique, la plantation de bananes de M. Keynes qui stagne faute d'être stimulée par l'inflation, ou la machine gigantesque de M. Hayek appelée à fonctionner par épargne forcée et qui devient inutile quand elle disparait ».

L'ampleur du problème dépasse le cadre de la théorie des prix, mais à la limite, l'étude des mouvements généraux des prix aussi bien que celle des variations des prix relatifs conduit à introduire plus profondément le temps dans la théorie économique. Aucun mouvement ne saurait se comprendre en dehors de certaines périodes de temps mais à l'intérieur de ces périodes il reste à savoir s'il relève de la théorie de l'équilibre ou d'une quelconque théorie de l'évolution.

C'est à cette seule condition qu'il est possible de rendre compte correctement des cycles et des fluctuations économiques en général.

Chapitre III

LE TEMPS ET LA THÉORIE DE L'ÉQUILIBRE (1)

L'introduction du facteur temps dans la théorie économique constitue le point de départ d'une théorie nouvelle. En résulte-t-il pour cela que l'équilibre se conçoive seulement en dehors du temps ou bien que cette seule considération permette de définir une dynamique ? Il ne le parait pas; si le concept de l'équilibre par sa nature ne participe pas au temps en général, il peut s'insérer dans une période définie ou dans des périodes successives; d'autre part, il faut soigneusement distinguer la dynamique de l'évolution: du fait même que la dynamique recherche certaines relations entre les données économiques privilégiées, elle se rattache plus ou moins à la théorie de l'équilibre, mais lorsqu'elle ne vise plus à établir des relations constantes entre ces données et lorsqu'elle fait appel à des facteurs extra-économiques, alors seulement elle se confond avec l'évolution.

P. N. Rosenstein-Rodan, dans un article d' « Economica », cherche à préciser le rôle du temps en économie politique (2). Il constate tout d'abord que le temps est un bien économique du fait même que l'homme dispose seulement de sa vie. Dans la généralité des cas, il répond à la définiton de Sulzer: « Le temps est un bien complémentaire des autres biens matériels », mais parfois il peut avoir une valeur propre sous forme de loisirs, cette valeur étant mesurée par le taux de substitution entre une période donnée de loisirs et la production de biens A, B, C, obtenus si le temps de loisir avait été consacré au travail. L'équilibre se réaliserait alors par des lignes d'indifférence entre les coordonnées productives A, B, C, et le temps de loisir. Mais, dans l'interprétation générale de l'équilibre, le temps considéré

(1) Voir tome III de la Collection « Observation Economique »: R. Barre: « La période dans l'analyse économique ».

(2) P. N. Rosenstein-Rodan : *Economica,* février 1934. « Le rôle du temps dans la théorie économique ».

comme bien économique ne joue pas un grand rôle. De plus, dans la mesure où la théorie générale reposait sur le mécanisme des prix, le temps au même titre que l'espace intervenait seulement comme le cadre d'un équilibre permanent. Mais à partir du moment où la théorie privilégiait certains facteurs qui entrainaient l'étude de mouvements généraux de longue ou de courte durée, il était évident que le temps s'introduisait au cœur de l'explication économique. L'apparition des dynamiques opposées à la statique traditionnelle posait la question de principe: le temps est-il compatible avec la théorie de l'équilibre. En d'autres termes, existe-t-il des régularités valables à tout moment dans un système économique, ou bien celui-ci obéit-il à des facteurs contingents qui l'entrainent dans une course imprévisible ?

Si ces régularités existent, il faut chercher l'équilibre en dehors d'une succession de moments t, t^1, t^{11} pour essayer de le déterminer dans une certaine période de temps; au cas contraire, il faut étudier ce que nous appelons des déséquilibres en essayant simplement de leur assigner une origine et un but. Dans un cas, on construit une théorie de l'équilibre dans le temps, dans l'autre on cherche à comprendre le sens d'une évolution. C'est à partir de ce double point de vue que s'orientent toutes les théories contemporaines.

I. L'équilibre dans le temps

L'introduction directe de la monnaie dans l'analyse économique conduisait à l'étude de l'équilibre dans le temps. A vrai dire, cette idée n'était pas totalement absente de la théorie néo-classique: par exemple Bohm-Bawerk dans son explication de l'intérêt faisait intervenir des considérations psychologiques relatives à l'avenir; cependant, le mécanisme même de la formation des prix obligeait à raisonner à un moment donné et non sur une période déterminée. C'est seulement dans les théories de Wicksell que le temps s'introduisait avec ses particularités propres; il se manifestait par une double innovation: une de méthode, la théorie des anticipations, et une autre de fond, l'étude de l'équilibre à l'intérieur de la période.

1. *La période et la théorie des anticipations.*

Une période en physique représente le temps que met un phénomène à accomplir sa révolution; en économie politique

le concept de période s'est dégagé d'abord dans la production et dans la répartition: étant donné la longueur des processus de production employés, à chaque période correspond une production maxima et une distribution optima. Rosenstein-Rodan remarque que tout système de besoins doit se dérouler dans une certaine période et que cette question avait été longtemps négligée dans l'explication économique: « La théorie de l'utilité marginale supposait que les propriétés de la structure du système des besoins telle que leur divisibilité, leur périodicité, étaient données mais rien n'était dit sur la longueur de temps couverte par le système », et « dans les travaux de l'école mathématique toutes les quantités économiques sont supposées exprimées en termes de flux plutôt qu'en stocks, mais rien n'est dit sur la longueur de ce flux, on suppose seulement que la période peut être infinie » (1).

Or, il est rare en fait que le comportement social des individus les incite à prévoir sur une période infinie : certains besoins sont réguliers et prévisibles à des dates fixes. La nécessité de raisonner sur une certaine période ne fait aujourd'hui pas de doute, mais la question de sa détermination soulève de difficiles problèmes: deux méthodes principales ont été utilisées tour à tour. Une méthode subjective (Rosenstein-Rodan, Lange) fait appel à des données psychologiques et sociales et une méthode objective l'établit en fonction du temps de production ou de circulation (Keynes, Robertson).

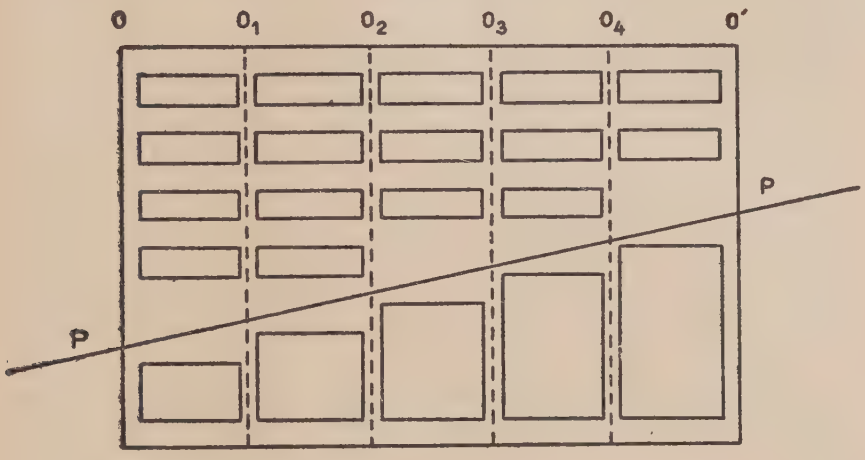
D'après Rosenstein-Rodan « la longueur de la période économique dépend de l'horizon de l'imagination et de la volonté de l'individu... mais il faut trouver un principe capable de donner au concept une précision telle qu'elle nous permette de le combiner avec d'autres notions analytiques... un tel principe pouvait être trouvé dans l'imperfection de l'homme à prévoir » (2).

O. Lange (3) ne raisonne pas autrement: le risque et l'incertitude jouent un rôle prépondérant dans les prévisions individuelles. Pour rendre cette idée plus claire. Rosenstein-Rodan établit un graphique des estimations d'un individu.

Les blocs horizontaux représentent les besoins prévisibles, les blocs verticaux, les besoins incertains. OO' une certaine période de temps divisée en sous-périodes OO, O_1, O_2, etc...; il est évident qu'à chaque nouvelle sous-période, les prévisions

(1) P. N. Rosenstein-Rodan, article cité.
(2) P. N. Roseinstein-Rodan, article cité.
(3) Lange : *Price flexibility and employment*, 1946.

des individus se font moins précises et que les blocs de besoins incertains s'accroissent par rapport aux besoins certains. Le calcul des blocs de besoins n'est d'ailleurs pas complètement indéterminé car, dans la mesure où les individus évaluent les risques, ils les rangent dans les besoins incertains dans une proportion régulière qui rappelle le système des assurances.



Knight a comparé l'épargne et la consommation au point de vue de cette incertitude de l'avenir; il en conclut qu'un plan de consommation est rationnel car le « conduct » l'emporte sur le « behavior » autrement dit « l'action est considérée mentalement sur le plan économique avant d'être poussée dans l'actualité ». Au contraire, l'épargne dépend du « behavior » (comportement) et il n'y aurait pas d'intervalle entre la délibération mentale et l'exécution de l'acte d'épargne (1). L. Robbins (2) montre également que des comparaisons de valeur ne sont concevables qu'à l'intérieur de la période. Ces valeurs en perspective détermineraient à leur tour l'action individuelle mais ce dernier point semble se rattacher à la théorie des anticipations. M. R. Marjolin s'y réfère quand il définit la période comme « la durée au cours de laquelle les sujets économiques ne modifient pas leurs plans » (3). La période de Lindhal se rapporte également à une théorie des plans individuels (4) : « elle

(1) Knight : *Risk, Uncertainty and profit.* Londres 1933, p. 162.
(2) L. Robbins : *Nature and Significance of economic science,* 1932.
(3) R. Marjolin : *Prix, Monnaie et Production,* 1941.
(4) A. Marchal : *Principaux courants de la pensée économique suédoise contemporaine. R. E. P.,* janvier 1947, page 84.

ne correspond pas forcément aux divisions habituelles du temps: heure, jour, mois, année; elle est une période subjective et variable qui correspond au temps nécessaire pour que l'individu prenne conscience des changements qui s'opèrent autour de lui »; Lindhal les appelle « périodes individuelles d'enregistrement ».

Lundberg cherche alors à définir une unité de période; celle-ci serait un « temps d'opération » de nature subjective et « choisie en considération des relations dynamiques fondamentales existant entre les catégories totales: rapport dans le temps entre le revenu et la dépense, entre l'achat et la vente, entre changements dans les recettes et changements dans l'activité de production » (1).

Toutes ces définitions contiennent une même idée fondamentale indépendante de tout régime juridique ou politique; chaque individu réalise en lui-même et plus ou moins consciemment un plan de production ou un plan de consommation selon ses besoins et ses disponibilités, en les répartissant plus ou moins grossièrement dans le temps.

Dans un régime de planification, le rôle de la prévision est encore plus grand à l'égard des instigateurs du plan. Les risques et l'incertitude de l'avenir posent des problèmes d'équilibre qu'ils essaient de résoudre en déterminant des périodes économiques objectives qui se rapportent à la production ou à la répartition.

M. Ch. Bettelheim (2) s'exprime en ces termes: « Les calculs relatifs à la production et à la consommation doivent être enfermés dans un cadre de temps. Il s'agit toujours dans de tels calculs de la production et de la consommation réalisées au cours d'une période donnée, période au cours de laquelle, en statique, l'équilibre économique doit se trouver obtenu et à la fin de laquelle les conditions d'un nouvel équilibre au cours d'une période nouvelle doivent être données ».

Ces périodes de planification sont ensuite déterminées en équilibre dynamique par superposition de périodes trimestrielles, semestrielles, annuelles, quadriennales, quinquennales ou décennales. Dans le domaine agricole, la période annuelle est imposée par les éléments, mais l'est-elle dans les autres domaines ? De plus, ne faut-il pas faire intervenir d'autres concepts tels que la transaction et la circulation ?

---

(1) A. Marchal, article cité, page 92.

(2) Ch. Bettelheim : *Problèmes théoriques et pratiques de la planification,* page 217.

De là les définitions abstraites de la période: période de production (Johanson) (1), période de transaction (Robertson) (2), (Durbin) (3); mais elles se rapportent trop étroitement à la politique économique pour s'insérer dans une étude des théories.

En revanche, les analyses de von Hayek et de J. M. Keynes introduisent le concept de la période dans la théorie pure. Von Hayek définit la période comme: « la longueur moyenne du procès productif »; quant à J. M. Keynes, sa théorie générale se résoud en définitive en une hypothèse relative aux conditions de l'équilibre en courte période: « la courte période correspond à une période assez courte pour que le volume de l'équipement ne puisse pas changer sensiblement et la longue période est celle où il peut subir des variations appréciables » (4).

Keynes essaie en outre de dynamiser son système par un ensemble de prévisions qui affectent les principales variables; par exemple l'efficacité marginale du capital dépend de la prévision à long terme. Ceci prouve que l'usage de la période pour être fécond doit être combiné à celui des anticipations.

La méthode des anticipations se propose d'évaluer certaines grandeurs de la période telles l'épargne, l'investissement ou le revenu global. Toute grandeur peut alors être évaluée de deux manières: en considérant la période qui vient de se terminer ou en considérant la période qui va s'écouler; la première méthode *ex post* se réfère aux résultats acquis (bilans d'une entreprise), la seconde *ex ante* aux résultats attendus; un entrepreneur qui évalue en 1947 la valeur de ses stocks peut se fonder *ex post* sur leur valeur moyenne au cours de l'année écoulée ou *ex ante* sur la valeur qui résultera du mouvement des prix en 1948.

« Des quantités mesurées au terme de la période, le sont *ex post;* des quantités définies par anticipation au début de la période le sont *ex ante* » (5).

Il parait alors évident que les anticipations jouent un très grand rôle dans les décisions des hommes d'affaires et des entrepreneurs : les résultats acquis *ex post* sont le fruit d'une comptabilisation, les anticipations *ex ante* offrent un caractère

(1) A. Johanson : *Lönentvecklingen och arbetsheten.* Stockholm, 1931.
(2) H. Robertson : Saving and Hoarding. *Economic Journal,* 1935.
(3) Durbin : The Problem of Credit Policy, London 1935. Economic calculus in a planned economy. *Economic Journal,* déc. 1936.
(4) J. M. Keynes : *Op. cit.,* p. 404.
(5) Gunnar Myrdal : *Monetary Equilibrium.* Chapitre III.

d'incertitude que chaque entrepreneur doit juger lui-même et qui est d'autant plus accentué que l'anticipation va plus loin dans l'avenir.

M. R. Ohlin dit à ce sujet: « De toute évidence, une combinaison d'analyses *ex post* et *ex ante* signifie simplement ceci: après un récit des événements qui se sont produits pendant une certaine période aujourd'hui terminée et de la différence entre ces événements et les anticipations existant au début de la période, on place une description des anticipations qui gouvernent plus ou moins les actions pendant la prochaine période. L'enregistrement des événements pendant cette seconde période révèle de nouveau que les anticipations ne se réalisent pas toutes, fait qui influence anticipations et actions pendant la troisième période » (1).

L'équilibre dans le temps apparait alors comme un équilibre au plus haut point dynamique fait de relations entre les diverses périodes et dépendant à tout moment de la totalité des anticipations des sujets économiques. Pour calculer de manière pratique et quantitative ces anticipations globales, Hicks apporte un dernier progrès en introduisant la notion d'élasticité d'anticipation « rapport entre le pourcentage de hausse des prix futurs anticipés et le pourcentage de hausse des prix courants » (2).

Lindhal reprend cet important concept: il exprime selon M. A. Marchal le rapport « entre le changement proportionnel attendu pour la prochaine période et le changement proportionnel réalisé pendant la période passée » (3).

L'élasticité serait donc au coefficient 1 si le changement se poursuivait au même rythme, au coefficient 0 si l'arrêt de la hausse est attendu et elle sera négative si on s'attend à une baisse égale au mouvement de hausse.

La théorie des anticipations bouleverse la théorie économique: combinée avec la période, elle conduit à la conception d'un équilibre dans le temps avec les références psychologiques du risque et de l'incertitude.

Mais dans la mesure où l'explication faisait intervenir la psychologie sociale, elle laissait le champ libre à l'orientation et à la direction de ce facteur psychologique. L'anticipation et la période peuvent jouer un certain rôle dans la théorie de

---

(1) R. Ohlin : *Economic Journal*, mars 1937, page 59.

(2) J. R. Hicks : *Value and Capital*, page 205. Traduit par M. R. Marjolin dans *Prix, Monnaie et Production*, page 91.

(3) A. Marchal : article cité, page 85.

l'équilibre d'une économie fondée sur la libre entreprise, elles sont bien plutôt le fait de la planification sous toutes ses formes.

2. *L'intégration de la période et des anticipations dans la théorie économique.*

C'est Wicksell qui introduisit pour la première fois les anticipations dans la théorie économique en définissant le taux naturel comme le « profit anticipé résultant de l'usage d'un emprunt monétaire ».

Tour à tour Myrdal, Hicks et Keynes reprennent ce concept pour réinterpréter l'équilibre monétaire.

Lorsque Myrdal substitue au taux naturel d'équilibre la productivité du capital réel en termes monétaires, il pose :

$$y = \frac{e}{c}$$

e: produit net d'un bien capital;

c: valeur en capital.

Toute la difficulté revenait à calculer *e*.

Fallait-il le déterminer d'après les évaluations des entrepreneurs ou d'après les résultats acquis d'une période donnée, autrement dit *ex ante* ou *ex post*. Myrdal s'arrête à la première solution: le produit net d'un bien capital est celui qui est attendu et qui ne se réalisera peut-être pas dans les mêmes proportions que celles qui ont été anticipées.

Le paragraphe V du chapitre IV de « Monetary Equilibrium » expose sa méthode (1) :

« Le produit net e' pour une firme donnée dans une période unitaire calculée *ex ante* à un moment donné est : la somme escomptée de toutes les anticipations de revenus bruts dans la période suivante soit : b *moins* la somme escomptée de toutes les anticipations de coûts bruts pendant la même période, soit: m' *moins* les changements de valeur anticipée pour la période, soit d' différence entre la valeur présente du capital réel et la valeur attendue à la fin de la période unitaire, nous obtenons l'équation suivante :

$$e' = b' - (m' + d') \text{ ».}$$

(1) G. Myrdal : *Op. cit.*, page 399.

L'usage généralisé de ces anticipations bouleverse la théorie de Wicksell; celui-ci juge l'anticipation invariable, Myrdal au contraire pose en principe l'hétérogénéité des anticipations des entrepreneurs et la nécessité de la méthode *ex ante*. Or, le calcul économique avait seulement été envisagé jusque là *ex post* c'est-à-dire en considération des résultats acquis; en réalité, les entrepreneurs se réfèrent surtout aux résultats possibles.

« Le rendement est calculé par référence aux revenus et aux coûts qui au point de départ existent seulement comme anticipations capitalisées » (1).

Myrdal analyse donc la productivité du capital réel d'une manière objective et hautement indéterminée. De là résulte une révolution dans l'analyse de l'équilibre général : Wicksell voyait la possibilité d'un équilibre entre des épargnes et des investissements donnés; Myrdal qui raisonne sur des épargnes et des investissements attendus peut aboutir à des résultats fort différents. Ces différences proviennent des aléas dans le calcul qui ont provoqué des anticipations incorrectes; elles se manifestent par des gains et des pertes de trois sortes (2) :

« *a*) gains et pertes de capital car la valeur du capital s'accroit ou diminue selon les anticipations plus ou moins optimistes des entrepreneurs concernant les revenus et les coûts;

« *b*) gains et pertes de revenus et de coûts si ceux-ci se trouvent réalisés avec une valeur différente de ce qu'ils étaient prévus;

« *c*) gains et pertes d'investissement si les biens capitaux nouvellement créés ont une valeur plus grande ou plus petite que leur coût de construction ».

Ces gains et ces pertes permettent de comprendre les différences passagères entre l'épargne et l'investissement — Myrdal prend quatre facteurs: revenu, consommation, épargne, investissement. Si C reste constant et que R augmente, E s'accroit, il n'en résulte pas forcément une augmentation de I qui ne dépend pas de R mais des perspectives de profit. Si ces perspectives ne s'améliorent pas, que devient le surcroît d'épargne ? Il est absorbé par les pertes résultant des erreurs d'anticipation des chefs d'entreprises. L'équilibre se maintient donc

(1) J. Domarchi : *Op. cit.*, p. 149.
(2) G. Myrdal : *Monetary Equilibrium*, chap. V.

dans le temps, tout accroissement ou diminution d'épargne étant absorbée par les appréciations et les dépréciations de revenus, de coûts et d'investissement. Et M. A. Marchal déclare:

« Entre une épargne croissante et un investissement stable tels qu'ils peuvent apparaître dans un calcul *ex ante,* l'équilibre qui se réalise *ex post* à tout moment provient non d'un accroissement d'investissement mais de pertes qui détruisent une certaine portion des revenus qui doivent être calculés *ex post* et dont précisément la perte non consommée est appelée épargne que nous supposions croissante au début de notre raisonnement » (1).

Or, la seconde condition de l'équilibre monétaire de Wicksell était que « le taux naturel assure l'égalité entre l'épargne et l'investissement » ; Myrdal modifie cette proposition en introduisant les anticipations. Le taux d'intérêt normal doit assurer l'égalité entre l'investissement brut et l'épargne augmentée des changements de valeur anticipée du capital réel soit :

$$R_2 = W = (S + D) \quad (2)$$

R_2 = investissement réel;
W = disposition du capital libre;
S = épargne;
D = changement de valeur anticipée (appréciation dans la valeur réelle du capital existant + dépréciations attendues).

Si l'on pose que l'épargne constitue l'emploi d'un revenu et que l'investissement est un événement *ex ante* qui consiste à attendre dans le futur un rendement du capital et une variation de sa valeur, le taux d'intérêt n'assure plus seulement l'égalité entre E et I (Wicksell) mais entre I et E augmentée des gains et pertes attendues. Et Myrdal conclut: « La grandeur de notre revenu courant utilisable à des fins de consommation ou d'épargne dépend en dernière analyse de nos propres calculs reliant le présent au futur » (3).

J. M. Keynes utilise également les anticipations pour définir l'efficacité marginale du capital: « L'efficacité marginale du capital est le taux d'escompte qui rend la valeur actuelle de la série d'annuités constituées par les rendements escomptés

(1) A. Marchal : art. cité, *REP,* janvier 1947.
(2) G. Myrdal : *Op. cit.* Chap. V.
(3) A. Marchal : art. cité, p. 78.

d'une unité supplémentaire de ce capital égale à son prix d'offre (c'est-à-dire à son prix de revient) » (1).

Celle-ci dépendait donc :

1° du rendement attendu d'une unité supplémentaire;

2° du coût de remplacement.

Or l'efficacité marginale du capital est une des trois variables indépendantes de la théorie keynésienne : elle détermine l'investissement et à travers celui-ci le revenu global et l'emploi. Mais, la prévision y joue aussi par elle-même un rôle important : Keynes distingue la prévision à court terme très élastique et la prévision à long terme qui par définition varie comme les salaires réels; il ajoute: « Le volume de l'emploi à tout moment ne dépend pas seulement de l'état actuel de la prévision mais encore des états de la prévision qui ont existé au cours d'une certaine période passée. Toutefois, les prévisions passées qui n'ont pas encore produit tout leur effet se trouvent incorporées dans l'équipement actuel... il est donc légitime de dire que l'emploi d'aujourd'hui est gouverné par l'emploi d'aujourd'hui joint à l'équipement en capital d'aujourd'hui » (2).

Hicks utilise également la théorie des anticipations; mais il ne les applique pas sur les mêmes facteurs que Myrdal ou Keynes.

Il raisonne en effet sur l'équilibre d'une firme donnée, équilibre à réaliser entre les inputs et les outputs; à partir de cet équilibre il s'élève à la réalité plus complexe du système tout entier. Tout entrepreneur fait périodiquement des plans de production en comparant les inputs (rémunération des facteurs de production) et les outputs (produits obtenus par la firme); sa décision résulte des surplus maxima qu'il peut obtenir entre les outputs et les inputs. Cette méthode prolonge les idées de Keynes mais celui-ci suppose seulement des relations entre toute unité additionnelle de capital à investir et le rendement de cette unité. En définitive la différence entre l'efficacité marginale du capital et le taux d'intérêt ne détermine plus directement l'équilibre chez Hicks; l'efficacité marginale du capital s'établit en fonction des anticipations de prix, et le taux d'intérêt joue un rôle très minime par rapport à l'évolution des prix futurs. Le système prend une grande instabilité si l'élasticité des anticipations est grande, il évoluerait peu au

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*, p. 150.
(2) J. M. Keynes : *Op. cit.* Chap. V., page 69.

contraire pour une élasticité nulle. Et M. R. Marjolin dégage les conclusions de ces études: « La stabilité du système capitaliste libéral dépend de la présence dans la conscience des sujets économiques de la conception d'un système de prix normaux » (1).

II. Equilibre et évolution

J. R. Hicks dans une conférence récente (2) remarquait que « l'histoire de l'économie politique se divise en deux phases, la première au cours de laquelle les économistes ont découvert les vertus d'un système de libre concurrence, tandis qu'ils découvraient au cours de la seconde ses limitations et ses défauts... les économistes de la première école ont été intéressés par les vertus que présentait le système économique en tant que mécanisme auto-régulateur et leurs successeurs ont recherché les défauts de ce processus d'équilibre et les tendances qui expliquent les fluctuations et les oscillations du système ».

Les théories de l'équilibre et de l'évolution restent les deux pôles autour desquels se meut la pensée contemporaine mais chaque auteur qui adopte l'une des deux tendances s'efforce de rejoindre l'autre. Pour résoudre le problème, les uns ont construit des dynamiques autonomes qui rejoignent la statique dans leurs positions limites, tandis que les autres rejetant tout schéma d'équilibre essayaient de construire des théories du développement des régimes capitalistes à partir des cycles et des mouvements de longue durée.

A. *Les limites de la théorie de l'équilibre.*

La théorie de l'équilibre se définit comme le principe général d'explication à l'aide de données économiques, d'un système qui se suffit à lui-même. Selon Rosenstein-Rodan (3) la théorie traditionnelle voulant déterminer un équilibre unique s'appuyait sur un certain nombre d'hypothèses :

a) un prix de marché unique;

b) l'ajustement instantané de l'offre à la demande (élimination du facteur temps);

---

(1) R. Marjolin : *Op. cit.*, page 97.

(2) J. R. Hicks : Economie de bien-être et théorie des surplus de consommation, bulletin *ISEA*, décembre 1946, page 1.

(3) P. N. Rosenstein-Rodan, article cité.

c) le changement automatique des données;

d) une solution unique des problèmes (exclusion des positions d'équilibre multiple).

Et dans un équilibre de prix, six relations sont fondamentales :

1 demande ⟶ prix
2 prix ⟶ prix
3 prix ⟶ demande
4 offre ⟶ demande
5 offre ⟶ offre
6 demande ⟶ offre (1).

Pour concilier ces six relations fondamentales et les hypothèses préliminaires, on supposait l'existence d'un équilibre instantané ce qui revient à dire :

1 toutes ces réactions se font au même moment;

2 elles prennent la même longueur de temps;

3 elles se font avec la même vitesse continue ou discontinue.

Mais la théorie moderne raisonne sur une période de temps; pour la concilier avec les hypothèses précédentes dans une théorie de l'équilibre général, il faudrait supposer que les vitesses d'ajustement restent semblables à elles-mêmes ou encore :

$V_1 = V_2 = V_3 = \text{etc...}$;

V_1 — intervalle de temps durant lequel la demande influence le prix;

V_2 — intervalle de temps pendant lequel le prix influence la demande, etc...

Si les vitesses ne sont pas égales, leur action conjuguée peut tendre à l'équilibre mais elle peut très bien ne pas y tendre et aboutir à une situation économique en perpétuelle oscillation avec des changements sans fin apparente.

C'est pourquoi Rosenstein-Rodan critique la méthode qui interprète directement l'équilibre final et ne s'attache pas aux positions intermédiaires. Knight dans « Cost of Production and Price over long and short periods » (2), indique d'ailleurs le chemin à suivre: « L'effet final d'un changement de courte

(1) P. N. Rosenstein-Rodan, article cité.

(2) Knight : « Cost of Production and Price over long and short periods ». *Journal of political economy*, 1929, page 306.

période peut être à une distance infinie dans le futur, puisqu'il englobe la certitude pratique que dans le temps intermédiaire la cause originale changera de caractère ou cessera d'agir, ou sera perturbée par d'innombrables autres causes; il peut être même improbable que le résultat final soit un jour atteint; et cependant le seul procédé admissible est de décrire la situation au moment où est établie une tendance vers le résultat théoriquement final ».

Mais si on part d'une simple tendance vers l'équilibre, celui-ci ne parait plus aussi nécessaire.

Kaldor (1) étudie par des courbes linéaires les possibilités de formation d'un équilibre :

a) si la courbe de la demande est plus inclinée que la courbe de l'offre, alors des oscillations décroissantes tendent vers l'équilibre;

b) si les deux courbes ont une pente égale, des oscillations périodiques perpétuelles se produisent;

c) si la courbe de la demande est plus aplatie que celle de l'offre, les oscillations deviennent grandissantes.

De ces analyses, il ressort que la possibilité d'un équilibre dans une période de temps ou au-delà dépend des vitesses d'ajustement et des pentes respectives des courbes de l'offre et de la demande. Ces facteurs ont une tendance convergente ou une tendance divergente vers l'équilibre, et ceci explique que l'état d'équilibre soit un état idéal jamais atteint. En ce point, tout équilibre ne se comprend plus que dans le temps mais au delà de toute période définie. C'est pourquoi la théorie économique s'est orientée vers des analyses nouvelles et vers des dynamiques autonomes qui ne se rattachent plus qu'occasionnellement à la théorie de l'équilibre, mais qui cependant ne s'intègrent pas à une théorie de l'évolution car elles font seulement appel aux données proprement économiques. Il s'agit de savoir « comment une situation donnée dérive de la précédente et engendre la suivante et comment se dégage le lien causal entre les diverses manifestations de la vie économique réelle » (2).

Lindhal dans ses théories du planning et du développement, Lundberg dans ses analyses de séquence s'attachent à résoudre ce problème.

---

(1) Kaldor : « A classificatory note on the determinateness of equilibrium », *Review of économic studies*, 1934.

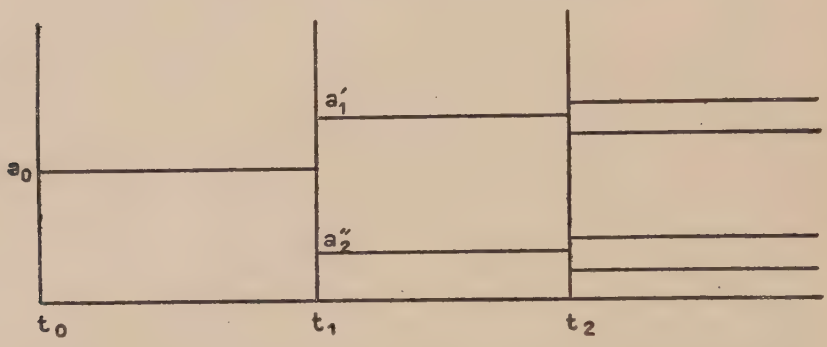
(2) A. Marchal : article cité, page 88.

Lindhal (1) veut procéder par étapes et élaborer :

1) une théorie des plans subjectifs qui fait agir les individus;

2) une loi de développement qui exprime la vie économique dans son ensemble.

La théorie du planning s'apparente aux idées de J. R. Hicks: elles s'appuient sur les anticipations des sujets économiques qui dans un avenir proche ou lointain font des choix entre diverses alternatives qu'exprime le schéma (2) :



$t_0 — t_1 — t_2$ représentent les périodes individuelles d'enregistrement « l'inclinaison de a_0 représente la meilleure solution possible, elle est conditionnée par la prévision de deux effets alternatifs possibles ».

Les alternatives deviennent plus nombreuses à mesure que l'antipication porte sur une période plus éloignée. Comme tout changement d'un facteur affecte les anticipations, il affecte par là les plans des individus. La grandeur elle-même des variations se mesure par l'élasticité des anticipations.

La loi de développement serait déterminée :

a) par le total des plans individuels;

b) par les conditions non économiques (climat, politique, etc...).

Mais « Lindhal considère que cette position du problème n'est qu'une introduction à des études plus poussées concernant les relations qui existent non plus seulement entre les valeurs prospectives et rétrospectives reliées à une période

(1) Lindhal : *Studies in the theory of money and capital.*
(2) A. Marchal : article cité, page 83.

donnée mais entre les mêmes valeurs au cours d'une véritable séquence de période » (1).

L'innovation des analyses de séquence devait revenir à Lundberg (2). Ces analyses cherchent à interpréter un système économique en période d'expansion; au lieu d'étudier une position d'équilibre quelconque (Keynes), elles visent à établir des relations dynamiques entre Investissement — Epargne — Revenu et Valeur du Capital.

La théorie de l'équilibre dans le temps se déroule dans la période; Lindhal et Lundberg s'efforcent de construire une théorie dynamique qui dépasse la période jugée trop étroite mais ils ne construisent pas encore une théorie de l'évolution faisant appel à des données extra-économiques. Leur dynamisme se situe alors à la limite de la théorie de l'équilibre, au delà commence l'évolution ou la contingence du marché réel exprimées par les statistiques. Il restait à savoir si les analyses dynamiques suffisaient à rendre compte du cycle économique.

B. *Les cycles et l'évolution.*

A. C. Pigou imputait les fluctuations industrielles aux erreurs des sujets économiques mais après l'examen des théories contemporaines, il paraît impossible de faire abstraction de la monnaie. Un double courant s'est donc fait jour expliquant les phases du cycle tantôt par des erreurs d'anticipation, tantôt par les imperfections des systèmes monétaires.

Les interprétations d'A. Aftalion (3), de Lescure (4), de Pigou (5) et de Haberler (6) représentent à cet égard une remarquable homogénéité. Elles se placent toujours *ex ante* et attribuent le déroulement du cycle aux erreurs de prévision. Que ces erreurs se traduisent par des constructions disproportionnées d'outillage, par la disparition et l'apparition des profits ou par des vagues d'optimisme et de pessimisme, toujours l'incertitude de l'avenir trouble l'équilibre général. Hawtrey (7) introduit la monnaie dans les schémas réels et explique ainsi la succession des phases d'essor et de dépression : en période d'essor, les facteurs psychologiques activent la hausse des prix et les entrepreneurs attirés par ces perspectives de profit font

(1) A. Marchal : article cité, page 87.
(2) Lundberg : *Studies in theory of economic expansion.*
(3) A. Aftalion : *Les crises périodiques de surproduction,* Paris 1913.
(4) J. Lescure : *Les crises générales et périodiques de surproduction,* Paris 1938.
(5) A. C .Pigou : *Industrial fluctuations,* Londres 1929.
(6) G. Haberler : *Prospérité et dépression, SDN,* Genève 1943.
(7) Hawtrey : *Economic problem,* Londres 1924.

appel aux banques. Toutefois le système bancaire ne possède pas une élasticité infinie et le jour où il ne peut plus fournir de crédits, le retournement s'opère et le krach succède à la prospérité.

Les partisans du déséquilibre, en particulier les socialistes, contestent la validité de ces explications; les oscillations ne proviennent pas d'erreurs individuelles ou collectives, elles expriment la tendance profonde du régime capitaliste au déséquilibre. La crise n'est plus « de conjoncture », elle résulte de la structure même du système. Et, s'il existe des crises « de structure » la théorie de l'équilibre n'aurait aucun sens dans le présent ou dans l'avenir.

En effet, celle-ci ne fait appel par définition qu'à des données économiques; au contraire, les théories du déséquilibre se rattachent à l'évolution d'un système à la fois politique, économique, juridique et social. Ainsi l'équilibre serait une utopie en régime de capitalisme privé en raison de la lutte entre classes exploitantes et classes exploitées. M. J. Domarchi (1) remarque que: « si du point de vue de l'équilibre cette donnée est superfétatoire, il n'en est pas de même sur le plan marxiste de la logique du capitalisme ».

Tout aussi bien, un équilibre en régime socialiste ne saurait être construit à priori et Marx le défend formellement à ses disciples.

La gravité et l'amplitude de la crise de 1929 ont placé le débat sur le plan de l'actualité (2): crise de conjoncture ou crise de structure ? Les doctrines s'échafaudaient et triomphaient tour à tour. Aujourd'hui, il est généralement admis que :

1) les origines de la crise se situent dans des phénomènes cycliques normaux résultant des erreurs des sujets économiques;

2) l'amplitude de la crise provient des disparités engendrées par la guerre de 1914-18 et de son insertion dans un mouvement de baisse des prix de longue durée.

Si nous négligeons les disparités engendrées par la guerre en supposant que l'équilibre aurait pu se rétablir dans un climat de liberté, il reste à expliquer si les mouvements de longue

(1) Jean Domarchi : *Op. cit.*, page 24.

(2) On pourra se reporter à propos des cycles économiques, à l'ouvrage de M. A. Piatier : *L'Observation économique* tome I de la collection de ce nom, chap. X : L'observateur des cycles et la naissance de la conjoncture, en particulier l'exposé de la Méthode de Harvard sur la prévision et l'explication des crises.

durée peuvent être inclus dans une théorie de l'équilibre dans le temps ou s'ils sont afférents à l'évolution sociale.

M. R. Marjolin dans « Monnaie, Prix, Production » conclut que les mouvements de longue durée se déroulent en fonction du progrès technique et de la découverte des mines d'or. Si ces données ont une origine économique, elles peuvent s'intégrer dans la théorie de l'équilibre et les mouvements de longue durée seront autogènes.

Mais les socialistes retournent le problème sous un double rapport :

1) les mouvements de longue durée ne sont qu'un effet de l'évolution sociale;

2) L'évolution sociale d'après le matérialisme historique aurait une origine économique.

« La production économique et la structure sociale qui en résulte nécessairement forment à chaque époque historique la base de l'histoire politique et intellectuelle de cette époque » (1).

Cette conception s'oppose à la théorie de l'équilibre qui distingue par définition la vie économique et la vie politique. Ne pourrait-on pas cependant assimiler les mouvements de longue durée à des cycles de plus en plus longs et les ramener ainsi à l'intérieur de la théorie de l'équilibre ? D'après M. R. Marjolin c'est la thèse que soutiendrait Akerman dans son ouvrage « Economic progress and economic crises ».

Akerman critique la théorie statique, inapte à rendre compte du monde réel : « on trouve de tout dans une loi économique excepté la réalité, il n'y manque que la vie » (2).

Il faut donc abandonner la théorie de l'équilibre « hypothétique, qualitative et indépendante du temps » pour la remplacer par des « economics of time » concrets, quantitatifs et déterminés par le temps.

Le chapitre I de l'ouvrage porte le titre significatif : « All things move » ; il contient une image par laquelle l'auteur illustre son point de vue :

« Dans l'ondulation de l'eau, on distingue trois éléments : d'abord la vague qui met un certain temps à déferler et qui explique ensuite un certain mouvement de l'eau, enfin on peut comprendre qu'un équilibre préside à ces mouvements régu-

(1) Marx et Engels : *Manifeste du Parti Communiste.* Préface.
(2) Akerman : *Economic progress and economic crises.* Londres, 1932. Introduction.

liers. Le mouvement, la périodicité et l'équilibre sont les trois éléments des changements économiques ».

Ainsi, les mouvements de longue durée pourraient s'intégrer dans la théorie économique : leur cause ne réside d'ailleurs pas seulement dans la production des métaux précieux mais dans un ensemble complexe. Les mouvements séculaires seraient des vagues cycliques plus longues que les autres comprenant la formation de nouveaux moyens de production, l'augmentation ou la diminution de la population, etc...

Cependant, les economics of time ne pouvaient trouver une formule d'équilibre dans le temps et cela pour deux raisons :

a) parce qu'Akerman ne définit pas une période dans laquelle puisse s'intégrer les mouvements de longue durée;

b) parce qu'une dynamique n'est pas l'étude d'un équilibre dans le temps.

Et R. Marjolin souligne que: « la statique pose des relations entre les éléments d'un système économique à l'état d'immobilité... la dynamique cherche les lois de changement de l'ensemble... et la statique ignore par définition ce qu'est un changement d'ensemble » (1).

En vérité, Akerman critique la théorie de l'équilibre absolu (Walras) sans construire une théorie de l'équilibre relative à la période. Il souligne la nécessité d'introduire le temps sans préciser dans quelles limites il faut l'admettre pour ne pas diluer l'équilibre. Et lorsqu'il se réfère à des données extra-économiques (découverte de mines d'or, progrès technique) il énonce seulement une loi d'évolution tout à fait extérieure à la théorie de l'équilibre. Ce point de vue se confirme avec la publication du dernier ouvrage d'Akerman « Le développement économique et les vicissitudes politiques » (1946) où il compare l'évolution économique, politique et sociale des principales grandes puissances. Il adoptait ainsi délibérément une conception extrême de l'économie politique.

Analyse microcosmique de l'équilibre absolu, construction macrocosmique de l'équilibre relatif, loi d'évolution sociale : trois conceptions de la théorie économique qui se complètent sans pouvoir se replier en un ensemble cohérent. Faut-il choisir entre l'immobilité, la périodicité ou le mouvement absolu ? L'introduction du facteur temps en économie politique conduit au problème de la nature et des méthodes de cette science.

(1) R. Marjolin : *Op. cit*, page 279.

DEUXIÈME PARTIE

Le Retour au concept d'équilibre : un équilibre d'emploi

ÉCONOMIE POLITIQUE ET POLITIQUE ÉCONOMIQUE

L'intérêt personnel et la libre concurrence constituent les deux dogmes qui relient la théorie traditionnelle à la psychologie individuelle et aux institutions sociales. Ces principes assurent un équilibre général et spontané dans des conditions qu'il appartient à la science économique de fixer. Or, un des postulat les plus solides de la théorie classique suppose que dans un régime de liberté il y a plein emploi des facteurs de production. Si les produits s'échangent entre les produits, il ne peut en effet y avoir surproduction ou sous-consommation; cependant, les théories marxistes et interventionnistes continuaient à en affirmer la nécessité dans un régime de capitalisme privé.

La crise de 1929 devait apporter à cette querelle de doctrines un regain d'actualité : la profondeur de la dépression, la gravité de ses conséquences conduisaient à un nouvel examen du problème. L'opinion publique réclamait des remèdes: fallait-il intervenir pour relancer le système économique ou bien laisser jouer librement les mécanismes provisoirement bloqués ? La politique économique complétait alors la théorie pure et Meade (1) cherche à définir les origines et la portée d'une intervention : il s'agit de résoudre le problème de l'emploi des facteurs de production et surtout celui de la main-d'œuvre en raison des conséquences politiques et sociales du chômage généralisé.

La liquidation de la crise de 1929 avait provoqué une série d'expériences qui ne se confondent pas avec la planification collectiviste. Pouvait-on concilier la politique économique et l'interprétation théorique ? L'évolution de la pensée économique qui rejoint les analyses de l'équilibre à travers le problème de l'emploi, témoigne du besoin de résoudre ce dilemne.

I. — La crise de 1929 et les politiques économiques

La crise de 1929 marque la fin d'une ère de libéralisme politique et économique; à ce titre, il convient d'en dégager les caractères essentiels (2) :

---

(1) Meade : *Economie politique et politique économique.*
(2) Voir ci-dessus sec. II, chap. III.

1° ses causes immédiates n'étaient guère différentes de celles des autres crises cycliques;

2° son amplitude exceptionnelle provenait des disparités engendrées par la guerre de 1914 et de son insertion dans un mouvement de baisse des prix de longue durée.

Il n'apparaît pas de différence de nature entre la crise de 1929 et les crises cycliques qui l'avaient précédé, la profondeur et la durée de la dépression ont posé à elles seules le problème de la structure du capitalisme. Les causes immédiates restent les mêmes : abus du crédit, spéculation, surproduction, disparité des prix (1); mais l'existence même de la grande dépression conduisait à examiner si la structure du régime était viable, et si elle l'était, quels étaient les remèdes propres à rétablir la prospérité. Les milieux dirigeants, qui ne mettaient pas toujours en doute que les mécanismes spontanés auraient pu à la longue résorber le chômage, conçurent alors des politiques anticrises sous la pression de l'opinion publique.

Ces politiques avaient un objectif commun : redistribuer du pouvoir d'achat aux masses et faire remonter les prix; ce que le gouverneur du Federal Reserve Board exprimait en ces termes : « les modalités après tout importent peu; l'essentiel est de mettre des billets de banque aux mains de ceux qui n'en ont pas » (2).

Mais, la distribution de pouvoir d'achat aux travailleurs

---

(1) Voir à ce sujet l'ouvrage de M. A. Piatier : *L'Observation économique,* tome I de la collection de ce nom.

L'Observation des cycles et la naissance de la conjoncture, où sont juxtaposées les descriptions des différentes phases du cycle à Harvard, à Berlin et dans les travaux de Mrs Robinson.

M. A. Piatier remarque « Ces trois schémas, l'empirique (Harvard) qui décrit simplement une succession de faits enregistrés dans la réalité sans rechercher les liaisons qui existent entre eux, l'empirique tempéré de raisonnement (Berlin), le déductif pur (Mrs Joan Robinson) qui interprète et recherche essentiellement les enchaînements dominants, le sens et l'ordre des phénomènes ont malgré des différences dans la méthode de nombreux points communs. Tous trois s'accordent sur la présentation des faits, tous trois reconnaissent l'antériorité du mouvement des cours des valeurs sur celui de la production et des prix... ...on notera que si Harvard, se limitant à la seule constatation estime que la crise peut aussi bien être une récession lente, une liquidation sans chocs, une activité surabondante ou une panique brutale, Mrs Robinson, dans le domaine de l'explication théorique arrive aux mêmes conclusions; le mouvement cyclique dépendrait essentiellement du rythme des investissements... selon les conditions du moment, selon les combinaisons des variables, selon l'intensité de leur action le déroulement du cycle sera différent.

Ces exemples de « la tension entre l'exigence abstraite et l'exigence positive » pour reprendre l'expression de F. Perroux sont réconfortants. Ils montrent cette tendance à l'unité de la science économique et l'appui mutuel que se prêtent souvent malgré eux, les deux courants abstrait et concret ».

(2) B. de Jouvenel : *L'économie mondiale au XX^e siècle,* Paris 1944, page 171.

sans contrepartie conduisait directement à l'inflation sans rétablir l'équilibre. La surproduction s'observait surtout dans le haut secteur des biens de production qui restaient les plus sensibles aux fluctuations économiques. La distribution « gratuite » de moyens monétaires pouvait stimuler provisoirement les industries de biens de consommation, elle n'avait pas de répercussions sur les industries de biens de production.

Ainsi, tous les aspects de l'expérience Roosevelt n'apparaissent pas également efficaces : les facteurs décisifs furent sans aucun doute les investissements publics considérables et la dévaluation du dollar. Néanmoins, la résorption du chômage n'était pas complète au début de la guerre de 1939. L'expérience allemande paraît avoir réussi plus rapidement mais il est difficile de distinguer l'action des travaux proprement économiques de celle du réarmement.

Du côté de l'expérience Roosevelt « un accroissement massif du pouvoir d'achat entre les mains des classes laborieuses relançait les industries de consommation et un programme limité de travaux publics ne relançait que partiellement les industries de biens de production... dans l'expérience allemande, il y avait relancement des industries de biens de production, accroissement progressif du pouvoir d'achat qui se répercute lentement sur les industries de consommation et provoque la reprise » (1).

Dans les deux cas, il semble bien qu'une solution devait être cherchée du côté des investissements. Ce problème n'était pas neuf, pourtant c'est à travers celui-ci que se sont développées toutes les théories relatives à l'emploi.

II. — L'évolution de la théorie économique

Si la crise de 1929 posait de manière pressante le problème de l'emploi, celui-ci n'avait pas été résolu en Angleterre depuis 1918. Outre le chômage de frottement on y distinguait un chômage technologique permanent auquel devait s'ajouter le chômage proprement cyclique. Or la théorie traditionnelle ne justifiait qu'un « chômage volontaire » résultant de la désutilité marginale du travail. Cette expression malheureuse prétendait contre toutes apparences expliquer le chômage massif et évidemment involontaire de la grande dépression.

Pour rendre compte de ce phénomène de sous-emploi, plusieurs courants se firent jour. Les uns, disciples d'A. Marshall conservaient les principes anciens mais « Marshall était arrivé

(1) B. de Jouvenel : *Op. cit.*, page 177.

très vite à la conclusion que les principes de théorie économique ne sont pas d'un grand secours et ne peuvent mener à bien loin dans la voie des réalisations pratiques » (1).

Il s'agissait donc selon le conseil du maître de construire une économie appliquée où les phénomènes de rigidité, causés en grande partie par l'action des groupes sociaux résistant à l'évolution naturelle empêchent les mécanismes autorégulateurs de rétablir l'équilibre. Telle fut la position de M. J. Rueff.

D'autres, sans rejeter formellement les principes anciens expliquaient l'importance du chômage par l'apparition d'éléments amplificateurs résultant de la guerre.

En face de ces deux tendances modérées, socialistes et technocrates accusaient les vices de la société capitaliste : sous consommation ouvrière et injustice sociale.

L'inefficacité des remèdes traditionnels provoquait dans tous les milieux un nouvel effort pour déterminer les conditions de l'emploi. A. C. Pigou écrivait la « Theory of unemployment » et Moulton posait la question « Hausse des salaires ou baisse des prix ». Autour du président Roosevelt, le brain trust opérait la liaison entre les doctrinaires et la politique.

Mais il manquait encore une théorie économique d'ensemble pour savoir si des ressources prêtes à s'employer pouvaient rester ou non inutilisées. Ce fut le mérite de Keynes dans la « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » (1936) de fournir une interprétation générale du phénomène dans le cadre de la théorie économique. A vrai dire ses innovations n'étaient point révolutionnaires, mais leur portée dépassait de beaucoup tous les ouvrages antérieurs. Les éléments essentiels : revenu, investissement, intérêt, monnaie, anticipations s'ajustaient dans un ensemble qui malgré ses lacunes reste encore la meilleure interprétation que nous possédions du cycle économique.

Savoir si un équilibre de sous-emploi peut se perpétuer, si J. M. Keynes a bien élucidé les problèmes majeurs de la théorie, telles sont les tendances de la pensée contemporaine. Mais la question de l'emploi posée dans l'entre deux guerres semble déjà dépassée et d'aucuns cherchent à la réintégrer dans la théorie des prix. A une certaine époque, l'équilibre d'emploi pouvait s'opposer à l'équilibre de prix pour justifier en quelque sorte la politique économique. Aujourd'hui, la théorie de l'équilibre tend à retrouver son unité autour des difficultés majeures soulevées par J. M. Keynes.

---

(1) Harrod : *Review of economic statistics*. Volume XXVIII, 1946, p. 178.

SECTION I

LA THÉORIE ÉCONOMIQUE ET LE PROBLÈME DU CHOMAGE

Chapitre I

LA THÉORIE TRADITIONNELLE DE L'EMPLOI

La « Theory of unemployment » de A. C. Pigou représente l'unique effort tenté par les néo-classiques pour résoudre le problème de l'emploi. En effet, cet effort avait longtemps semblé superflu puisque la théorie postulait à tout moment le plein emploi des moyens de production réalisé par les lois naturelles. Pigou cependant, s'attache à étudier les discordances par rapport aux règles idéales et il en conclut que le volume de l'emploi est fixé :

1° par le taux des salaires réels;

2° par la courbe de la demande réelle de main-d'œuvre.

Ces deux facteurs déterminant l'utilité et la désutilité marginale du travail laissant seulement la possibilité de deux sortes de chômage :

1° le chômage de frottement qui résulte des changements d'emploi de la main-d'œuvre correspondant à l'évolution économique;

2° le chômage volontaire résultant de la désutilité marginale du travail « dû au refus d'une unité de main-d'œuvre d'accepter une rémunération équivalente au produit attribuable à sa productivité marginale » (1).

(1) J. M. Keynes : *General Theory*, page 28.

Les économistes distinguent en général quatre sortes de chômage: le chômage de frottement, le chômage saisonnier, le chômage cyclique et le chômage structurel, Pigou s'efforce de ramener le chômage cyclique et le chômage structurel dans la catégorie du « chômage volontaire » et il refuse d'admettre l'existence d'un « chômage involontaire » tirant son origine d'une économie en état de sous-emploi permanent.

Ces conclusions reposaient sur la conception néo-classique du salaire : celle-ci suppose que l'offre et la demande de main-d'œuvre se règlent sur les variations des salaires réels et non sur celles des salaires nominaux. Le salaire nominal représente le prix en monnaie du travail ouvrier, le salaire réel, son prix exprimé en pouvoir d'achat. La mesure de ce dernier semble complexe mais Pigou admet que le salaire nominal divisé par le prix des biens de consommation ouvrière donne la mesure du taux de salaire réel.

Le salaire réel représente le dénominateur commun de l'offre et de la demande de travail; dans sa théorie des discordances, Pigou enregistrait des fluctuations industrielles résultant de vagues d'optimisme et de pessimisme et il diminuait déjà dans la mesure du possible l'influence du facteur monétaire; la même attitude se retrouve dans ses conceptions du salaire : par dessus les apparences des salaires nominaux, il cherche la réalité c'est-à-dire le salaire mesuré en marchandises « emploi et marchandises salaires, dit-il, dépendent l'un de l'autre » (1).

Il faut alors rechercher l'action exercée par le salaire réel sur l'offre et la demande d'emploi avant de déterminer les moyens propres à augmenter l'emploi.

La demande d'emploi (demande réelle globale de travail) s'établit au niveau d'égalisation du salaire réel et de la productivité marginale du travail. Sans insister sur ce point, il paraît utile de signaler l'équivoque de cette proposition : il ne peut s'agir en effet d'une productivité physique mais d'une productivité économique dépendant de la conjoncture et il semble difficile d'admettre avec les auteurs néo-classiques que les entrepreneurs fondent leurs calculs d'une part sur des prix anticipés en monnaie et d'autre part sur des salaires réels calculés en marchandises.

L'offre d'emploi dépend également du salaire réel : chaque unité de main-d'œuvre met en balance les biens qu'elle peut se procurer à l'aide de son salaire et le sacrifice qu'en-

(1) A. C. Pigou : *Theory of unemployment.* Londres 1933.

traîne pour elle un certain temps de travail. Si la balance entre satisfactions et dissatisfactions apparaît négative, les ouvriers se retirent volontairement du marché et du travail : ainsi on refuse toute existence au chômage involontaire et par un simple artifice de forme on maintient le postulat du plein emploi des facteurs de production.

J. M. Keynes en tire la conclusion qu'il existe seulement quatre manières d'augmenter l'emploi (1) :

a) diminuer le chômage de frottement;

b) abaisser la désutilité marginale du travail (augmentation du salaire réel);

c) accroître la productivité physique marginale du travail;

d) augmenter par rapport aux prix des biens de consommation ouvrière les prix des autres catégories de richesses tout en accroissant l'importance relative de celles-ci dans les dépenses des non-salariés.

Ces remèdes visaient surtout à réduire :

a) une mauvaise organisation provenant de la disproportion du nombre d'ouvriers dans une industrie par rapport à une autre;

b) la volonté des travailleurs de ne pas s'offrir sur le marché à un certain salaire réel.

C'est à cette dernière thèse que s'attaque Keynes dans la « General Theory » il remplace d'abord le salaire réel par le salaire nominal dans la théorie économique, et il considère ensuite le volume de l'emploi comme une fonction du revenu global et des investissements.

Pigou semble admettre cette proposition sans pourtant modifier son ancien point de vue d'après lequel l'accroissement de l'emploi serait toujours obtenu par une action sur les salaires réels. En effet une baisse des salaires réels (par réduction directe ou par inflation) entraînerait un accroissement des liquidités et une baisse du taux de l'intérêt. A. Hansen (2) demande alors si l'action d'une baisse du taux de l'intérêt serait suffisante pour relancer les investissements. Mais le débat portait principalement sur l'existence du chômage involontaire, sur les relations entre salaires nominaux et salaires réels et sur les rapports entre l'emploi et les charges sociales.

---

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*, page 28.

(2) A. Hansen : *Review of economic statistics*, 1946. Volume XXVIII, page 182.

I. — L'équilibre de sous-emploi

La théorie néo-classique de l'emploi s'appuie selon Keynes sur deux postulats (1) :

1° le salaire réel est égal au produit marginal du travail;

2° l'utilité du salaire quand un volume donné de travail est employé, est égale à la désutilité marginale de ce volume d'emploi.

Il faut rappeler en outre que la désutilité consiste dans « les raisons qui font qu'on ne travaille pas pour un salaire inférieur à un certain minimum... la désutilité est l'aptitude à contrarier un besoin ».

C'est contre cette thèse, qui n'admet pas la possibilité du chômage involontaire que J. M. Keynes développe ses attaques : elles portent essentiellement sur le rôle attribué au salaire réel. Celui-ci reste en effet un notion difficilement mesurable et il est étonnant qu'une théorie individualiste l'ait pris en considération alors qu'il dépend de l'opinion que le législateur ou les délégués syndicaux peuvent en avoir. Le comportement effectif de la main-d'œuvre dépend au contraire du salaire nominal et les lois de formation des salaires dépendent d'autres facteurs que les conventions entre patrons et ouvriers.

Le chômage volontaire résultait de la désutilité de l'emploi marginal, et Keynes affirme que ce n'est pas le salaire réel qui mesure cette désutilité « si une réduction du salaire nominal existant provoque le retrait d'une certaine quantité de travail, il ne s'ensuit pas qu'une réduction du salaire réel existant produirait les mêmes effets si elle résultait d'une hausse des biens de consommation ouvrière. En d'autres termes, il est possible que les exigences de la main-d'œuvre portent sur un minimum de salaire nominal et non sur un minimum de salaire réel » (2).

Dans cette éventualité, la théorie néo-classique s'écroule car la courbe de l'offre de travail est susceptible de se déplacer complètement à chaque variation des prix. Or les faits prouvent que la main-d'œuvre stipule en termes monétaires et non en termes réels; sur ce point, l'ancienne théorie paraît donc en défaut.

Un second point de l'argumentation de Keynes vise à démontrer que le niveau des salaires réels n'est pas directement déterminé par les clauses des contrats de salaire.

---

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.* Chap. II, page 27.
(2) J. M. Keynes : *Op. cit.*, page 30.

« Il se peut que la main-d'œuvre considérée dans son ensemble n'ait aucun moyen d'amener l'équivalent en biens de consommation ouvrière du niveau général des salaires nominaux à concorder avec la désutilité du volume courant d'emploi » (1).

Le but de la théorie générale est justement de mettre en valeur les facteurs qui détermineraient l'emploi; si la théorie classique reste en principe valable, sa portée est restreinte à l'hypothèse du plein emploi. Un passage célèbre de Keynes illustre ce point de vue : « Les théoriciens de l'école classique ressemblent à des géomètres euclidiens qui, se trouvant dans un monde non euclidien et constatant qu'en fait les lignes droites qui semblent parallèles se coupent fréquemment, reprocheraient aux lignes leur manque de rectitude sans voir aucun remède aux malencontreuses intersections qui se produisent » (2).

Cette critique vise essentiellement le caractère abstrait et éthique d'une doctrine qui refusait d'admettre le phénomène patent du chômage involontaire en vertu de principes théoriques qui en refusaient la possibilité.

Selon Keynes le volume de l'emploi ne dépend pas des conditions particulières du marché du travail mais de revenu global; cette découverte l'amène alors à rechercher les causes du sous-emploi dans les fluctuations de l'équilibre général. Celui-ci d'après la théorie classique reposait sur deux axiomes:

1° la théorie quantitative de la monnaie;

2° le principe que « les produits s'échangent contre les produits ».

On retrouve cette idée chez Pigou :

« En dehors des effets de frottement, l'action de la monnaie n'a pas d'importance véritable et la théorie de la production et de l'emploi peut être construite toute entière sur la base des échanges réels » (3).

Dans un tel système, il ne saurait y avoir de déséquilibre entraînant la surproduction et le sous-emploi : les discordances sont à l'origine des crises et non la structure d'un régime. De plus Keynes remarque que ces conclusions entraînent une hypothèse irréelle : « il existerait un lien unissant les décisions

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*, p. 35.
(2) *Id.*, chap. II : Les postulats de la théorie classique, page 38.
(3) A. C. Pigou : *Economics of Welfare*. III, 20°.

de s'abstenir d'une consommation immédiate aux décisions de pourvoir à une consommation future alors qu'il n'existe aucune relation simple entre les motifs qui déterminent les premières et ceux qui déterminent les secondes ».

Si l'on raisonne sur des termes monétaires, l'offre globale peut ne pas coïncider avec la demande globale; elles tendent simplement à s'ajuster l'une à l'autre et l'introduction de la monnaie risque d'engendrer des disparités et des déséquilibres. Ainsi, la théorie générale contient une véritable révolution dans la mesure où elle interprète l'équilibre économique à partir de la demande considérée non plus comme une conséquence de l'offre mais comme un facteur causal des revenus et de l'emploi.

Lorsque J. M. Keynes posait que la demande globale peut ne pas s'ajuster à l'offre globale, il affirmait en même temps la possibilité de sous-emploi et la nécessité de construire une théorie de l'équilibre qui puisse en rendre compte.

II. — Salaires nominaux et salaires réels

Ces relations apparaissent complexes malgré les affirmations des diverses théories qui refusent toute valeur aux salaires nominaux et aux salaires réels. M. R. Courtin (1) étudiant les rapports du salaire nominal, de l'emploi et du cycle fait un certain nombre de constatations importantes.

En période de prospérité, la demande s'accroît stimulée par les investissements, mais la hausse des revenus du travail et du capital ne suit pas le rythme de l'accroissement de la demande par suite des réserves existant sur le marché. En d'autres termes, la hausse des biens de consommation ouvrière est plus accentuée que la hausse des salaires; mais à la longue, les salaires vont rattraper les prix. En période de prospérité, il y aurait donc hausse des salaires nominaux et baisse des salaires réels accompagnant une augmentation de l'emploi. Ceci étant rigoureusement conforme à l'hypothèse classique où l'emploi est fonction de la productivité marginale du travail.

Du point de vue macrocosmique, M. R. Courtin constate que « au terme de la dépression, le chômage était dû au fait que la productivité marginale en valeur qui correspondait à l'emploi total était inférieure au salaire. En conséquence, puisque l'emploi augmente, c'est que la productivité en valeur

(1) R. Courtin : *Cours de Théorie économique*, 1946-1947.

a augmenté et que la hausse des prix de vente pour les entrepreneurs a été plus forte que la hausse des salaires » (1).

Au moment où la crise éclate, le phénomène inverse se produit la chute des prix est plus brutale que la chute des salaires en raison de la résistance des ouvriers. La baisse de la productivité étant plus forte que celle des salaires, l'emploi se contracte. La dépression se caractérise par une baisse plus accentuée des prix et une régression de l'emploi. Le salaire réel devrait alors augmenter puisque l'emploi diminue dans une proportion plus importante que la production des biens de consommation. En effet :

1° dans les industries de bien de consommation, les ouvriers licenciés sont les ouvriers marginaux et leur départ entraîne une faible diminution de la production;

2° dans la dépression, les industries de biens de production sont beaucoup plus touchées que les industries de biens de consommation (von Hayek); la production des biens de consommation se maintient toujours à un certain niveau.

Les relations des salaires nominaux des salaires réels et de l'emploi se posent donc sous un double aspect dans la théorie néo-classique :

1° en période de prospérité, une hausse des salaires nominaux s'accompagne d'une baisse des salaires réels et d'un accroissement de l'emploi résultant de l'augmentation de la productivité marginale du travail;

2° en période de crise et de dépression, il se produit une baisse des salaires nominaux moins accentuée que la baisse des prix de gros; le salaire réel augmente et l'emploi diminue en même temps que la productivité marginale du travail.

Ce raisonnement rigoureux appuyé sur des données statistiques a été vivement contesté par deux américains, Dunlop et Tharsis (2). Leurs études comparatives les conduisent en effet à des conclusions opposées: les augmentations des salaires nominaux sont parallèles aux augmentations des salaires réels et de l'emploi, tandis qu'une baisse des salaires nominaux est associée à une baisse des salaires réels. Tharsis cherchant à mesurer le phénomène fournit un coefficient de corrélation de 0,86.

M. R. Courtin qui recherche les raisons théoriques de leurs

(1) R. Courtin : *Cours de Théorie économique,* 1946-1947.
(2) Dunlop : *Economic Journal,* avril 1938.
Tharsis : *Economic Journal,* mars 1939.

conclusions pose alors la question : « Comment est-il possible que les mouvements du coût de la vie soient moins amples que ceux des salaires ? » en effet, si les mouvements du coût de la vie sont plus amples, salaires nominaux et salaires réels varient en sens inverse, au contraire s'ils sont moins amples, ils varient dans le même sens. Quatre raisons ont été proposées en faveur de cette interprétation :

1° l'inertie des prix de détail en fonction desquels se produisent les hausses des salaires réels;

2° la stabilité des prix agricoles qui intéressent les budgets ouvriers pour un plus grand pourcentage que les prix industriels;

3° la hausse des salaires réels s'accompagnant d'une hausse plus importante des profits accroîtrait l'emploi. (Cette constatation ne cadre d'ailleurs pas avec la théorie néo-classique puisque l'emploi ne paraît plus dépendre de la productivité marginale du travail);

4° en période de prospérité, l'accroissement de la production de biens de consommation accompagne la hausse des profits. Mais comme ceux-ci sont réinvestis dans leur plus grande partie, la part des salariés sur les biens de consommation s'accroît.

Etant donné l'existence de deux marchés : le marché des biens de production et le marché des biens de consommation, en période de prospérité, la compétition est faible sur ce dernier marché entre ouvriers et capitalistes; au contraire, en période de dépression, profits et investissements diminuent, et il y a concurrence entre ouvriers et capitalistes (qui utilisent leurs disponibilités à des fins de consommation); deux facteurs tendraient alors à faire baisser le salaire réel :

1° les restrictions de la production des biens de consommation;

2° la concurrence des capitalistes et des ouvriers.

Si l'interprétation de Dunlop et Tharsis était admise, elle ruinerait la théorie néo-classique de l'emploi. Elle détruirait en effet les relations établies entre la productivité marginale du travail et l'emploi : une hausse de la productivité marginale fait baisser le salaire réel et augmente l'emploi, inversement une baisse de la productivité marginale provoque une hausse du salaire réel et une contraction de l'emploi. Désormais ces relations ne seraient plus valables puisque l'emploi et le salaire réel varient dans le même sens.

Cependant, il ne paraît pas que les recherches de Dunlop et Tharsis soient absolument probantes et Keynes lui-même les a vivement critiquées (1); celui-ci adopte rigoureusement les relations traditionnelles entre salaires nominaux et salaires réels :

« Il serait intéressant de connaître les conclusions d'une enquête statistique sur le rapport qui existe dans la réalité entre les variations des salaires nominaux et des salaires réels. Dans le cas d'une variation n'affectant qu'une catégorie d'industries, il est probable que les salaires réels varient dans le même sens que les salaires nominaux. Mais dans le cas de variations du niveau général des salaires, on constaterait croyons-nous que la variation des salaires réels qui accompagne une variation des salaires nominaux, loin d'être ordinairement de même sens que celle-ci serait toujours de sens opposé. Autrement dit lorsque les salaires nominaux montent, on constaterait que les salaires réels baissent et lorsque les salaires nominaux baissent, que les salaires réels montent » (2).

Mais, si J. M. Keynes admet ce point particulier de la théorie néo-classique, il ne s'ensuit pas que Dunlop et Tharsis opposent un démenti à la théorie générale. Dans la théorie ancienne, le salaire réel fonction de la productivité marginale du travail détermine l'emploi : une hausse des salaires nominaux accompagnant une hausse de l'emploi, le salaire réel doit baisser pour que la productivité marginale augmente et que les entrepreneurs soient incités à accroître l'emploi. Tout le raisonnement repose sur le fait que le salaire réel *doit* baisser en une certaine hypothèse et sans ce postulat les conclusions n'ont aucune valeur.

Keynes, en ce domaine reste parfaitement orthodoxe en admettant des mouvements inverses entre les salaires nominaux et les salaires réels; et s'il maintient que le salaire est égal à la productivité marginale du travail, toutes ses études visent à démontrer que le montant de l'emploi ne dépend ni de l'utilité ni de la désutilité du salaire réel; le volume de l'emploi s'établirait en fonction du Revenu global et des trois variables indépendantes : propension à consommer, incitation à investir et préférence pour la liquidité.

Si donc, les propositions de Dunlop et Tharsis se révélaient conformes à la réalité, ce qui n'est nullement démontré, elles

(1) Keynes : *Economic Journal,* 1938.
(2) Keynes : *General Theory.* Chapitre II, page 31.

ruineraient à coup sûr la théorie néo-classique sans atteindre pour cela la théorie générale qui détermine l'emploi par des facteurs beaucoup plus complexes. Lorsque J. M. Keynes adopte une position parfaitement classique sur ce point, c'est que ses critiques principales ne portent pas sur la première proposition (le salaire est égal au produit marginal du travail) mais sur la seconde relative à la désutilité du salaire réel. D'autre part, cet auteur mène le combat contre toute théorie qui joindrait de manière trop étroite le salaire et l'emploi. Il en résulte que si l'interprétation de Dunlop et Tharsis est vraie, elle n'affecte pas la structure de la théorie générale et que si elle est fausse, J. M. Keynes peut affirmer plus librement :

« Dans la courte période, la baisse des salaires nominaux et la hausse des salaires réels doivent toutes deux accompagner pour des motifs différents la diminution de l'emploi; la main-d'œuvre accepte plus volontiers des réductions de salaire lorsque l'emploi décline et dans les mêmes circonstances les salaires réels ont tendance à croître puisque, si l'équipement reste inchangé, la productivité marginale de la main-d'œuvre augmente à mesure que l'emploi diminue » (1).

III. — Les charges sociales et l'emploi

Selon la théorie néo-classique pour un niveau constant des prix, toute hausse de salaires en alourdissant les coûts réduit la productivité marginale du travail et abaisse le volume de l'emploi; un résultat analogue serait obtenu par une baisse des prix avec un niveau constant des salaires. Dans les deux cas, une réduction de la productivité marginale du travail risque de diminuer l'emploi et de provoquer le chômage. M. J.. Rueff s'attache à démontrer cette thèse dans un article célèbre « Assurance chômage, cause du chômage permanent » (2) relatif au chômage en Angleterre de 1922 à 1931. Cet article mérite l'attention à un double point de vue : d'une part il approfondit le problème purement théorique de la liaison des salaires et des prix et d'autre part il vise à démontrer que le chômage ne résulte pas de vices inhérents à la société capitaliste mais d'interventions étatiques qui empêchent le fonctionnement des mécanismes autorégulateurs. Ici, se retrouvent une fois de plus

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*, page 32.

(2) « Assurance chômage, cause du chômage permanent », article anonyme attribué à M. J. Rueff. *REP*, 1931.

les deux aspects indissolubles de la doctrine libérale : celle-ci explique le mécanisme économique d'après une méthode scientifique avant de laisser percer dans la polémique des préférences éthiques pour les solutions de non intervention (1).

L'étude de M. J. Rueff porte sur les résultats statistiques d'une enquête en Grande-Bretagne de 1922 à 1931 : celle-ci indique une corrélation étroite entre les variations des indices du chômage et celles des indices des salaires réels. L'indice du chômage représente le pourcentage d'ouvriers inemployés dans un certain nombre de syndicats relativement à tous les membres de ce syndicat; l'indice des salaires réels représente le quotient $\frac{S}{P}$ de l'indice de salaires S sur l'indice des prix de gros du Board of Trade.

La statistique montrait que toutes les fois que $\frac{S}{P}$ augmentait, c'est-à-dire toutes les fois que les salaires s'accroissaient par rapport aux prix, on constatait une recrudescence du chômage. De là les importantes conclusions de M. J. Rueff dans un rapport de 1925 :

« Ainsi l'observation des faits permet d'affirmer que pendant toute la période 1919-1926, il a existé en France entre le nombre des chômeurs et le rapport du niveau des salaires au niveau général des prix une relation permanente, toute variation de ce rapport entraînant sans délai une variation concomittante de l'indice du chômage » (2).

On est par là fondé à penser que la cause immédiate du chômage généralisé — non la cause profonde — consiste dans le défaut d'adaptation des salaires au niveau général des prix. S'il a sévi, en Angleterre, une crise sans précédent dans l'histoire, c'est que la baisse des prix n'y a été suivie que tardivement par la baisse des salaires et qu'après la stabilisation à la fin de 1921 le pourcentage d'augmentation des salaires par rapport à l'avant guerre est resté trop élevé relativement au pourcentage d'augmentation des prix.

Ces observations peuvent être étendues à la période 1925-1931; mais M. J. Rueff s'est toujours opposé à la formulation théorique d'une prétendue « loi de Rueff ». Quant à M. R. Cour-

(1) On pourra se reporter à l'ouvrage de M. N. Parisiades « Essai sur les relations entre le chômage, le salaire, les prix, le profit » I.N.S.E.E., 1949, consacré à la vérification statistique et à l'interprétation des propositions de M. Rueff.

(2) Article cité, *R.E.P.*, 1931.

tin, il y voit la simple application de la théorie de l'utilité marginale.

Le rapport $\frac{S}{P}$ ne peut varier que par modification des salaires ou par modification des prix; or, depuis l'année 1923, M. J. Rueff constate :

1° que l'indice des salaires était resté pratiquement invariable;

2° que l'indice des prix était en baisse;

la conjonction de ces deux faits donne l'explication logique du chômage permanent.

Bien que la proposition suivant laquelle des salaires trop hauts par rapport aux prix provoquent le chômage, paraisse indiscutable, elle fut âprement critiquée : M. Maurette en particulier dans un rapport du B.I.T. soutenait que l'emploi variait en fonction des prix de gros sans que les salaires eussent à intervenir; ces critiques mal fondées furent infirmées par deux séries de constatations (1) :

1° les statistiques brésiliennes montrant une profonde baisse des prix en 1929 accompagnée d'une baisse corrélative des salaires (syndicalisme encore à l'état embryonnaire) sans apparition de chômage;

2° une étude de M. R. Courtin sur les salaires et les prix de 1929 à 1936 montre que sur sept années, les conclusions de M. J. Rueff se vérifient pour six. En outre l'auteur prouve le mal fondé des affirmations de M. Maurette par l'existence à certaines époques d'une hausse des prix accompagnée d'une diminution de l'emploi.

Mais M. J. Rueff ne se borne pas à étudier la liaison entre la rigidité des salaires et la baisse des prix; recherchant une cause profonde du phénomène du chômage, il se demande à quels facteurs doit être imputée la rigidité des salaires. Et dans ses conclusions, il accuse d'une part les syndicats qui refusent les baisses de salaires et d'autre part l'institution de l'assurance chômage.

« Il est très curieux et en apparence contraire à toutes les lois économiques que le niveau des salaires ait pu rester stable alors que l'offre de travail dépassait sensiblement la demande de main d'œuvre. L'anomalie n'est qu'apparente et l'explication

(1) R. Courtin : *Cours de Théorie économique*. 1946-1947.

s'en trouve immédiatement dans les conditions mêmes dans lesquelles elle a pris naissance... à partir du moment où les prix ont été stabilisés en Angleterre, c'est d'une part la puissance traditionnelle des syndicats anglais, obstacle à l'adaptation des salaires aux conditions nouvelles nées de l'appréciation monétaire, d'autre part la politique de secours aux chômeurs, condition nécessaire au maintien de la discipline syndicale qui ont été la cause profonde de la subsistance en Angleterre d'une crise qui ne parait pas en voie d'atténuation » (1).

Il s'agit maintenant de savoir si M. Rueff était fondé à porter ces accusations. Ses conclusions premières sur le parallélisme des variations des indices des salaires réels et du chômage semblent incontestables mais il choisit arbitrairement ses données lorsqu'il accuse la rigidité des salaires d'être la cause unilatérale du chômage. L'indice des salaires réels représente le quotient de l'indice des salaires S sur l'indice des prix P; dans le cas envisagé S reste constant lorsque P baisse; M. Rueff voit donc arbitrairement dans cette rigidité la cause du chômage sans se préoccuper de la baisse de P qui en définitive reste l'élément moteur du système. Or, les mouvements des prix ne sont d'aucune manière une fonction directe de la résistance syndicale ou de l'assurance chômage; en Angleterre, à l'époque considérée, la baisse des prix dépendait à la fois de la politique protectionniste et de la politique monétaire. Si l'auteur n'avait pas retenu arbitrairement la seule rigidité des salaires, il eut ainsi libellé le titre de son article: « L'assurance chômage cause du chômage permanent en période de baisse des prix ».

M. J. Rueff croyait échapper à cette objection en constatant qu'en 1922 les prix se sont stabilisés et que le chômage n'a pas été résorbé. Mais ceci ne change rien au rapport $\frac{S}{P}$ qui avait considérablement augmenté en raison de la hausse antérieure de S. L'auteur considère donc que l'emploi et les salaires dépendent l'un de l'autre sans admettre une liaison quelconque entre l'emploi et le niveau général des prix. Toutefois si la baisse des prix qui provoque le chômage n'en est pas la cause directe, faut-il cependant systématiquement négliger son influence ? La politique économique apparait ici sous son seul aspect nuisible (rigidité des salaires) tandis que son aspect

(1) M. J. Rueff : article cité.

constructif (stabilisation des prix) est volontairement laissé dans l'ombre.

Une double solution se dégage alors de ces études :

1° une solution de théorie abstraite visant à diminuer les salaires pour augmenter l'emploi; cette solution néglige l'influence des syndicats et en général la psychologie ouvrière. Et M. Guglielmi dans ses études sur le salaire pose la question: le travail est-il marchandise ?

2° une solution de politique économique visant à accroître l'emploi par un ensemble de mesures qui relancent les investissements :

a) augmentation de l'efficacité marginale du capital par baisse du salaire réel et hausse des prix;

b) diminution du taux d'intérêt.

M. J. Rueff choisit implicitement la première solution parce qu'il travaille à l'échelle microcosmique sur les rapports salaires-prix et qu'il rejette le rôle possible des mouvements des prix en refusant toute validité à une quelconque politique économique. Mais s'il était fondé à rejeter les liaisons causales que le rapport du B.I.T. prétendait établir entre niveau des prix et niveau de l'emploi, il ne devait pas négliger le rôle des prix dans la relation $\frac{S}{P}$, car il n'y a aucune raison de privilégier un des facteurs plutôt que l'autre. Les mouvements des prix interviennent en réalité en combinaison avec d'autres éléments qui rentreront dans une théorie générale de l'emploi. M. J. Rueff étudie seulement un cas particulier de cette théorie générale et il superpose à une analyse scientifique extrêmement valable, des considérations éthiques qui le conduisent à rejeter à priori des remèdes les plus efficaces contre le chômage.

Chapitre II

LES THÉORIES DU POUVOIR D'ACHAT

Au lieu de chercher les causes du chômage dans le niveau trop élevé des salaires par rapport aux prix, la plupart des doctrinaires socialistes veulent démontrer que le chômage lié aux déséquilibres économiques provient d'une sous-consommation des classes salariées. Ils déplaçaient ainsi l'axe de la théorie économique; l'étude des réactions de l'offre aux fluctuations de la demande succédait à la détermination des lois de la répartition. Ces analyses reposent toutes sur la distinction entre les besoins et la demande effective: les hommes qui possèdent des besoins illimités doivent disposer d'un certain pouvoir d'achat pour les satisfaire; la demande a toujours été « fille du désir et esclave enchainée » (1).

Lorsqu'on observe un déséquilibre général entre l'offre et la demande, ce n'est donc pas du côté de la production mais du côté de la consommation qu'il faudrait trouver des remèdes. D'ailleurs les solutions proposées par les marxistes dépassent largement le cadre de la théorie économique dans la mesure où elles s'appuient sur des données sociologiques et historiques; il ne s'agit point ici d'examiner les théories socialistes de l'évolution mais d'étudier les relations qu'elles posent entre les données proprement économiques.

I. Les salaires et le déséquilibre

Sismondi et Marx, s'appuyant sur la théorie de la valeur travail mettent en lumière l'insuffisance de la consommation ouvrière par rapport à la production totale; en régime de capitalisme privé, les entrepreneurs prélèvent un profit sur les revenus des ouvriers et ceux-ci ne parviennent plus à « rache-

(1) M. J. Rueff : *L'ordre social.*

ter leur produit ». Une insuffisance chronique de la demande et une accumulation croissante des capitaux provoqueraient alors les déséquilibres et les crises.

Cette conception s'oppose radicalement au dogme libéral d'après lequel « tout ce qui est épargné est nécessairement consommé », l'épargne apparait désormais comme un facteur de dépression dans la vie économique et même si l'investissement remédie à son accumulation stérile, il n'en resterait pas moins vrai que le simple décalage de temps qui existe entre l'acte d'épargne et l'acte d'investissement suffirait à provoquer l'insuffisance permanente de pouvoir d'achat; les pratiques d'autofinancement des grandes sociétés risqueraient d'accentuer encore cette tendance. Le seul moyen d'éviter la crise serait donc d'élever les salaires et de comprimer les profits.

Ce courant d'idées se trouve à l'origine des doctrines socialistes du pouvoir d'achat préconisées en France et aux U.S.A. pour remédier à la dépression des années 1930. L'expérience Roosevelt et l'expérience du front populaire visaient toutes deux à accroitre le pouvoir d'achat des masses pour stimuler la demande et amorcer la reprise. S'il est difficile de porter un jugement sur tel ou tel aspect isolé de ces expériences, il semble que les tentatives visant à augmenter les salaires ont fait échec à la reprise dans la mesure où elles engendraient une hausse des prix de revient et du coût de la vie. Mais, il faut rechercher théoriquement quelles incidences sur le système économique tout entier peut avoir un accroissement du pouvoir d'achat des masses. La doctrine socialiste repose sur les liaisons suivantes: une hausse des salaires entraine une augmentation de la demande globale et celle-ci engendre un accroissement de l'emploi; il ne reste donc plus qu'à vérifier:

1° dans quelle mesure une hausse des salaires provoque un accroissement de la demande globale;

2° les effets généraux d'une hausse des salaires.

1. *Hausse des salaires et accroissement de la demande globale.*

Henry Ford soutint le premier la politique des hauts salaires; son opinion s'appuyait sur la démonstration suivante: dans une entreprise utilisant beaucoup d'outillage, la charge des frais fixes diminue lorsque s'accroit le volume de la production; autrement dit pour une production maxima, on obtient une réduction du prix de revient par unité produite. Tout accroissement des salaires stimulant la demande ouvrière tend à augmenter la production et à réduire la charge des frais gé-

néraux donc des prix de vente. Hausse des salaires et baisse des prix favorisent l'activité économique.

Ce raisonnement séduisant repose sur un postulat : la hausse des salaires entraîne une hausse de la demande ouvrière et de la production. Or c'est justement ce postulat qu'il s'agit de démontrer, toutes les théories de la sous-consommation visant à prouver que la hausse des revenus ne provoque pas un accroissement corrélatif de la consommation.

L'expérience Roosevelt et l'expérience française de 1939 s'écartent de la théorie de Ford dans la mesure où celui-ci visait la baisse des prix de revient et l'augmentation de la production. Il s'agissait simplement dans le cadre d'une crise dite « de surproduction » de stimuler la demande pour amorcer la reprise et résorber le chômage. Dans quelles proportions, les hausses de salaire ont-elles contribué à accroitre la demande globale ? La réponse à cette question est purement négative, car les instigateurs de la réforme n'avaient pas mesuré l'augmentation des couts et des prix qui en résulteraient. Une hausse des salaires gonfle en effet les revenus nominaux mais en même temps elle alourdit les coûts. Il se produit donc d'une part une augmentation de la demande nominale et d'autre part une hausse des prix. L'augmentation de la demande nominale favoriserait la reprise si elle n'était pas exactement compensée par la hausse des prix et s'il se produit une redistribution du revenu entre les différentes classes de la société, la demande globale reste invariable.

Ceci explique l'échec de la politique de 1936 en France : la demande globale n'avait pas augmenté car l'accroissement du pouvoir d'achat des ouvriers absorbait la diminution du pouvoir d'achat des détenteurs de revenus fixes provoquée par la hausse des prix. En outre, la hausse des salaires s'étant accompagnée d'une réduction du temps de travail, les chefs d'entreprise supportaient un alourdissement considérable de leurs prix de revient, alourdissement qu'une augmentation de la productivité ouvrière aurait pu seule compenser. Cette augmentation ne se produisit pas et la hausse des prix de vente déséquilibra par la suite le commerce extérieur.

Il est plus difficile de fournir une interprétation de l'action des hausses de salaires dans l'expérience Roosevelt; néanmoins, on peut affirmer que la reprise et l'augmentation de l'emploi ne furent pas consécutifs à la hausse des salaires, mais bien plutôt aux mesures d'organisation des marchés, à la politique de travaux publics et à la dévaluation du dollar.

2. Effets généraux d'une hausse des salaires.

Si une simple hausse des salaires ne parvient pas à modifier une position d'équilibre de sous-emploi, elle entraine en revanche d'importantes répercussions sur les revenus des différentes classes de la société et sur la politique monétaire.

L'accroissement du pouvoir d'achat des masses ouvrières ne stimule pas la demande globale mais elle augmente les revenus de la classe ouvrière au détriment des revenus des autres classes. Un simple calcul le démontre: pour une valeur de la production globale de 1.000 unités, les revenus des salariés sont de 600 et ceux des détenteurs d'autres revenus de 400. Pour une augmentation de pouvoir d'achat de 200, les revenus ouvriers passent à 800, les autres revenus restant à 400 pour un revenu total de 1.200. La production demeurant inchangée, les proportions respectives de la puissance d'achat respective des deux classes qui étaient auparavant de 18/30 et 12/30, deviennent 20/30 et 10/30 c'est-à-dire que 2/3 de la production totale des biens de consommation revient à la classe ouvrière (1).

D'autre part, au moment de la hausse des salaires les entrepreneurs doivent verser des sommes importantes qu'ils peuvent récupérer au moment de la vente de leurs produits. La crainte de ne pouvoir récupérer les sommes mises en circulation risque d'inciter certains entrepreneurs à arrêter ou à réduire leur production, d'autres puiseront sur leurs réserves et le plus grand nombre fera appel aux banques. Celles-ci dont les disponibilités ne sont pas illimitées se retourneront vers la banque d'émission.

De plus le déficit de la balance des comptes provoqué par le ralentissement des exportations entraine une crise des changes. La dévaluation devient alors nécessaire :

1° pour satisfaire la demande de monnaie de la part des banques et des entrepreneurs;

2° pour maintenir les exportations à un certain niveau car la hausse des prix intérieurs n'atteint jamais l'ampleur de la baisse de valeur de la monnaie sur le marché des changes.

(1) Le marché des biens de production est exclu de l'hypothèse.

3. *La Technocratie.*

Les thèses de la technocratie sont voisines des théories de la sous-consommation. Elles affirment « la misère au sein de l'abondance » et veulent démontrer qu'une meilleure organisation économique résoudrait le problème social. Il existerait une abondance virtuelle d'après laquelle, tous les besoins humains seraient satisfaits si les possibilités de la technique étaient utilisées; la vie économique offre un tableau misérable parce que le développement de la production lié à l'utilisation des machines, élimine la main d'œuvre; la plus grande partie des consommateurs étant salariés, l'utilisation des machines entraine la sous-consommation et la crise. D'où les remèdes préconisés par M. J. Duboin (1) : réduire le temps de travail pour donner de l'emploi à tous les ouvriers et augmenter les salaires pour distribuer du pouvoir d'achat. Ainsi s'ouvrirait l'ère de l'abondance.

Cette théorie séduisante se heurte pourtant à trois objections fondamentales qui réduisent sa portée :

1° si le chômage est lié au développement du machinisme il devient difficile de comprendre pourquoi le sous-emploi permanent date seulement de 1929;

2° les besoins des consommateurs étant illimités, les ouvriers éliminés de certains secteurs trouvent de l'emploi dans les secteurs complémentaires. Cette simple remarque illustre le fait que la population occidentale s'est considérablement accrue depuis l'avènement du machinisme et que dans l'ensemble elle a trouvé de l'emploi;

3° il n'est nullement démontré que tous les besoins pourraient être satisfaits par un emploi maximum des facteurs de production. Les statistiques des Brooking Institutions montrent que la marge inutilisée de la capacité de production américaine était de 20 % entre 1920 et 1930; un accroissement de la demande effective aurait pu vraisemblablement combler cette marge, mais il parait fantaisiste de prétendre satisfaire ainsi tous les besoins humains, en principe illimités sous peine d'arrêter net tout progrès économique.

(1) Jacques Duboin : *Egalité économique.* Paris, 1939.

II. Les salaires, l'épargne et l'investissement

Les théories simples du pouvoir d'achat n'ayant pas résolu le problème du déséquilibre certains auteurs ont essayé de faire intervenir d'autres éléments dans la détermination de la demande effective en particulier l'épargne et l'investissement. Pour les uns, la hausse des salaires stimulerait l'investissement, la demande effective et l'emploi; pour les autres l'égalité $R = C + E$ montre l'origine de la sous-consommation dans un excès d'épargne. Insensiblement, la théorie du capital s'introduisait pour expliquer les déséquilibres entre la production et la consommation.

1. *Hausse des salaires et investissements.*

L'origine de la théorie se trouverait dans un passage de Ricardo: « Les machines et la main d'œuvre sont en concurrence constante et les premières ne peuvent être utilisées si le prix du travail n'augmente pas ».

A contrario, il parait en résulter qu'une hausse des salaires favorise les investissements si les entrepreneurs trouvent plus de profit à employer du capital que du travail. Et lorsque les investissements se développent, l'emploi augmente pour deux raisons :

1° il se produit un appel de main d'œuvre dans les industries produisant des biens de production, appel susceptible de compenser la diminution d'emploi dû à la hausse des salaires dans les industries de biens de consommation;

2° par le jeu d'un multiplicateur (Kahn, Keynes) tout investissement additionnel augmente le revenu global et l'emploi; en outre une demande accrue de biens de consommation stimule à son tour l'emploi.

Cette thèse fort différente de la théorie originelle du pouvoir d'achat soulève de graves critiques. Tout entrepreneur a intérêt à employer les machines si le coût de la main d'œuvre s'élève mais il ne s'ensuit pas pour cela un développement des investissements. Ceux-ci se définissent par l'addition d'un équipement nouveau à l'équipement ancien, or la production d'un équipement exige de la main d'œuvre et la hause des salaires se répercutant sur le coût des biens intermédiaires ne rend pas leur usage plus avantageux. Une hausse des salaires, loin de stimuler les investissements risque au contraire de les

décourager car le taux d'intérêt s'élève à la suite d'une demande accrue des entrepreneurs qui ne peuvent faire face à des dépenses nouvelles avec leurs ressources propres. La marge de profit entre l'efficacité marginale du capital et le taux d'intérêt tend à disparaitre entrainant l'arrêt total des investissements. D'autre part, si la hausse des salaires n'augmente pas la demande globale, elle tend à diminuer la production des biens de consommation par suite de l'élimination des entreprises marginales; et comme la production des biens intermédiaires est directement commandée par celle des biens de consommation, ce deuxième fait agit également dans un sens défavorable aux investissements.

Ces conclusions se renforcent encore des analyses de von Hayek (1), les salaires agiraient sur l'investissement par l'intermédiaire des profits, et il distingue deux sortes de profits :

1° le taux interne de profit : pourcentage net du profit par an pour la totalité du capital;

2° la marge de profit obtenue par le capital chaque fois qu'il est réinvesti (rotation du capital) :

$$I = TM$$

I taux interne de profit;
T taux de rotation;
M marge de profit.

La hausse des salaires engendre une hausse des prix donc une hausse des marges de profit. Celle-ci entraine à son tour une hausse du taux interne de profit d'autant plus grande que le taux de rotation est plus élevé; ceux-ci correspondant au processus de production les plus directs et les moins longs, il en résulte qu'une hausse des salaires ne peut pas engendrer une augmentation des investissements. Toutefois il ne convient pas d'accorder une importance excessive aux conclusions d'Hayek dont le but principal reste d'étudier les effets d'une baisse des salaires réels sur les investissements.

2. *Une nouvelle théorie du pouvoir d'achat.*

Tout individu disposant d'un revenu doit choisir entre la consommation et l'épargne; il est alors légitime de poser l'égalité :

$$R = C + E$$

(1) F. von Hayek : « Profit, intérest et investment ». *Economica*, 1940.

Les précédentes théories de la sous-consommation faisaient seulement intervenir le facteur C à travers les hausses de salaire, mais ne fallait-il pas prendre en considération le facteur E dont les variations se répercutent sur la consommation et qui fournissent des éléments nouveaux à l'interprétation du déséquilibre. Moulton s'attache à cette étude dans les ouvrages de la Brooking Institution: « Formation of capital » (Hausse des salaires ou baisse des prix).

Il s'appuie sur des enquêtes statistiques de la production aux U.S.A. entre 1922 et 1929; il en résulterait que la capacité de production de ce pays dépasse en moyenne de 20 % sa production effective. Or, de 1922 à 1929 régnait aux U.S.A. la plus grande prospérité qu'on ait jamais connu: Moulton veut résoudre le paradoxe d'après lequel est maintenue cette sorte de sous-production alors que la demande potentielle serait sans limite: « On a observé que même pendant les périodes de prospérité, une partie de nos usines et de notre outillage restait inutilisée et qu'il existait un nombre considérable de chômeurs. Cette situation suggère naturellement l'idée d'un vice fondamental qui entraverait gravement la marche de la machine économique au moyen de laquelle les besoins matériels de la société sont satisfaits » (1).

L'origine du mal selon Moulton résiderait dans une mauvaise répartition entrainant un déséquilibre entre la capacité de production et la demande effective. En fait, il reprend les théories du pouvoir d'achat d'après une égalité nouvelle; celles-ci laissaient dans l'ombre le facteur épargne, Moulton lui donne au contraire un rôle essentiel dans les phénomènes de déséquilibre. Les classiques soutenaient l'égalité entre l'épargne et l'investissement, par conséquent l'équilibre entre la production de biens de production et la production de biens de consommation; Moulton avance que toute épargne ne correspond pas à un investissement et il découvre « une relation dynamique entre consommation et investissement, et même entre distribution du revenu national et investissement » (2).

La formule d'équilibre classique était instantanée, Moulton découvre dans l'évolution la source des disparités: l'épargne peut croitre aux dépens de la consommation mais il n'y a radicalement aucune raison de penser qu'elle sera investie si les entrepreneurs ne trouvent pas de perspectives de profit

(1) Moulton : *Hausse des salaires et baisse des prix*. Paris, 1939.

(2) R. Marjolin : « Distribution des revenus et équilibre économique », *R.E.P.*, 1937.

suffisantes; et ces perspectives risquent de diminuer avec baisse de la consommation: l'importance des investissements dépend donc des mouvements de celle-ci et non de l'accumulation de l'épargne.

L'origine du mal réside dans une mauvaise répartition : aux U.S.A. 2 % de la population forment les 2/3 de l'épargne. Lorsque les capitalistes ne peuvent découvrir des perspectives de profit dans de nouveaux processus productifs, ils dirigent leurs épargnes vers les banques ou vers les bourses de valeurs. Les banques peuvent réaliser des prêts d'investissement mais sur les bourses de valeur, les épargnes accumulées gonflent artificiellement les cours et provoquent des kracks qui détruisent les excédents d'épargne. Toute une portion du revenu national échapperait ainsi au circuit production-consommation et ce phénomène selon Moulton expliquerait pourquoi la production dans les pays capitalistes n'atteint jamais un maximum. Pour remédier à ce sous-emploi permanent il préconise une égalité plus grande de la production pour accroitre le pouvoir d'achat des masses et une baisse des prix des articles de consommation. La baisse des prix serait préférable à la hausse des salaires car elle accroitrait la capacité d'achat de toutes les couches de la population. Mais dans une économie dynamique les anticipations de profit se justifient par une tendance à la hausse des prix; prospérité et hausse des prix paraissent indissociables et les conclusions de Moulton éloignées de la réalité.

Malgré ces insuffisances, la théorie de Moulton a élargi l'interprétation des déséquilibres. L'épargne et l'investissement apparaissent désormais comme des éléments moteurs dans les fluctuations économiques. Mais les perturbations tiennent-elles à un quelconque régime politique et juridique ? Les doctrinaires de la sous-consommation ont proposé des formules plus ou moins radicales de politique économique ou de politique tout court sans retenir un seul instant que le capitalisme privé puisse réaliser le maximum de bien-être. En général, ils ne posent pas le problème de l'équilibre dans son ensemble et la dialectique marxiste reste une doctrine de l'évolution politique, économique et sociale. Il appartenait à J. M. Keynes de poser le problème économique dans sa généralité et de fournir des solutions à partir de données proprement économiques. Il déterminait ainsi les éléments d'une politique générale de lutte contre la sous-consommation et le chômage dans le cadre du capitalisme traditionnel.

SECTION II

LA DÉTERMINATION DE L'EMPLOI CHEZ J. M. KEYNES

Si la « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » débute par un chapitre intitulé: « Les postulats de l'économie classique » il s'agit moins dans l'esprit de Keynes de critiquer les idées traditionnelles que de les dépasser en délimitant avec précision leur champ d'application. La pensée keynésienne réalise ce dépassement par un retournement d'attitude fondamental vis-à-vis du problème économique; ce retournement qui constitue à proprement parler une révolution, s'allie à une conception nouvelle de la monnaie. Ces deux principes indissociables qui forment l'apport majeur et original de Keynes se mêlent étroitement dans la « General Theory » aux dernières découvertes de ses maitres et de ses contemporains.

Le retournement d'attitude de Keynes s'opère dans le temps; il consiste essentiellement à raisonner non plus sur un volume *donné* de richesses mais sur un volume *disponible*.

« La plupart des ouvrages relatifs à la théorie de la valeur et de la production ont surtout traité de la répartition entre les divers usages d'un volume donné de ressources employées et les conditions qui dans l'hypothèse où cette quantité de ressources est employée déterminent leur rémunération respective et les valeurs relatives de leurs produits. La question du volume des ressources disponibles... a souvent été traitée elle aussi d'une manière descriptive. Mais la théorie pure des facteurs qui déterminent l'emploi effectif des ressources disponibles a rarement fait l'objet d'un examen approfondi » (1).

Depuis Ricardo, la pensée économique se penchait sur un certain montant du revenu national et cherchait à déterminer d'après quelles lois ce revenu se partageait entre les facteurs

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*, page 26.

de production ; l'offre globale déterminait donc le niveau auquel se fixait l'offre globale et la demande globale. Keynes soutient au contraire que ce sont les variations de la demande globale qui fixent le niveau de l'offre globale et de la demande globale. Partant de l'égalité : Production = Consommation, les classiques et leurs successeurs (y compris Wicksell et von Hayek) cherchent à déterminer C en fonction de P correspondant au plein emploi des moyens de production ; lorsque Keynes affirme que l'offre globale dépend de la demande globale, il sous-entend que cette offre globale peut ne pas correspondre au plein emploi des moyens de production.

Cependant, Keynes ne s'attribue pas totalement le mérite de cette attitude nouvelle et il se découvre une ascendance chez les « économistes maudits » de la sous-consommation Malthus et K. Marx dont les idées avaient été reprises par Gesell et Douglas. Il s'agit d'ailleurs à ses yeux beaucoup moins de donner un prestige nouveau à une théorie ancienne que d'interpréter le monde réel par des moyens d'approche plus réalistes, et il dénonce le caractère éthique de la théorie classique : « Dans une société qui fonctionnerait conformément aux postulats classiques il y aurait évidemment une tendance naturelle à un emploi optimum des ressources productives... et il se peut que la théorie classique décrive la manière dont nous aimerions que notre économie se comportat, mais supposer qu'elle se comporte réellement ainsi, c'est supposer toutes les difficultés résolues » (1).

Si toutefois l'attitude parait nouvelle, les éléments de la construction le sont beaucoup moins. Cette attitude entraine en effet l'intégration du temps et de la monnaie avec leurs particularités propres dans la « General Theory ». Keynes reprend ou prolonge alors les analyses de Wicksell, de Myrdal et de tous ses contemporains. Mais une place particulière doit lui être réservée car il a non seulement regroupé des éléments épars qui n'avaient par eux-mêmes de signification propre, mais encore il a proposé l'explication la plus complète que nous possédions d'un certain stade de l'évolution économique en régime de capitalisme privé. Certes sa conception de la monnaie, ses idées sur l'intérêt et l'épargne ne sont point à l'abri de la critique mais la construction reste si homogène que les liens d'interdépendance favorisent presque toutes les analyses nouvelles. La pensée keynésienne fournit d'une part

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*

une vue d'ensemble du mécanisme de la vie économique et de l'équilibre à l'intérieur de la période, d'autre part elle constitue à la fois un point d'arrivée et un point de départ dans l'évolution des théories économiques. C'est de ce double point de vue que sera conduite la présente étude sur la détermination de l'emploi chez J. M. Keynes.

Chapitre I

LES ÉGALITÉS FONDAMENTALES

I. Offre globale et demande globale

L'étude des relations entre l'offre globale et la demande globale reste à travers tous les détails de la « General Theory » la préoccupation majeure de Keynes: ses analyses se situent donc presque exclusivement sur le plan macrocosmique. D'après lui, le revenu total de la communauté est égal au revenu des facteurs de production (coût de facteur) augmenté du profit de l'entrepreneur et « le prix de l'offre globale de la production résultant d'un certain volume d'emploi est le produit (revenu global d'un certain volume d'emploi) attendu qui est juste suffisant pour qu'aux yeux des entrepreneurs, il vaille la peine d'offrir ce volume d'emploi » (1).

D'où la fonction de l'offre globale :

$$Z = \varphi(N)$$

Z étant le prix de l'offre globale résultant de l'emploi de N personnes.

Et la fonction de la demande globale s'écrirait :

$$D = F(N)$$

D étant le produit que les entrepreneurs espèrent tirer de l'emploi de N personnes.

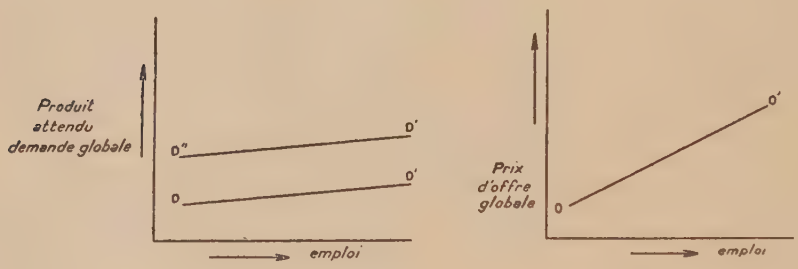
L'offre globale serait alors l'offre de tous les entrepreneurs pendant une période p évaluée par anticipation à l'instant T et la demande globale, la demande de tous les sujets économiques pendant une période p évaluée par anticipation à l'instant T.

(1) J. M. Keynes : *Théorie générale,* page 45.

D et Z varient donc pour différentes valeurs de N et N se fixe au point d'intersection de la courbe de l'offre globale et de la demande globale. Et la demande effective est définie comme « le montant du profit attendu D au point de la courbe de la demande globale où elle est coupée par celle de l'offre globale ».

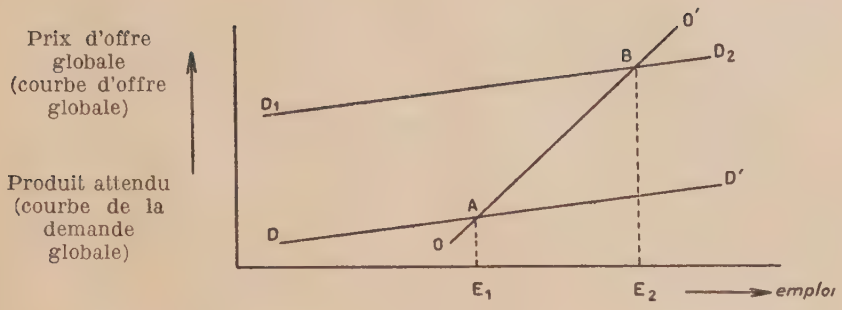
La proposition classique sur l'égalité nécessaire de l'offre globale et de la demande globale se restreint donc à ce point particulier puisqu'en dehors de ce point les courbes ne se confondent pas. En d'autres termes, étant donné une offre globale Z résultant de l'emploi de N personnes, il n'en résulte pas une demande globale de la même valeur. M. F. Perroux dresse des graphiques révélateurs de cette situation.

D'une part, pour un volume d'emploi donné, il existe plusieurs courbes de la demande globale fonction du rapport de ses composantes propres (propension à consommer, incitation à investir) ; d'autre part, pour ce volume d'emploi, il n'existe qu'un seul prix d'offre globale auquel les entrepreneurs peuvent offrir leur production. De là (1) :

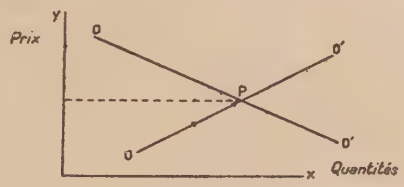


A un instant T, les entrepreneurs déterminent par anticipation la consommation et l'investissement de la communauté, prévoyant ainsi la courbe de la demande globale. Celle-ci rencontre la courbe d'offre globale en un point P et la position de ce point P fixe l'emploi. Entre la demande effective et l'emploi s'établissent donc des liens étroits d'interdépendance.

(1) François Perroux : « Histoire des doctrines économiques contemporaines ». *Cours de l'Institut d'Etudes Politiques*, pages 9-10.



Comparant ces courbes aux courbes d'équilibre d'A. Marshall et des néo-classiques, il se dégagerait selon M. Perroux trois différences principales :



1° le prix d'équilibre est un prix instantané, dans les courbes keynésiennes, ce sont des produits évalués par anticipation;

2° ce qui est porté sur l'axe des X c'est l'emploi et non les quantités offertes;

3° ce qui est porté sur l'axe des Y, c'est une offre globale exprimée au prix d'offre globale et une demande globale qui du point de vue des entrepreneurs figure la demande attendue et non un prix.

Dans la théorie de l'emploi la courbe d'offre et la courbe de la demande sont toutes les deux ascendantes, et en leur point d'intersection l'offre globale s'égalise à la demande globale.

Mais ce qui sépare le plus profondément la théorie classique de la « General Theory », c'est que l'une raisonne à l'échelle macrocosmique et l'autre à l'échelle microcosmique. Un équilibre de prix ne peut être que la coordination d'une multitude d'équilibres partiels et la notion du niveau général des prix reste fort discutable; un équilibre d'emploi au contraire ne saurait résulter d'un équilbre partiel (comme le supposaient les classiques) mais seulement d'un équilibre global formulé en termes de quantités globales. Dans le premier cas, l'équilibre

général reste un résultat des équilibres partiels, dans l'autre il s'établit directement en fonction d'un certain nombre d'éléments privilégiés évalués par quantités globales.

L'équilibre d'emploi tend à s'établir entre ces éléments privilégiés lorsqu'il n'existe plus aucun chômage involontaire.

« Le plein emploi (full employment) étant une situation telle que les facteurs de production désireux de travailler soient tous employés. Elle se caractérise par le fait que l'augmentation de la demande effective ne s'accompagne d'aucun accroissement des volumes de la production et de l'emploi » (1).

Or, la fonction de l'offre globale et la fonction de la demande globale s'établissent par rapport à N :

$$Z = \varphi(N) \qquad D = F(N)$$

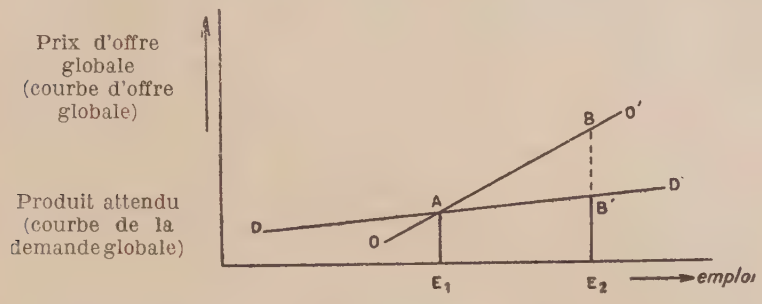
et le volume de l'emploi se fixe à l'intersection de deux courbes *ascendantes*. La théorie néo-classique de l'emploi postulait qu'étant donné une offre Z correspondant au plein emploi des facteurs de production, la demande D s'y ajustait pour toutes les valeurs de N; Keynes précise: « La théorie classique suppose que le prix de la demande globale (ou produit) s'ajuste toujours au prix de l'offre globale de manière que, quel que soit le volume de l'emploi N, le produit D prenne une valeur égale au prix de l'offre globale Z correspondant à N » (2).

L'emploi reste seulement une fonction de la désutilité du salaire réel et ne présente aucun rapport direct avec l'offre ou la demande globale. Keynes détruit cette conception sans préciser pourtant le paradoxe qui conduisait les néo-classiques à déterminer une notion globale par un facteur appartenant au plan microcosmique. Chaque analyse de la « General Theory » lutte implicitement contre ce paradoxe en se donnant pour seule justification une meilleure concordance avec la réalité.

En outre Keynes révolutionne la pensée traditionnelle lorsqu'il affirme que c'est la demande globale qui détermine le niveau auquel se fixe l'offre globale et la demande globale; les conséquences de ce retournement d'attitude seront fondamentales: à chaque courbe de la demande globale peut alors correspondre une courbe de l'offre globale, situation inconcevable pour la théorie classique qui recherche à partir d'une offre donnée, un équilibre partiel et instantané sur un marché donné; ici, l'offre globale et la demande globale se fixent d'après les anticipations des entrepreneurs à l'instant T pour une pé-

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*, page 404.
(2) *Id.*, page 48.

riode de temps P (anticipation *ex ante*) ; la demande globale d'aujourd'hui fixe le niveau de l'offre globale anticipée. L'action et les réactions des facteurs ne se font pas sentir à un moment donné, elles interviennent dans chaque période pour fixer la courbe de la demande globale. Et il n'y a désormais aucune raison de penser que cette courbe puisse prendre une position telle que la demande effective résultant de son intersection avec la courbe d'offre globale, corresponde forcément à une situation de plein emploi.



Pour une certaine position de la courbe de la demande globale DD', la demande effective se fixe au point A d'intersection avec la courbe de l'offre globale et elle correspond à l'emploi E_1. Pour une autre position de la courbe de la demande D_1D_2, la demande effective se fixe au point B correspondant au plein emploi E_2. D'après ce graphique, il n'y a qu'une seule position de la courbe de la demande globale qui corresponde au plein emploi et des positions d'équilibre de sous emploi peuvent très bien se perpétuer.

« C'est seulement dans un cas spécial que la demande effective se trouve associée au plein emploi; et pour que ce cas se réalise, il faut qu'il y ait entre la propension à consommer et l'incitation à investir une relation particulière. Cette relation particulière est, en un certain sens une relation optimum » (1).

M. F. Perroux (2) ajoute deux remarques :

1° en E_1 le plein emploi n'est pas réalisé; or si une position d'équilibre est obtenue, c'est que la production marginale est égale à la désutilité marginale du travail. Il devrait y avoir chômage volontaire; en réalité les travailleurs accepteraient de travailler au salaire pratiqué et même à un salaire inférieur;

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*, page 50.
(2) F. Perroux, cours cité. *Histoire des doctrines économiques contemporaines*, page 12.

2° de E_1 à E_2 l'emploi augmente, mais la cause véritable de cet accroissement ne vient pas d'une baisse de la désutilité marginale du travail, mais de la hausse de la demande effective provoquée par un gonflement du revenu global.

En définitive, nous constatons qu'il existe des corrélations étroites entre trois données macrocosmiques: offre globale, demande globale et emploi; la demande globale reste l'élément moteur, l'offre globale et l'emploi étant subordonnés. Enfin, puisque la demande globale détermine l'offre globale il n'y a pas de raison pour penser qu'elle s'y ajuste automatiquement; seule une relation optima entre ces deux données réalise le plein emploi.

II. La détermination des égalités fondamentales

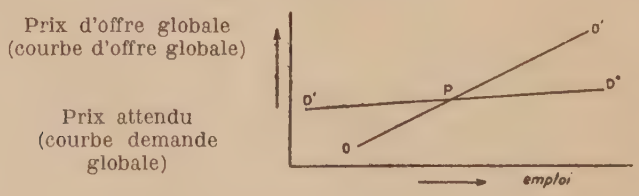
Le point d'intersection des deux courbes définies auparavant :

$$Z = \varphi(N)$$
$$D = F(N)$$

fixe la demande effective: la projection de ce point sur l'axe des X fixe l'emploi.

« La demande effective est le revenu global y compris les revenus destinés aux autres facteurs de production que les entrepreneurs espèrent tirer du volume d'emploi courant qu'ils décident de donner » (1).

Autrement dit, elle constitue la valeur de la fonction de la demande globale qui devient une réalité parce que, compte tenu des conditions de l'offre elle correspond au niveau de l'emploi qui porte à son maximum l'espoir de profit des entrepreneurs. Toute étude des variations de l'emploi se fonde donc sur l'étude des variations de la demande effective. Pour la commodité de l'exposé nous reprendrons le schéma des courbes d'offre globale et de demande globale.



(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*, page 74.

Une constatation préliminaire s'en dégage: les deux courbes sont ascendantes mais leur pente affecte des proportions différentes. Si on suppose que l'emploi augmente, l'offre et la demande globales augmenteront aussi mais dans des proportions différentes car l'offre globale ou revenu réel de la commande croit plus vite que la demande globale. Il en résulte qu'au point A, la demande effective correspond à l'emploi E_1 mais que le plein emploi n'est réalisé qu'en E_2. En ce point, l'offre globale se fixerait en B et la demande globale en B_1 : le déséquilibre entre les deux quantités globales ne pourrait être rétabli que par une chute de l'emploi en E_1. Là un équilibre de sous-emploi s'établirait de manière permanente conclusion radicalement contraire à la théorie classique. Comment Keynes interprète-t-il ce phénomène ?

D'après lui, l'augmentation de l'emploi provoque un gonflement du revenu global mais en vertu de la propension à consommer (loi psychologique de la consommation) pour une augmentation X du revenu réel global, la dépense de consommation D augmente aussi dans une mesure moindre que l'augmentation de la demande effective. Les classiques n'avaient jamais pris en considération cette loi psychologique et n'imaginaient aucun obstacle à une hausse de la consommation parallèle à la hausse du revenu réel. Les pentes inégales des courbes traduisent le phénomène : pour un emploi E_1, le revenu réel coïncide avec la demande effective en A; pour un autre emploi E_2 le revenu réel ne correspond plus à la demande effective et l'offre globale dépasse la demande globale, ce déséquilibre s'inscrivant dans l'écart entre B et B'. La situation s'avère intenable pour les entrepreneurs et le retour à l'équilibre s'opère par une diminution de l'emploi de E_2 E_1.

Si nous supposons que E_2 correspond au plein emploi et qu'en E_1 toute la main-d'œuvre désireuse de travailler ne trouve pas à s'employer la preuve du sous-emploi permanent est faite.

Tout l'effort de Keynes vise :

1° à prouver théoriquement l'existence d'une position permanente d'équilibre de sous-emploi;

2° à trouver les solutions théoriques capables de remédier à une telle situation.

Sur le schéma, la seconde de ces propositions viserait à donner une nouvelle position de la demande effective correspondant à E_2 et à faire disparaître en ce point l'excès du revenu de la communauté sur la consommation courante : cet excès de revenu doit être absorbé par un nouvel élément : l'investissement courant :

« Pour qu'un certain volume d'emploi soit justifié, il faut donc qu'il existe un certain montant d'investissement courant suffisant pour absorber l'excès de la production totale sur la fraction de la production que la communauté désire consommer lorsque l'emploi se trouve à ce niveau » (1).

L'investissement doit être ici provisoirement défini : il correspond à l'équipement en capital de la communauté, c'est-à-dire à une consommation différée.

« Le montant de l'investissement courant dépend lui-même de ce que nous appelons l'incitation à investir et l'incitation à investir dépend de l'efficacité marginale du capital et du taux d'intérêt » (2).

Sans pousser plus avant l'étude de l'investissement, il faut remarquer qu'il détermine l'emploi à partir d'une valeur donnée de la propension à consommer de la communauté. La théorie néo-classique de l'emploi disparaît puisque le volume de l'emploi se fixe indépendamment du salaire réel. Quelques propositions éclairent ces mécanismes de la théorie générale.

1° le revenu global dépend du volume de l'emploi N;

2° l'emploi dépend de la demande effective D anticipée par les entrepreneurs; celle-ci est la somme de deux quantités :

D_1 montant anticipé de la consommation,

D_2 montant anticipé de l'investissement;

3° $D_1 + D_2 = D = \varphi(N)$, car la demande effective est un point de la courbe d'offre globale. De plus D_1 est fonction de N

$$D_1 = X(N),$$

d'où :

$$\varphi(N) - X(N) = D_2;$$

4° l'équilibre d'emploi dépend donc :

de la fonction d'offre globale,

de la propension à consommer,

du montant de l'investissement.

On peut alors poser les égalités fondamentales de l'équilibre keynésien :

$$R = C + I \qquad R - C = I$$

$$R = C + E \qquad R - C = E$$

R = revenu global de la communauté,

C = consommation globale,

E = épargne globale,

I = investissement global.

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*, page 49.

(2) *Id.*, page 49.

La première égalité exprime la formation des revenus à partir de la production capitaliste, la seconde l'utilisation de ces revenus. Toutes sont formulées en termes macrocosmiques et prouvent par définition l'égalité de l'épargne et de l'investissement.

Ces égalités rendent compte des caractères originaux de la production moderne : les termes E et I se comprennent en effet seulement dans un régime où coexistent :

1° l'emploi de moyens détournés de production;

2° l'emploi généralisé de la monnaie.

Ces deux facteurs permettent en outre d'introduire le temps dans l'analyse économique, et par là de rendre compte du déséquilibre.

A. — L'équilibre classique étudie de manière microcosmique et atomiste toutes les liaisons économiques et l'équilibre général résulte de la juxtaposition d'équilibres partiels autour de la notion centrale du prix. La formule P =-C exprimée par la loi de l'offre et de la demande ne faisait même pas l'objet d'une étude spéciale car elle résultait de la nature des choses et d'une conception nullificatrice de la monnaie. De là l'impossibilité de concevoir un déséquilibre entre les termes d'une égalité posée en termes réels : la valeur de la production distribuée sous forme de revenus est « rachetée » par la masse des consommateurs. Désormais pour une valeur croissante de la production, la consommation se fixe à un niveau sensiblement inférieur et si l'écart entre P et C n'est pas comblé, une consommation insuffisante contracte le revenu et l'emploi. Mais, à la différence des théories du pouvoir d'achat qui visent à relever les salaires pour retrouver l'équilibre, il faudra agir ici sur l'investissement. Si l'emploi de moyens détournés de production ne modifie pas l'égalité abstraite offre-demande, production-consommation, elle en transforme le sens dans la période puisque toute production se déroule dans le temps. L'adjonction d'un troisième terme à l'égalité met en lumière le caractère fondamentalement hétérogène de la demande : d'une part elle s'établit en fonction des goûts, des appréciations subjectives, etc... groupés par Keynes dans la propension à consommer, d'autre part, elle dépend de facteurs objectifs relatifs aux perspectives de profit que l'investissement paraît susceptible d'apporter c'est-à-dire l'incitation à investir.

B. — Si la formule keynésienne fournit une interprétation plus précise de déséquilibre d'une économie capitaliste, elle

permet d'introduire le temps dans les schémas d'équilibre et ceci à trois points de vue :

a) lorsqu'elle définit offre et demande globale : offre de tous les entrepreneurs pendant une période p évaluée par anticipation à l'instant T, et demande de tous les sujets économiques pendant une période p évaluée par anticipation à l'instant T, offre et demande globale deviennent des facteurs potentiels qui s'actualisent au point d'intersection de leurs courbes représentatives;

b) lorsqu'elle introduit le facteur I dans les égalités fondamentales, celui-ci par sa nature même suppose une période plus ou moins longue nécessaire à la production du capital; un équilibre entre les divers facteurs ne peut plus être instantané;

c) lorsqu'elle fait une place au facteur monétaire : en effet l'égalité $R = C + I$ par exemple peut se comprendre en termes réels mais en fait le marché du capital postule l'existence de la monnaie. Sur ce point, Keynes dépasse la théorie traditionnelle de l'intérêt en imaginant hardiment la possibilité d'une préférence pour la liquidité.

Ces remarques montrent l'importance du facteur I qui permet d'interpréter les déséquilibres possibles et qui contient les incidences temporelles les plus importantes de la théorie générale.

Néanmoins celle-ci reste une théorie de la courte période et nous verrons ultérieurement que cette conception restreint considérablement les possibilités d'intégration du temps à l'intérieur de la théorie économique.

Chapitre II

LE REVENU ET L'EMPLOI

I. — La définition du revenu

Il faut noter au départ que J. M. Keynes raisonne sur le revenu national; les études de A. C. Pigou étaient axées sur le dividende national et celles de J. M. Keynes ne donnent aucun éclaircissement sur les problèmes internationaux excepté dans la mesure où les égalités fondamentales s'appliquent au capitalisme en général.

Pour définir le revenu, Keynes utilise trois quantités globales, soit :

A. — Vente des entrepreneurs aux consommateurs et aux autres entrepreneurs;

B. — Achat de produits finis aux autres entrepreneurs;

C. — Equipement en capital à la fin de la période.

Pour obtenir le revenu, il suffit alors de trouver une méthode satisfaisante « pour déduire de la valeur A + G — B, une certaine somme représentant la partie de cette valeur qui a été fournie par l'équipement transmis à la fin de la période précédente » (1).

Pour ce faire, il existe deux définitions : l'une relative au revenu brut et l'autre au revenu net.

A. *Le revenu brut.*

Keynes distingue d'abord le coût d'usage et le coût de facteur.

Le coût de facteur est le montant que l'entrepreneur a payé aux autres facteurs de la production en échange de leurs services.

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*, page 71.

Le coût d'usage (user cost) est la diminution de valeur subie par l'équipement au cours de la période considérée du fait de sa participation à la production.

Keynes qui consacre de longs développements au coût d'usage lui donne comme formule (1) :

$$(G' - B') - (G - B);$$

B montant des achats faits aux autres entrepreneurs;

G valeur effective de l'équipement en capital à la fin de la période;

$G' - B'$ valeur maximum qu'il aurait été possible de conserver à l'équipement provenant de la période antérieure s'il n'avait pas été utilisé à produire A.

Pour déterminer G' et B', on suppose que l'équipement aurait pu ne pas être utilisé; il aurait alors fallu dépenser une somme B' pour l'entretenir et à la fin de la période il aurait eu une valeur G'.

Par définition :

$$I = S\,(B - U);$$

si $B = 0$,

$$I = -U$$

$$I = G - (G' - B').$$

La quantité $G - (G' - B')$ représente donc l'investissement c'est-à-dire l'excédent de la valeur actuelle de l'équipement sur la valeur qu'il aurait eu s'il n'avait pas été utilisé (dans un système intégré).

Toujours d'après Keynes, le coût d'usage U de la production A est égal à $B - I$:

« Une partie des achats faits aux autres entrepreneurs est balancée par les valeurs de l'investissement courant qu'il a réalisé dans son propre équipement et le surplus représente le sacrifice que lui a coûté la production de richesses vendues en sus de la somme totale payée aux facteurs de production » (2).

Supposons $B = 0$, l'entrepreneur doit se suffire à lui-même (cas de l'intégration) et le coût d'usage est égal à $-I$ c'est-à-dire au désinvestissement courant entraîné par la production.

Après avoir défini le coût d'usage U et le coût de facteur F de la production A, Keynes appelle coût premier de A, la somme des deux coûts $F + U$. Le revenu de l'entrepreneur que représente la différence entre le prix de vente et le prix de revient

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.* page 85.
(2) *Id.*, page 72.

provient de l'excès de la valeur des produits vendus sur le coût premier A — (F + U). Le revenu des autres facteurs de la production étant égal à F, le revenu total de la communauté égal aux revenus des facteurs de la production plus le revenu des entrepreneurs se fixe d'après l'égalité :

$$A - (F + U) + F,$$

c'est-à-dire :

A — U différence entre la production globale et le coût d'usage.

Keynes ajoute 2 remarques à cette définition :

1° le revenu et l'emploi varient parallèlement et ils sont des variables dépendantes du système. En effet si le revenu de l'entrepreneur est R = A — (F + U), pour obtenir le plus grand profit celui-ci recherche la plus grande valeur de la production compatible avec l'emploi. L'emploi agit donc sur le revenu et inversement, celui-ci agit sur l'emploi; ces relations se traduisent par le volume de la demande effective : « la demande effective est la valeur de la fonction de la demande globale qui devient une réalité parce que *compte tenu des conditions* de l'*offre* elle correspond au niveau de l'emploi qui porte à son maximum l'espoir de profit des entrepreneurs » (1);

2° le revenu est égal à la somme de la consommation et de l'investissement :

$$\text{consommation globale} = S\,(A - B),$$
$$\text{investissement global} = S\,(B - U);$$

« U étant l'investissement et — U le désinvestissement réalisé par chaque entrepreneur dans son propre équipement à l'exclusion de ce qu'il achète aux autres entrepreneurs » (2).

Nous retrouvons l'égalité fondamentale :

Revenu global = S (A — U) précédemment défini

S (A — U) = consommation globale + investissement global

Revenu global = C + I.

B. *Le revenu net.*

Le revenu global S (A — U) ne comprend pas la dépréciation habituelle et volontaire de l'équipement due à la désuétude ou aux circonstances économiques. Cette dépréciation aux yeux de Keynes se distingue de la perte accidentelle ou imprévisible car celle-ci est presque toujours imputée au capital tandis que la perte prévisible est imputée au revenu brut. Cette dépréciа-

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*, page 74.
(2) *Id.*, page 73.

tion joue alors le rôle d'un coût, elle déprime le revenu des entrepreneurs et agit sur leur propension à consommer « le coût supplémentaire est la diminution de valeur de l'équipement qui ne dépend pas de la volonté de l'entrepreneur mais que celui-ci peut prévoir; c'est l'excès de la dépréciation attendue sur le coût d'usage ».

Soit V le coût supplémentaire;
Profit brut : $R = A - (F + U + V)$;
Revenu net global : $= A - U - V$.

Le coût de risque qui résulte des pertes imprévisibles serait imputé par les entrepreneurs sur leur capital; pour justifier cette méthode parfaitement arbitraire, Keynes fixe le niveau du coût supplémentaire en fonction du dividende des sociétés et du montant de la consommation courante des individus, c'est-à-dire d'après les notions essentiellement relatives aux goûts et aux habitudes. D'ailleurs en cas de doute « il vaut mieux » imputer une perte imprévisible au compte capital. Ensuite, reprenant, sans ironie aucune, les définitions d'A. Marshall (évaluations fiscales) et de A. C. Pigou (Dividende national des economics of Welfare), Keynes avoue que : « le revenu net n'est pas une notion bien tranchée » et il décide de raisonner dans la « Théorie Générale » sur le revenu brut, « qui est le concept intervenant dans les décisions relatives à la production courante et qui est exempt de toute ambiguïté » (1).

Du reste, il ne faut pas perdre de vue que la théorie générale reste une théorie de la courte période. En courte période, on peut négliger le coût supplémentaire et poser que le prix d'offre est égal à la somme du coût de facteur marginal et du coût d'usage marginal. En longue période (où le volume de l'équipement peut changer sensiblement), il faut rajouter le coût supplémentaire et le coût de risque « destiné à couvrir les différences qui peuvent apparaître pour des causes inconnues entre le produit prévu et le produit effectif » (2).

Ainsi, dans la courte période, le prix d'offre s'identifie au coût de facteur marginal : le coût d'usage marginal et le coût supplémentaire ou le coût de risque ne peuvent figurer dans les évaluations.

C. *Le calcul du revenu.*

Pigou définit le Dividende national comme « le fonds social où tout produit est apporté et d'où tout revenu est issu; il me-

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*, page 79.
(2) *Id.*, page 87.

sure le revenu réel de la communauté ». J. M. Keynes critique violemment ce genre de mesure quantitative qui exclut les variations de valeur nominale des produits et comprend sous une seule rubrique des notions hétérogènes; il juge que des notions telles que la production globale ou le niveau général des prix demeurent purement théoriques et sans rapport avec la vie économique réelle. Aussi, il n'utilise dans la « Théorie Générale » que deux unités fondamentales de quantité :

1° les quantités de valeur monétaire;

2° les quantités d'emploi :

uinté d'emploi : emploi pendant une heure d'une unité de main-d'œuvre ordinaire;

unité de travail : unité dans laquelle la quantité d'emploi est mesurée;

unité de salaire : salaire normal de l'unité de travail;

d'où : $E = N.S.$
$E =$ somme des salaires
$N =$ quantité d'emploi
$S =$ unité de salaires.

Les variations de la production seront donc évaluées en quantités d'emploi appliquées à l'équipement existant.

La courbe de l'offre globale peut-être établie à l'aide de ces unités. Sa fonction s'écrit :

$$Z = \varphi(N)$$

$Z =$ produit attendu pour que les entrepreneurs fournissent l'emploi N;

d'autre part :

$$Q = \psi(N)$$

$Q =$ production provenant de l'emploi N.
Soit U (N) le coût d'usage on peut écrire la fonction de la courbe ordinaire de l'offre :

$$p = \frac{Z + U(N)}{Q}$$

$$p = \frac{\varphi(N) + U(N)}{\psi(N)}$$

Il s'agit d'éliminer Q qui n'a de sens que pour une richesse homogène et le remplacer par une fonction de N, car, dans tous les cas, on peut évaluer N qui est une quantité numérique.

II. — La fonction du revenu

La théorie néo-classique posait le revenu comme une donnée pour en déduire les lois de la répartition ; comme la théorie générale traite des ressources disponibles, elle recherche les conséquences des modifications du volume des ressources sur l'emploi. Dans cette étude Keynes considère certains facteurs privilégiés et donne un rôle stratégique au volume de la demande globale qui agit sur l'emploi déterminé par l'intersection des courbes de l'offre globale et de la demande globale.

Emploi et revenu global sont liés entre eux par une relation réversible ; mais il faut distinguer le revenu global distribué et le revenu global employé, c'est-à-dire considérer le revenu tantôt sous l'angle du producteur, tantôt sous l'angle du consommateur. Supposons une hausse de la demande globale, les entrepreneurs vont augmenter la quantité d'emploi appliquée à leur équipement et le revenu global distribué augmente ; en revanche, si le revenu global utilisé augmente, l'emploi se fixe à un niveau plus élevé. Des liens d'interdépendance s'établissent donc entre l'emploi et le revenu global suivant les variations de la demande globale dans le temps. Comme le but de la théorie générale reste d'établir les fonctions qui gouvernent l'emploi, les actions et réactions du revenu global, de la demande effective et de l'emploi forment l'essentiel des analyses keynésiennes.

Le problème majeur se pose en ces termes : le plein emploi correspond-il à tous les volumes du revenu global ? Keynes décrit le plein emploi comme une situation telle que les facteurs de production désireux de travailler soient tous employés. Elle se caractérise par le fait que l'augmentation de la demande effective ne s'accompagne d'aucun accroissement du volume de la production et de l'emploi. Son meilleur critère est une élasticité de l'offre égale à 0.

La théorie classique suppose le problème du plein emploi résolu à tout moment et elle étudie les lois de la distribution dans cette position d'équilibre optimum.

Si le revenu global n'est pas une quantité immuable et si le plein emploi ne se réalise pas pour tous les niveaux de revenu global, peut-on concevoir des positions permanentes d'équilibre de sous-emploi ? Keynes qui recherche avant tout l'analyse du réel, constate qu'il s'est établi en Angleterre entre 1925 et 1933 un équilibre de sous-emploi dont il veut démontrer

théoriquement la possibilité. Les classiques ne l'avaient jamais admis pour deux raisons :

1° il n'existerait qu'une seule position d'équilibre économique correspondant à l'égalisation des coûts marginaux et des revenus marginaux;

2° cette position d'équilibre se confond avec l'équilibre idéal, et, comme elle est unique, elle est aussi la meilleure.

La démonstration de Keynes sur l'équilibre général s'appuie essentiellement sur la loi psychologique de la propension à consommer qui établit une relation entre les fluctuations du revenu global et les variations corrélatives de la consommation.

M. F. Perroux fournit un tableau qui illustre ce phénomène (1).

TABLEAU DES RÉSULTATS GLOBAUX ATTENDUS PAR L'ENSEMBLE DES FIRMES

Revenus distribués	Produit de la vente de biens de consommation	Investissement additionnel
18	16	2
19	17	2
20	18	2
21	19	2
22	20	2

TABLEAU DE LA PROPENSION A LA CONSOMMATION DANS L'ÉCONOMIE

Revenus distribués	Achats de biens de consommation	Epargne
18	17	1
19	17,5	1,5
20	18	2
21	18,5	2,5
22	19	3

Le premier volet des résultats globaux attendus décrit les combinaisons que les entrepreneurs supputent; par hypothèse l'investissement reste constant : si le montant du revenu global augmente d'une unité, les entrepreneurs prétendent donc à une vente accrue de biens de consommation. Le second volet décrit le comportement réel de l'économie tel que Keynes l'imagine : toutes les fois que le revenu distribué augmente d'une unité, l'achat de biens de consommation augmente aussi mais dans une proportion plus petite tandis que l'épargne s'accroît.

L'ensemble traduit le phénomène bien connu qui veut que les conditions de l'offre soient objectivement déterminées, tandis que les conditions de la demande obéissent à des compo-

(1) François Perroux, cours cité. *Institut d'Etudes Politiques*, p. 25.

santes psychologiques difficiles à déterminer dans une étude scientifique. Il n'existe donc qu'une seule position d'équilibre entre les prévisions des entrepreneurs et l'état réel de l'économie mais rien ne prouve que le montant du revenu ainsi défini corresponde au plein emploi; il peut très bien au contraire correspondre à une position d'équilibre de sous-emploi permanent; pour modifier son volume, il faut agir sur les facteurs qui commandent la consommation et l'investissement; parmi ceux-ci, c'est l'investissement qui joue un rôle essentiel, l'emploi et l'investissement sont des variables dépendantes de l'équilibre keynésien.

Chapitre III

LA DEMANDE EFFECTIVE

Keynes en donne la définition suivante : « elle est le montant du produit attendu, au point de la courbe de la demande globale où elle est coupée par la courbe de l'offre globale. En d'autres termes, elle est la somme des dépenses de consommation et des dépenses d'investissement telles que les entrepreneurs les prévoient quand ils fixent le volume de l'emploi. La demande effective a la nature d'une commande ou d'une dépense et ne doit pas être confondue avec la demande potentielle qui intervient dans la loi de l'offre et de la demande. De plus elle est une demande attendue et par là elle se distingue du revenu » (1).

Toutes les analyses de la théorie générale visent à démontrer la possibilité d'un équilibre de sous-emploi en fonction d'un volume insuffisant du revenu global. Celui-ci par définition est égal à la demande effective, c'est-à-dire à la somme des dépenses de consommation et des dépenses d'investissement. L'étude de la demande effective revient donc à chercher en fonction de quels facteurs subjectifs ou objectifs se fixent les montants respectifs de ces dépenses.

I. — La propension à consommer

La fonction de la demande globale a été établie d'après le montant de l'emploi et d'après le volume du produit attendu; celui-ci se composant de deux éléments : la consommation et l'investissement, Keynes énonce la loi psychologique qui gouverne la première : la propension à consommer. Elle s'exprime par « la relation fonctionnelle X entre R_s c'est-à-dire un montant donné du revenu mesuré en unités de salaires et C_s c'est-

(1) J. M. Keynes : *Op. cit*, page 400.

à-dire la dépense de consommation engendrée par le revenu si bien que :

$$C_s = X\,(R_s).$$

Ainsi lorsqu'il se produit un accroissement du revenu, les dépenses de consommation s'accroissent également mais pas d'un montant égal en valeur absolue $\frac{dC_s}{dR_s}$ est positif et inférieur à l'unité.

La proposition inverse est également vraie : si le revenu se contracte, les dépenses de consommation ne baissent pas du même montant. Cette dernière remarque justifie l'équilibre de sous-emploi : une contraction du revenu entraîne une contraction de la consommation et indirectement une baisse des investissements. Théoriquement l'emploi devrait tomber à 0 si les mouvements de la consommation faisaient preuve d'une élasticité égale aux mouvements du revenu global; mais l'équilibre de sous-emploi est spontané car l'évolution naturelle ne conduit ni au chômage intégral ni au plein emploi.

D'autre part, la consommation ne varie pas en fonction du revenu brut mais du revenu net; la différence entre les deux provient de la déduction du coût supplémentaire V sur le revenu brut :

Revenu net global : A — U — V;
A valeur de la production;
U coût d'usage;
V coût supplémentaire normal.

Le coût supplémentaire résulte de l'usure habituelle des capitaux donc a une dépréciation prévue. S'il est trop largement calculé, il existe un excès de provision p qui diminue encore le revenu net :

Revenu net global : A — U — V normal — p.

En ce cas, la consommation diminue en fonction de la contraction du revenu net. Si la théorie générale raisonne sur le revenu global brut, il ne faut pas perdre de vue qu'une diminution du revenu net global entraîne une diminution de la consommation donc du revenu global brut dans la mesure où cette diminution n'est pas compensée par de nouveaux investissements; or, si l'excès de provision a été constitué dans le but de remédier à la dépréciation normale prévue, l'investissement courant dépend de motifs tout à fait étrangers à cette dépréciation normale. C'est pourquoi, si le coût supplémentaire fait l'objet de prévisions trop grandes, il réduit d'abord la

consommation fonction du revenu net, puis le revenu global fonction de la consommation mais il ne donne aucune impulsion au rythme des investissements. Keynes cite la situation des U.S.A. en 1929 où l'expansion des investissements avait conduit à des amortissements pour dépréciation d'une importance disproportionnée avec les besoins normaux de renouvellement de l'outillage existant. Cette théorie aurait pu se rattacher à l'interprétation de Moulton fondée sur le déséquilibre entre l'épargne et l'investissement si Keynes avait suivi la voie tracée dans le « Treatise on money »; mais il pose par définition dans la théorie générale que l'épargne est toujours égale à l'investissement; cette contradiction apparente avec la réalité s'explique par le phénomène de la préférence pour la liquidité. Les dépenses d'amortissement d'entretien, etc... qui forment le coût supplémentaire peuvent donc jouer un rôle important sur le volume de la consommation et de l'emploi. Keynes en conclut : « dans la mesure où notre organisation sociale et commerciale sépare la provision financière en vue de l'avenir de la provision physique en vue de l'avenir... la prudence financière contribue à restreindre la demande globale et par là le bien-être » (1).

En outre, la consommation dépend d'un certain nombre de facteurs objectifs et subjectifs. L'auteur admet que les facteurs objectifs se rapportent toujours aux fluctuations du revenu global et il les énonce à sa manière, par pur empirisme sans aucun souci de systématiser sa pensée :

1° variations de l'unité de salaires : en effet, C et R sont mesurés en unités de salaires dans la fonction de la consommation;

2° variations de l'écart entre revenu et revenu net pour les motifs indiqués ci-dessus;

3° variations imprévisibles des valeurs en capital n'entrant pas en ligne de compte dans le calcul du revenu net, ces variations n'affectent évidemment que les classes dites « capitalistes » au sens marxiste du terme;

4° variations du taux auquel on escompte le temps, c'est-à-dire du taux auquel les biens présents s'échangent contre les biens futurs. Il est à noter que le taux d'intérêt ne joue qu'un faible rôle sur la consommation et qu'en période d'inflation, les inquiétudes sur le pouvoir d'achat de la monnaie exercent une influence considérable;

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*, page 122.

5° politique fiscale : dans la mesure où elle touche les revenus de l'épargne, elle agit sur la consommation;

6° les changements dans les prévisions concernant le rapport entre les revenus futurs et les revenus présents.

Quant aux facteurs subjectifs, il suffira de signaler que les uns dépendent de la psychologie individuelle et les autres de la politique des autorités publiques ou des établissements bancaires; cette dernière serait gouvernée par quatre motifs :

le motif d'entreprise;
» de liquidité;
» d'amélioration;
» de prudence financière.

L'emploi et l'investissement étant des variables dépendantes, on peut se demander quel rôle joue la propension à consommer, variable indépendante de la théorie générale de l'emploi. Ce rôle se manifeste à un double point de vue :

1° il justifie un équilibre de sous-emploi toutes les fois qu'un accroissement du revenu global entraîne une augmentation moins que proportionnelle de la consommation;

2° il est un complément nécessaire à la théorie du multiplicateur d'investissement.

Ce multiplicateur k exprime l'augmentation du volume du revenu global qui correspond à un accroissement des investissements primaires. Supposons en effet une augmentation des investissements primaires alors que la propension marginale à consommer reste invariable : le revenu et l'emploi augmentent. Comme la consommation est une fonction du revenu R, à un accroissement du revenu correspond un accroissement moins que proportionnel de la consommation, d'où une nouvelle vague secondaire d'investissements qui provoque à son tour une expansion du revenu global : « la propension à consommer étant une donnée, elle établit un rapport précis entre le flux d'investissement et les volumes globaux de l'emploi et du revenu » (1).

L'importance pratique du multiplicateur est considérable car s'il peut être calculé sur des bases précises, il justifie toute la politique des investissements privés ou publics qui relancent les investissements primaires.

On peut écrire :

$$\Delta R_s = \Delta C_s + \Delta I_s$$
$$\Delta R_s = k\Delta I_s,$$

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*, page 130.

chacun des termes mesurant l'accroissement de chacun des facteurs de l'égalité fondamentale.

De plus Keynes définit la propension à consommer par le rapport $\frac{\Delta C_s}{\Delta R_s}$ positif et inférieur à l'unité.

Il pose donc pour retrouver l'égalité fondamentale :

$$I - \frac{I}{k} = \frac{\Delta C_s}{\Delta R_s}$$

d'où on tire :

$$I - \frac{\Delta I_s}{\Delta R_s} = \frac{\Delta C_s}{\Delta R_s} \qquad \Delta R_s - \Delta I_s = \Delta C_s.$$

Si la propension à consommer est telle que :

$$\frac{\Delta C_s}{\Delta R_s} = \frac{9}{10} \qquad I - \frac{I}{k} = \frac{9}{10} \qquad k = 10$$

Le volume de l'emploi causé par un investissement primaire serait donc dix fois supérieur à l'emploi fourni directement par cet investissement. On s'aperçoit alors que pour une valeur élevée de la propension à consommer, il est facile par un investissement additionnel d'augmenter le revenu et par conséquent l'emploi. En revanche pour des valeurs voisines de 0, il est beaucoup plus difficile d'attendre un équilibre de plein emploi.

L'idée du multiplicateur avait été fournie à Keynes par l'économiste Kahn qui, étudiant «les relations entre l'investissement intérieur et le « chômage » déterminait un multiplicateur d'emploi mesurant le rapport entre l'accroissement de l'emploi primaire et l'accroissement de l'emploi total. Bien que l'auteur de la « théorie générale » ait substitué un multiplicateur d'investissement au multiplicateur d'emploi, il trouve commode pour son étude d'identifier les deux données.

Le calcul exact du multiplicateur se heurte cependant à de nombreuses difficultés dues à l'insuffisance des statistiques : Keynes l'évalue à 2,5 ce qui donnerait une propension marginale à consommer de 60 à 70 %.

De ces constatations, il tire de célèbres sarcasmes contre les théoriciens du libéralisme : « si la trésorerie était disposée à emplir de billets de banque des vieilles bouteilles et à les enfouir dans des mines désaffectées... et à autoriser l'entreprise privée à extraire de nouveau les billets suivant les principes

éprouvés du laissez-faire, le chômage pourrait disparaître et il est probable que le revenu réel de la communauté de même que sa richesse en capital seraient sensiblement plus élevé » (1).

Une question reste encore à envisager à propos du multiplicateur : J. M. Keynes pose par définition que l'épargne est égale à l'investissement : il faut donc rechercher comment des épargnes correspondent toujours aux investissements additionnels.

Si l'épargne est égale à l'investissement, tout investissement additionnel en vue d'atteindre une situation de plein emploi exige une épargne additionnelle. L'épargne représentant la différence entre le revenu et la consommation, n'augmentera que si le revenu augmente sans que la consommation s'accroisse dans les mêmes proportions. A un investissement suscité *ex nihilo* par le crédit bancaire correspond une augmentation de l'emploi, un gonflement du revenu global et un accroissement de l'épargne *a posteriori* qui justifie les investissements.

L'expérience Schacht de 1933 ne s'explique pas autrement: la monnaie allemande s'était effondrée, le chômage massif sévissait; Schacht relança les investissements primaires et à la question « d'où vient tout cet argent ? », Wagemann (2) répondait « du travail » ; en effet les investissements primaires en résorbant le chômage et en gonflant le revenu global avaient permis la constitution des épargnes indispensables. L'expérience mettait en évidence l'existence du multiplicateur, en revanche sa détermination exacte et sa mesure quantitative présentaient des difficultés qui ne tenaient pas seulement à l'insuffisance des statistiques.

Le revenu et l'emploi peuvent varier considérablement pour un investissement additionnel très faible, mais à mesure que les investissements se développent, leur influence perd de son importance. L'étude de la propension à consommer conduit donc à une double conclusion :

1° la propension à consommer dépend essentiellement du revenu global;

2° la loi générale de la propension à consommer justifie la possibilité d'un équilibre de sous-emploi et l'existence du multiplicateur d'investissement.

---

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*, page 142.

(2) Wagemann : « D'où vient tout cet argent » Traduction française, Plon, 1941.

II. — L'incitation à investir

Pour situer l'investissement dans la théorie générale il suffit de revenir à l'égalité fondamentale $R = C + I$. Les dépenses de consommation sont gouvernées par la propension psychologique à consommer qui joue un rôle passif dans la détermination de l'emploi; le rôle actif est rempli par l'investissement qui est une variable dépendante de l'emploi : revenu global et emploi s'établissent en fonction du niveau des investissements.

De plus, il existe trois facteurs psychologiques essentiels dans la théorie générale; la propension à consommer, la préférence pour la liquidité et l'estimation du rendement des capitaux. Chacun de ces trois facteurs engendre une variable indépendante; deux d'entre elles gouvernent l'investissement : la productivité marginale du capital et le taux d'intérêt monétaire.

Un entrepreneur qui veut accroître son équipement calcule la différence entre le prix d'achat de cet équipement et son rapport pendant une période donnée. Il reste donc à déterminer le coût et le revenu d'un capital : le revenu d'un capital est égal à sa productivité, son coût est égal au prix qui doit être payé aux banques ou taux d'intérêt monétaire. La comparaison de ces deux données, dont l'une ne peut être fixée que par anticipation, motive donc les décisions des entrepreneurs.

Mais la productivité marginale du capital et le taux d'intérêt restent indépendants l'une de l'autre car ils obéissent à des facteurs très différents.

Ceci permet d'esquisser une comparaison avec Knut Wicksell; celui-ci considère également que le facteur monétaire se trouve à l'origine du déséquilibre en agissant sur la vie économique par l'intermédiaire du taux d'intérêt. Mais tandis que Wicksell utilisait ces analyses pour détruire les rapports directs établis entre la monnaie et les prix et voyait dans la disparité des taux la cause des mouvements généraux de prix, Keynes déplace l'axe de la théorie de la notion de prix à la notion d'emploi. L'écart entre la productivité marginale du capital et le taux d'intérêt ne détermine plus le prix mais l'investissement duquel dépendent revenu et emploi. Pour Wicksell, investisement et épargne demeurent des facteurs seconds qui n'interviennent que dans la mesure où ils déterminent le taux réel d'intérêt dans une économie non monétaire; Keynes au

contraire introduit directement la monnaie dans les schémas d'équilibre et l'investissement se fixe par la comparaison de deux facteurs exprimés en monnaie, la productivité marginale du capital et le taux d'intérêt; l'épargne devient une sorte de résidu réduit à un rôle passif. Malgré ces différences dans les prolongements de leurs théories respectives, Wicksell et l'école suédoise ont découvert une voie de recherches tout à fait comparable à celle des économistes de Cambridge.

A. *La définition de l'investissement.*

Keynes dans la théorie générale revient sur un point de vue qu'il avait soutenu dans le « Treatise on money » et qui interprétait les déséquilibres économiques par les excès d'épargne sur les investissements (ce que Moulton soutiendra par la suite). Il pose désormais que dans tous les cas l'épargne est égale à l'investissement; cette proposition en contradiction apparente avec la réalité s'explique par l'introduction du facteur temps et par l'usage des anticipations. Soit :

A la valeur de la production,

B la totalité des ventes que se font les entrepreneurs entre eux,

U les coûts d'usage globaux.

Le revenu global a été défini par : $A - U$

et la consommation par : $A - B$.

L'épargne par définition est égale à la différence entre le revenu et la consommation, c'est-à-dire : $B - U$.

D'autre part, l'investissement courant se définit comme « l'addition à la valeur de l'équipement qui résulte de l'activité productrice de la période ». L'investissement qui représente la différence entre revenu et consommation, s'identifie donc à l'épargne.

Valeur de la production (revenu global) : $A - U$

Valeur des produits vendus à la consommation : $A - B$

d'où investissement : $B - U$.

Les égalités suivantes illustrent ce point de vue :

Revenu = valeur de la production $= C + I$

Epargne $= R - C$

Epargne = Investissement.

Cette égalité n'est pas contradictoire avec les conclusions de Robertson qui développe la possibilité d'un excès d'épargne sur l'investissement (tout en définissant autrement le revenu global et l'investissement).

D'après Robertson :

$$R \text{ aujourd'hui} = C \text{ hier} + I \text{ hier}$$

or

$$E \text{ aujourd'hui} = R \text{ aujourd'hui} - C \text{ aujourd'hui}$$

$$E \text{ aujourd'hui} = I \text{ hier} + C \text{ hier} - C \text{ aujourd'hui}$$

$$E \text{ aujourd'hui} = I \text{ hier} + R \text{ hier} - I \text{ hier} - R \text{ aujourd'hui} + I \text{ aujourd'hui}$$

$$E \text{ aujourd'hui} = R \text{ hier} - R \text{ aujourd'hui} + I \text{ aujourd'hui.}$$

L'épargne serait donc supérieure à l'investissement de l'excès du revenu d'hier sur celui d'aujourd'hui. Mais Keynes ne conteste pas ce fait, il remarque simplement que dans sa théorie l'égalité de l'épargne et de l'investissement se produit toujours par des mouvements du revenu eux-mêmes fonction des mouvements de l'investissement; si les investissements augmentent l'action du multiplicateur gonfle le revenu global mais dans la période suivante, par suite de la loi psychologique de la consommation, l'épargne s'accroît automatiquement. L'égalité se résout donc dans le temps et les investissements en constituent l'élément moteur, l'épargne, élément passif, résulte de la loi générale de la propension à consommer.

« L'acte d'investissement considéré en soi ne peut pas ne pas déterminer dans ce reliquat ou cette marge que nous appelons épargne un acroissement d'un montant équivalent » (1).

C'est pourquoi il n'existe pas dans la théorie keynésienne de facteur psychologique fondamental relatif à l'épargne; sa nature y apparaît résiduelle et non pas volontaire.

B. *La productivité marginale du capital.*

Wicksell n'avait jamais pu définir avec précision le taux naturel de l'intérêt, Keynes évite cette difficulté en axant ses analyses sur la productivité marginale monétaire du capital. Celle-ci se fixe en fonction de deux facteurs : le rendement escompté du capital (demande des entrepreneurs) et le coût de remplacement du capital (déterminant son prix d'offre).

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*, page 82.

« L'efficacité marginale du capital est le taux d'escompte qui rend la valeur actuelle de la série d'annuités constituées par les rendements escomptés d'une unité supplémentaire de ce capital égal à son prix d'offre (c'est-à-dire à son prix de revient). La plus élevée des efficacités marginales peut être considérée comme l'efficacité marginale du capital en général » (1).

Deux idées essentielles se dégagent de cette définition :

a) l'efficacité marginale du capital est anticipée;

b) l'efficacité marginale du capital tend à décroître au niveau et au-dessous du taux d'intérêt.

1. *La productivité marginale du capital dépend de la prévision à long terme.*

L'efficacité marginale du capital dépend de son rendement escompté et non de son rendement courant; Keynes ne cherche pas à déterminer l'accroissement actuel de valeur provoqué par un certain capital mais surtout les accroissements futurs que ce capital procure pendant toute sa durée d'existence. L'efficacité marginale résulte donc d'une prévision à l'égard du marché du travail, du progrès technique et des variations de la valeur de la monnaie.

Lorsque les entrepreneurs apprécient le rendement escompté des capitaux, leur évaluation dépend des risques et des incertitudes de l'avenir. Le risque principal provient de la possibilité d'obtenir en fait le rendement escompté; l'incertitude de l'avenir dépend d'un ensemble de données plus complexes que J. M. Keynes range sous la dénomination de « prévision à long terme ». Recherchant les dangers de tout jugement sur l'avenir, Keynes est amené à critiquer un régime de propriété séparant capital et travail, où les prévisions ne sont pas l'œuvre des entrepreneurs mais de ceux qui dirigent les marchés de bourse. Outre l'inexpérience des propriétaires de capitaux, les spéculations et la psychologie collective provoquent des mouvements d'une amplitude considérable qui n'ont rien à voir avec les mouvements réels de la vie économique. La prévision porte donc moins sur le rendement réellement escompté des capitaux que sur l'état prochain du marché financier. Il en résulte que la restauration de la confiance devient un élément essentiel de toute politique de redressement économique.

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*, p. 150.

2. *L'efficacité marginale du capital tend à décroître au niveau et au-dessous du taux de l'intérêt.*

Ce phénomène résulte de l'accumulation des capitaux lorsque l'offre d'un type de capital augmente, son efficacité marginale tend à décroître. Or, « l'investissement tend à grossir jusqu'à ce que la courbe de la demande de capital, l'efficacité marginale tombe au niveau du taux d'intérêt du marché » (1).

A ce moment-là les investissements devraient s'arrêter et Keynes rejoignant Malthus s'abandonne au pessimisme; le seul moyen de remédier à la chute de l'efficacité marginale du capital serait un progrès technique qui restaure les marges de profit. Nous pouvons conclure : « il y a une course de vitesse entre l'accumulation et l'invention » (2).

C. *Le taux d'intérêt monétaire.*

L'autonomie des deux variables indépendantes qui commandent l'investissement conduit d'une part à rejeter les théories couramment admises du taux de l'intérêt, d'autre part à reconstruire cette théorie sur des fondements nouveaux.

La conception néo-classique du taux de l'intérêt en faisait le prix du capital; ce prix récompensait l'abstinence des épargnants et permettait aux entrepreneurs d'utiliser le capital à des fins productives : il est « le facteur qui amène à s'équilibrer la désutilité marginale de l'abstinence et la productivité du capital » (3).

La théorie générale ne conteste pas ce point de vue pour une valeur donnée du revenu, mais comme elle raisonne sur un volume de ressources disponibles elle ne peut admettre les conclusions néo-classiques. Si le revenu n'est pas une quantité fixe, l'épargne subit des variations considérables, investissement et épargne, offre et demande de capital ne peuvent donc plus être étudiées indépendamment l'une de l'autre en fonction du taux d'intérêt : « l'hypothèse que le revenu est constant est incompatible avec l'hypothèse que les deux courbes peuvent changer indépendamment l'une de l'autre ».

D'ailleurs l'interprétation néo-classique se heurtait à une double difficulté :

Tout d'abord, elle ne parvenait pas à montrer comment

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*, page 151.
(2) F. Perroux, cours cité, page 17.
(3) Carver : Distribution of Wealth, cité par J. M. Keynes, *Op. cit.*, page 191.

lorsque le taux d'intérêt monte, l'épargne a tendance à baisser; la courbe de l'offre et la courbe de la demande descendant en même temps, rien ne garantissait la nécessité de leur intersection.

D'autre part, les statistiques montraient que le taux d'intérêt variait en même temps que le volume de la masse monétaire. De là avait surgi l'hypothèse d'un double taux : sur le marché réel des capitaux et sur le marché (Wicksell).

Sur deux points fondamentaux, la théorie générale s'écarte de la théorie néo-classique: elle pose d'abord l'égalité de l'épargne et de l'investissement dans le temps et ensuite l'indépendance de ces facteurs vis-à-vis du taux d'intérêt.

La théorie néo-classique supposait un équilibre instantané, à tout moment entre E et I. Selon Keynes l'équilibre s'établit dans le temps entre ces deux données à travers les variations du revenu global; ce point dépend alors des analyses d'équilibre général et non plus de l'équilibre partiel sur le marché du capital.

D'autre part, dans la théorie générale E et I ne sont pas des facteurs déterminants mais des facteurs déterminés : l'épargne, phénomène résiduel ne dépend plus directement du taux de l'intérêt; elle peut donc parfaitement diminuer lorsque le taux d'intérêt augmente : cette hausse tend à déprimer les investissements donc le revenu global et par là l'épargne.

Quant à l'investissement, il est déterminé par le taux d'intérêt pris comme variable indépendante. Celui-ci se présente alors comme un phénomène purement monétaire, résultat de l'offre et de la demande de monnaie. La seconde difficulté à laquelle se heurtait la théorie néo-classique est aussi résolue : il n'est plus question de distinguer une économie monétaire et une économie sans monnaie, le taux d'intérêt est une notion unique qui dépend de la masse monétaire totale.

Le postulat du plein emploi conduisait A. Marshall ou Edgeworth à concevoir un équilibre à un moment donné du temps, Keynes cherche à réintroduire cette donnée par l'usage des anticipations et par une conception nouvelle de la monnaie. Tout individu disposant d'un certain revenu doit prendre deux sortes de décisions : les unes relatives à sa consommation présente, les autres relatives à sa consommation future. Dans ce cas il doit choisir la forme dans laquelle il conservera ce revenu : le conservera-t-il sous forme monétaire, ou bien aliénera-t-il ce droit pour un certain temps contre le versement d'un intérêt ? Selon Keynes, cette décision dépend du degré de sa préférence pour la liquidité, « celle-ci étant donnée par la

courbe figurant le montant de ses ressources qu'il désire conserver sous forme de monnaie en différentes circonstances; ce montant est calculé soit en unités de monnaie, soit en unités de salaire ».

Le taux d'intérêt représente alors le « prix » auquel le désir de maintenir la richesse sous une forme liquide se concilie avec la quantité de monnaie disponible. Le taux de l'intérêt dépend donc de l'offre de monnaie fonction de la quantité de monnaie et de la demande de monnaie fonction de la préférence pour la liquidité.

La préférence pour la liquidité : pourquoi les individus désirent-ils conserver la monnaie sous une forme liquide ? parce que la monnaie est un réservoir de valeur et qu'elle constitue un pont « entre le présent et l'avenir », à travers elle, le temps s'introduit une fois de plus dans la théorie économique et c'est en fonction du temps que Keynes fixe les trois principaux motifs de la préférence pour la liquidité: le motif d'entreprise, le motif de précaution et le motif de spéculation.

Le motif de revenu : conservation d'argent liquide pour combler l'intervalle entre l'encaissement et le décaissement des revenus.

Le motif d'entreprise : conservation d'argent liquide pour combler l'intervalle qui s'étend entre le moment où sont engagées les dépenses et celui où rentrent les recettes.

Le motif de précaution : argent conservé en vue de pertes imprévues dans l'avenir.

Le motif de spéculation : le plus important de tous; il serait lié aux incertitudes relatives aux mouvements futurs du taux d'intérêt. La préférence pour la liquidité tient essentiellement aux craintes de voir augmenter le taux d'intérêt; si celui-ci se fixe trop bas et que les coûts soient trop hauts, les spéculateurs conservent par devers eux des liquidités pour profiter des occasions plus favorables. Par là se manifeste toute l'importance des opérations d'open market policy qui font varier le taux à travers les variations de la masse monétaire.

La préférence pour la liquidité serait donc la tendance potentielle ou fonctionnelle qui fixe la quantité de monnaie que le public désire conserver lorsque le taux d'intérêt est donné.

Sa fonction représentative est :

$$M = L(r)$$

M = quantité de monnaie,
r = taux d'intérêt,
L = fonction représentative de la préférence pour la liquidité.

Cette fonction détermine la courbe de la demande de monnaie. L'extraction de l'or, l'émission des billets de banque et les dépôts fixent l'offre de monnaie; celle-ci varie en fonction des opérations de réescompte ou d'open market policy de la banque centrale.

Trois groupes d'agents interviennent sur le marché monétaire.

a) les détenteurs de liquidités qui sont prêts à les céder contre un intérêt;

b) les entrepreneurs qui demandent des liquidités et qui comparent à tout moment l'efficacité marginale du capital et le taux d'intérêt;

c) les banques d'émission et de dépôt desquelles dépend l'offre de monnaie et qui mettent en relation prêteurs et entrepreneurs en prélevant une commission.

Keynes pose alors la fonction totale :

$$M = M_1 + M_2 = L(R) + L'(r)$$

M = masse monétaire totale;
M_1 = montant détenu pour motif de transaction et de précaution;
M_2 = montant détenu pour motif de spéculation;
L = fonction du revenu R;
L' = fonction du taux d'intérêt r.

On en tire deux conclusions :

1. *Relations de la quantité de monnaie et du taux.*

Si M augmente, r augmente, mais M_1 ne peut absorber cette augmentation. Les liquidités en excédent se portent sur le marché des valeurs et font baisser r. Cette baisse du taux provoque un accroissement de M_2 et de R. Les variations de M se répercutent sur R et r qui opèrent la répartition des encaisses liquides. Il existe dans le public une tendance à conserver des encaisses supérieures à celles que nécessite la simple prudence; cette tendance se transforme en des tensions effectives dans la mesure où l'autorité monétaire crée de la monnaie.

2. *Relations entre M_2 et r.*

Elles n'obéissent à aucune mesure quantitative précise, tout détenteur de créance redoute une baisse du taux de l'intérêt, mais quel niveau du taux lui donne une sécurité suffisante ? Ceci dépend de l'opinion générale mais plus l'intérêt est haut, plus la sécurité est grande puisque toute baisse de *r* diminue comme le carré du taux de l'intérêt la mesure dans laquelle le revenu procuré par l'abandon de la liquidité peut servir d'assurance contre le risque de perte au compte capital.

L'évaluation du risque, l'abandon de la liquidité sont l'œuvre des spécialistes; le taux de l'intérêt serait donc avant tout un phénomène psychologique « hautement conventionnel car sa valeur effective dépend dans une large mesure de sa valeur future telle que l'opinion dominante estime qu'on la prévoit » (1).

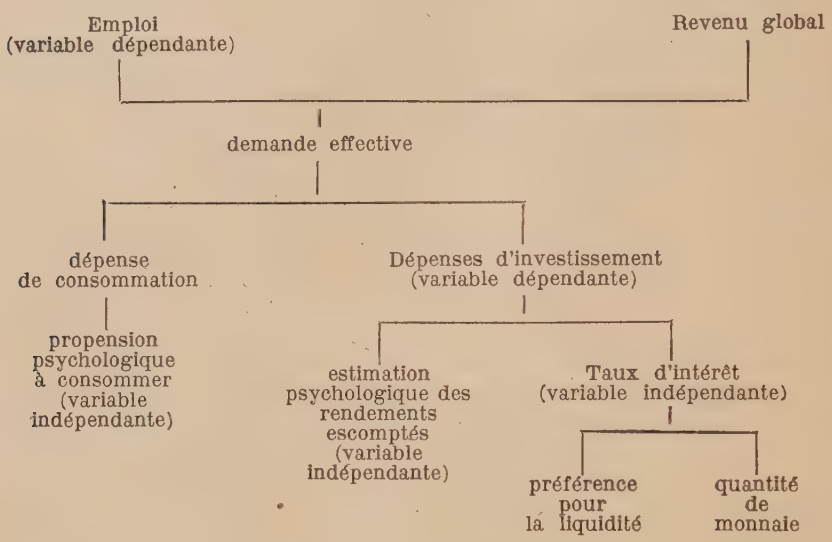
La coordination d'éléments multiples commande donc l'investissement: d'une part, l'efficacité marginale du capital qui tend constamment vers le taux d'intérêt, d'autre part, le taux d'intérêt à long terme qui tend à s'élever pour provoquer l'abandon des liquidités. Or, les emprunteurs ne perdent jamais de vue l'écart entre l'efficacité marginale du capital et le taux d'intérêt. Deux facteurs peuvent accroitre cette marge: le progrès technique résultant de l'invention, et l'abondance monétaire; toutefois, le niveau de l'intérêt ne peut guère descendre au-dessous de 2 % car les détenteurs de liquidité ne trouveraient plus aucun profit à opérer des prêts en raison des commissions incompressibles des banques.

Il résulte de ces analyses que l'investissement dépend de variables d'une nature psychologique, indépendantes l'une de l'autre et fonctions du temps : l'estimation psychologique des rendements escomptés et le taux d'intérêt. Keynes conclut alors: « Le lecteur devrait parfaitement comprendre maintenant combien il est difficile d'entretenir une demande effective suffisante pour permettre le plein emploi, alors qu'un taux d'intérêt à long terme conventionnel et assez stable se trouve associé à une efficacité marginale du capital mobile et fort instable » (2).

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*, page 249.
(2) *Id.*, page 220.

III. Tableau des relations essentielles

Nous reprendrons ici pour éclairer les développements précédents un tableau présenté par M. L. Buquet (1) :



Ainsi apparaissent à propos de chaque élément l'originalité, le conformisme et les postulats keynésiens.

1) *Apport original :* en dehors du renversement d'attitude qui affecte l'ensemble de la théorie :

   1) liaison de l'emploi, du revenu et de l'investissement;
   2) la loi psychologique de la consommation;
   3) la théorie de la préférence pour la liquidité.

2) *Emprunts et développements:*

   1) la théorie générale s'appuie toute entière sur la théorie traditionnelle de la valeur;
   2) la liaison de l'investissement et de l'écart entre efficacité marginale du capital et taux d'intérêt (école suédoise, école de Cambridge);

(1) Léon Buquet : « La Théorie Générale de J. M. Keynes ». *La Vie Intellectuelle,* octobre 1945, page 105.

3) la conception de l'efficacité marginale du capital en rapport avec les anticipations;

4) l'opposition de la courte et de la longue période.

3) *Postulats:*

1) le caractère résiduel de l'épargne;

2) la conception purement monétaire du taux de l'intérêt;

3) suppression arbitraire du rôle des prix réduits à une action indirecte sur les anticipations.

Chapitre IV

TROIS POSITIONS DE J. M. KEYNES

Le sujet du présent ouvrage montre qu'il ne peut se borner à une énumération de théories suivies de leurs critiques; néanmoins, un aperçu général de la théorie de Keynes a été donné pour trois raisons :

1° Parce qu'elle constitue la construction la plus homogène que nous possédions d'un équilibre entre tous les éléments de la vie économique.

2° Parce qu'elle groupe des éléments découverts et étudiés par les écoles antérieures :

a) l'école classique (théorie de la valeur, du salaire, des prix;

b) les théories de la sous-consommation (Malthus, Marx, Gesell, etc...);

c) école suédoise (les anticipations, la période, l'équilibre monétaire).

3° Parce qu'elle constitue un point de départ pour toutes les doctrines contemporaines.

Les innombrables polémiques qui ont surgi au sujet de la « Théorie Générale » prouvent du reste sa fécondité. Aussi il parait nécessaire d'examiner les trois attitudes de Keynes qui ont fourni la matière aux débats les plus importants.

La première est relative à l'épargne; Keynes apportait deux innovations en la matière :

1° l'égalité nécessaire de l'épargne et de l'investissement;

2° la théorie de la préférence pour la liquidité.

Etait-il fondé à bouleverser les rapports traditionnels entre l'épargne, l'investissement, le taux d'intérêt et l'efficacité marginale du capital.

Une seconde attitude selon nous beaucoup plus importante minimise le rôle des prix dans la théorie de l'emploi; n'y aurait-il pas des relations étroites entre ces deux notions ?

Enfin, « La Théorie Générale » mérite-t-elle ce qualificatif et peut-elle s'appliquer à la vie économique contemporaine ? Certains ont voulu la réduire à une mauvaise interprétation de la crise de 1929, d'autres ont voulu y voir une panacée. Compte tenu des exagérations des premiers jours, ne faut-il pas lui restituer la juste place qui lui revient ?

I. Keynes et l'épargne

Dans toute théorie de l'équilibre le problème des épargnes et des investissements apparait singulièrement complexe parce qu'il se déroule dans le temps et qu'il se pose presque exclusivement en termes monétaires.

Encore faudrait-t-il que tous les auteurs se mettent d'accord sur les concepts mêmes d'épargne et d'investissement; la définition énoncée par J. M. Keynes postule leur égalité dans le temps et ce point a soulevé un long débat souvent très confus entre les économistes contemporains (1).

Comme il a été expliqué précédemment (2) Robertson rattache au temps les rapports entre épargne et investissement. Celui-ci peut dépasser l'épargne ou s'établir à un niveau inférieur selon la distribution du crédit par les banques ou selon la thésaurisation; les différences entre E et I indiquent seulement la tendance d'une période donnée: contraction ou développement économique. Mais E et I peuvent varier à tout moment et par conséquent, on ne peut fonder une politique monétaire sur ce point « la relation entre E et I un jour donné ne nous indique pas toujours ce qui arrivera le jour suivant » (3).

Il n'existe pas d'équilibre monétaire défini par l'égalité entre E et I; et lorsqu'on affirme que les banques doivent maintenir l'égalité entre le taux naturel et le taux effectif entrainant par là l'équilibre entre E et I, on suppose « un équilibre stable comportant l'emploi de la totalité de la main d'œuvre et l'on propose que ce soit cet équilibre là qui doive être maintenu » et cet équilibre n'existe jamais.

D'après Keynes, l'épargne par définition est égale à l'investissement ; c'est une égalité *ex post* qui se réalise par un

(1) Lutz : *Quaterly Journal of Economics*, août 1938. Résultats de la discussion sur l'investissement et l'épargne.

(2) Cf. ci-dessus, p. 167.

(3) Lutz, article cité.

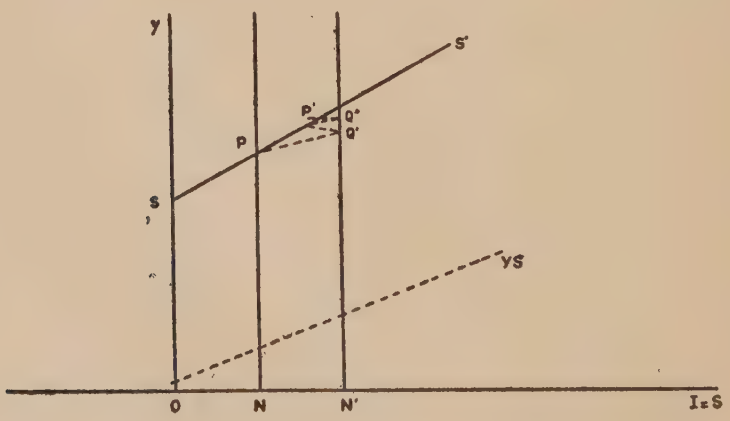
processus dynamique d'ajustement dans le temps grâce à l'action du multiplicateur. Il en ressort que l'épargne est un phénomène résiduel.

Robertson définit épargne et investissement par la méthode *ex ante* mais il se heurte à la difficulté de déterminer une période; en se plaçant *ex post,* Keynes évite la difficulté mais il ne peut rendre compte ni de l'expansion du crédit, ni de la thésaurisation.

Lutz en conclut que l'égalité entre E et I ne doit pas représenter autre chose qu'une formule commode de raisonnement.

Néanmoins, la question des relations exactes entre épargne, investissement, taux d'intérêt, efficacité marginale du capital n'était pas tranchée; dans le but de fournir une interprétation nouvelle, les uns à la manière de Hicks raisonnent par élimination du taux d'intérêt, les autres comme Lutz étudient les relations du taux d'intérêt et de l'épargne.

J. R. Hicks (1) suppose un niveau constant du taux d'intérêt dans la « Théorie Générale » puis il recherche, comment s'opèrent les ajustements entre E et I. D'après lui « la grande différence entre Keynes et ses prédécesseurs, c'est que tandis que ceux-ci faisaient de l'épargne une fonction de l'intérêt, il en fait une fonction du revenu » (2). Pour interpréter les ajustements, il est conduit à tracer le schéma suivant :



(1) J. R. Hicks : « La théorie de Keynes après 10 ans », *R. E. P.*, janvier 1945.

(2) *Id.*

Les volumes d'investissement sont donnés par les droites verticales; SS′ représente le multiplicateur et YS la fonction de l'épargne. Si I se déplace vers la droite, le nouveau point d'équilibre se situe en P′.

Tout le problème de l'ajustement revient à chercher comment on passe de P en P′.

Keynes déplaçait la courbe du multiplicateur et établissait une tendance à l'équilibre dans la période.

D'après Hicks partant de P, le revenu va passer de NP à N′Q′ dans la période; une épargne Q′P′ s'en dégage; dans la période suivante, l'épargne serait de P′Q″ et ainsi de suite. Il y aurait tendance à l'équilibre mais des divergences seraient possibles entrainant tantôt un excès d'investissement, tantôt un excès d'épargne. Hicks affirme alors que l'épargne ne peut être immobile dans les fluctuations économiques et qu'elle n'est pas un résidu. Quelle serait donc sa nature propre ?

C'est ici qu'intervient le taux d'intérêt qui selon Lutz (1) serait influencé par l'épargne et par l'investissement. Dans la « Théorie Générale » le taux d'intérêt se fixe en fonction de la quantité de monnaie (offre de monnaie) et en fonction de la préférence pour la liquidité (demande de monnaie).

Robertson avait déjà montré l'action de l'efficacité marginale sur le taux d'intérêt: elle provoque une hausse des prix anticipés, une augmentation des investissements et des revenus; les encaisses de transactions augmentent accroissant la préférence pour la liquidité: le taux d'intérêt s'élève.

L'épargne agit également sur le taux: si elle diminue en raison d'une consommation accrue, le revenu global augmente et les ventes de titres provoquent une hausse du taux (demande d'argent liquide).

La quantité de monnaie restant fixe, quatre relations peuvent s'établir :

hausse de l'efficacité marginale du capital.	hausse du taux
baisse de l'efficacité marginale du capital.	baisse du taux
hausse de l'épargne.....	baisse du taux
baisse de l'épargne.....	hausse du taux

Le taux ne serait donc pas un phénomène purement monétaire; Keynes et les autorités bancaires y attachent trop d'importance pour stimuler les investissements. Hicks et « l'Oxford économic research group » avaient déjà montré comment ce

(1) Lutz : « La monnaie et le taux d'intérêt ». Traduction inédite d'une conférence. *ISEA*, 1947.

n'est pas tant le taux d'intérêt ou l'efficacité marginale du capital qui agit sur les investissements mais les anticipations des prix futurs. De plus les pratiques d'auto-financement réduisent l'action du taux d'intérêt sur les calculs des entrepreneurs et il est difficile d'agir sur le taux à long terme.

L'élévation du taux de l'intérêt ne serait donc pas la cause de la crise, elle ne peut en être que le prétexte en agissant sur les anticipations de prix. Enfin l'épargne ne se présente pas comme un phénomène résiduel et le problème de son emploi demeure un des aspects les plus délicats de la politique économique.

II. Keynes et les prix

La construction keynésienne présente sur ce point un mélange complexe d'idées neuves et de notions traditionnelles qu'il importe de démêler le plus clairement possible.

1° Keynes semble rejeter la théorie moderne des prix qui à la suite de Wicksell et de Myrdal voit une relation directe entre le niveau des prix et l'écart de l'efficacité marginale du capital et du taux d'intérêt. Cet écart d'après lui, détermine le volume des investissements comme le tableau des relations essentielles l'a mis en évidence.

2° Keynes adopte une conception tout à fait originale de la monnaie: « L'importance de la monnaie découle essentiellement du fait qu'elle constitue un lien entre le présent et l'avenir » (1). Cette conception liée à la théorie de la préférence pour la liquidité gouverne le taux d'intérêt. Les relations de la masse monétaire et de la structure économique ne s'opèrent pas par l'intermédiaire des prix mais à travers les variations du taux d'intérêt.

3° Le rôle des prix apparait alors singulièrement réduit, il se manifeste seulement en quelques secteurs :

a) lorsqu'ils agissent sur les prévisions des entrepreneurs sur l'efficacité marginale du capital;

b) lorsque la hausse des prix permet à la fois un accroissement des salaires nominaux et une baisse des salaires réels.

Cependant, après avoir construit toute une théorie générale sans accorder une seule fois aux prix un rôle de quelque

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*, page 309.

importance, Keynes en donne une interprétation singulièrement proche des néo-classiques.

Le niveau des prix dépendrait selon lui :

1° du taux de rémunération des facteurs de production qui entrent dans le coût marginal (et par simplification il admet que les variations des facteurs de production se font dans le même sens que celle de l'unité de salaire) ;

2° de l'échelle de production, c'est-à-dire du volume de l'emploi.

Et, bien que ceci puisse paraitre étonnant, Keynes après avoir déclaré que la monnaie est « un pont entre le présent et l'avenir » énonce une théorie quantitative de la monnaie à peine évoluée : « Tant qu'il existe du chômage, l'emploi varie proportionnellement à la quantité de monnaie ; lorsque le plein emploi est réalisé, les prix varient proportionnellement à la quantité de monnaie » (1).

Sans entrer dans le détail des analyses que l'auteur déduit de la théorie quantitative, nous devons poser deux observations :

1° Il ne parait pas juste qu'en période de chômage, l'emploi varie proportionnellement à M (masse monétaire), Keynes donne le mécanisme suivant du phénomène :

a) baisse du taux d'intérêt (préférence pour la liquidité en décroissance) ;

b) accroissement de I (écart taux d'intérêt-efficacité marginale du capital) ;

c) jeu du multiplicateur (accroissement de la demande effective).

Mais les analyses de Myrdal et de l'Economic Oxford research group ont montré que le taux d'intérêt ne joue qu'un rôle insignifiant sur le volume des investissements au regard des anticipations de prix qui déterminent la conduite de tous les entrepreneurs.

2° A long terme, la position de Keynes parait singulièrement dangereuse puisque le plein emploi une fois réalisé, l'augmentation de la masse monétaire risquerait de provoquer une inflation généralisée.

Optimisme à court terme pour obtenir un équilibre de plein emploi, Keynes fait apparaitre de dangereuses perspectives une fois cette situation obtenue.

---

(1) J. M. Keynes : *Op. cit.*, page 311.

Parmi les innombrables critiques que ces conceptions ont suscitées, les unes veulent démontrer que toute la théorie générale repose sur le postulat de la rigidité des prix et des salaires, les autres qu'elle est radicalement fausse dans ses fondements eux-mêmes.

La première attitude serait celle de M. R. Courtin, l'autre celle de M. J. Rueff. Tous deux se déclarent dans une certaine mesure pessimistes à court terme, et optimistes à long terme.

Selon M. R. Courtin (1), Keynes suppose que toute contraction du revenu fait baisser l'emploi et non les prix; pourtant, si les prix baissaient, le sous-emploi devrait disparaitre: l'équilibre de sous-emploi suppose donc la rigidité des prix et des salaires.

En effet si les prix baissent, le revenu réel augmente, la demande des biens de consommation et l'efficacité marginale du capital augmentent, les investissements devraient s'accroitre car la préférence pour la liquidité diminue en fonction des encaisses non désirées. M. R. Courtin en fournit un schéma explicatif.

Prix = 100.

Masse monétaire = 1000 (nécessairement employés pour réaliser le plein emploi).

Nombre de travailleurs = 20.
Emploi de monnaie par travailleur: $\frac{1000}{20} = 50$.

Selon Keynes 200 sont conservés liquides d'où :
M = 800.

Emploi: $\frac{800}{50} = 16$.

4 travailleurs en chômage.

Dans une économie souple: prix et salaires baissent à 80, la monnaie utilisée pour chaque travailleur tombe de 20 % :

$$\frac{800}{20} = 40$$

si l'emploi est de 16, la masse monétaire en circulation tombe à $40 \times 16 = 640$, d'où 360 conservés liquides.

Mais le besoin de liquidité est réduit de 20 %, il est de 160 au lieu de 200.

Excédent libéré: $360 - 160 = 200$.

(1) R. Courtin : Cours de théorie économique. 1946-1947.

Supposons que sur ces 200, 8/10 servent à accroître le revenu, 2/10 sont conservés sous forme liquide :

revenus en circulation : $640 + 160 = 800$;

liquidités : $160 + 40 = 200$.

Le plein emploi serait réalisé avec une baisse des prix de 20 %.

Mais si M. Courtin pose qu'une baisse des prix à long terme résorbe le chômage, il admet la possibilité d'une amplification des déséquilibres due :

1° à une baisse accentuée du prix des biens de production;

2° à une baisse des prix insuffisante en raison des facteurs psychologiques.

L'attitude de M. J. Rueff (1) beaucoup plus catégorique s'appuie sur une théorie originale : la régulation. Selon cette théorie, lorsque la consommation et l'investissement sont insuffisants, les individus majorent leurs encaisses et cette majoration équivaut à une demande de biens de consommation ou d'investissement.

En régime de monnaie métallique, par exemple un accroissement d'une encaisse diminue les autres encaisses et de nombreux individus offrent sans demander ce qui provoque une baisse des prix. Comme le prix de l'or reste constant, sa production augmente et les forces du travail s'orientent vers la production de suppléments d'encaisse. L'hypothèse keynésienne de l'équilibre de sous-emploi devrait donc s'accompagner d'une autre hypothèse nécessaire : la rigidité des prix.

La préférence pour la liquidité ne serait pas une cause de sous emploi : « Demander de la monnaie, ce n'est pas comme lord Keynes le croit, ne rien demander, c'est demander des richesses susceptibles d'être monétisées dans le cadre du système monétaire existant » (2).

La théorie générale ne devrait plus s'appliquer qu'à une hypothèse limite exceptionnelle : la rigidité totale des prix et des salaires et normalement, le sous-emploi proviendrait non pas des circonstances économiques mais du refus des syndicats d'accepter des baisses de salaires.

« Il ne peut y avoir sous-emploi permanent parce que l'accroissement de la production qui provoquerait une augmen-

(1) J. Rueff : « Les erreurs de la théorie générale de J. M. Keynes. » *R. E. P.*, Janvier 1947.

(2) J. Rueff : *Id.*, *R. E. P.*, janvier 1947.

tation de l'emploi n'est pas accepté par les titulaires de revenus qui veulent seulement augmenter leur encaisse ».

Il resterait à préciser les relations des prix et de l'emploi que J. M. Keynes semble laisser dans l'ombre. Et peut-être la solution se trouverait-elle dans les recherches actuelles du Pr. O. Lange (1) sur les rapports entre la flexibilité des prix et de l'emploi; seules ces études pourront trancher dans l'avenir la question de savoir s'il est vraisemblable d'admettre la rigidité des prix et des salaires.

III. Keynes et l'évolution économique

J. M. Keynes prédisait que beaucoup de gens se demanderaient s'il avait entièrement tort ou s'il disait quelque chose de nouveau (2); à vrai dire la théorie générale souleva des polémiques passionnées aussi bien de la part des purs libéraux que des marxistes orthodoxes. S'agissait-il en particulier d'une construction statique ou d'une dynamique; il semble bien que ni l'une ni l'autre n'aient de sens pour un auteur qui essaie de dynamiser toutes ses fonctions par les concepts d'attente et d'anticipation; utilisant une méthode nouvelle, en termes macrocosmiques de quantités globales, il a essayé de fournir une interprétation « générale » d'un certain stade de capitalisme privé et c'est justement cet épithète de « générale » qui lui a été le plus souvent contestée. Pratiquement la généralité de sa théorie se réduirait à une médiocre explication de la crise anglaise de 1925; c'est un dernier point qui reste à élucider pour donner à Keynes la juste place qui lui revient.

L'Angleterre serait le seul pays où un équilibre de sous-emploi s'est établi durablement entre 1925 et 1931; et les détracteurs de Keynes soutiennent que cette situation particulière ne trouverait pas son origine dans les éléments permanents définis par lui mais dans la trop ambitieuse politique anglaise après 1918. Cette argumentation historique ne parait pas fondée : le problème à résoudre n'est pas tellement d'expliquer le chômage technologique que de rendre compte du chômage massif entrainé dans divers pays par la crise de 1929; la dépression et par conséquent le sous-emploi provenaient-ils de

(1) O. Lange : *Price flexibility and employment*, publication de la Cowles commission, 1944.

(2) Rapporté par Alvin Hansen : *Review of economic statistics*, 1946.

la structure du capitalisme privé ou des fluctuations cycliques normales ? C'est à cette question que répond la théorie générale qui s'applique non seulement à la crise anglaise mais surtout aux crises américaine et allemande. Evidemment chaque pays possède ses particularités propres et A. Marshall lui-même déclare que la théorie économique doit « étudier le fonctionnement du système économique dans toute la richesse et la variété de ses détails en se guidant sur quelques principes généraux » (1).

La construction keynésienne pose ces principes, mais se réduit-elle à une simple théorie de la dépression ? Pour que ses recommandations de politique monétaire soient valables, elles supposent un certain état de sous-emploi caractérisant la dépression. M. F. Perroux y voit « la théorie d'une dépression latente incluse dans les phases de dépression et d'essor cycliques, mais il faudrait démontrer que l'utilisation des ressources est inférieure à ce qu'elle devrait être en période de prospérité... elle serait une interprétation des événements du short run et aurait sous cet angle beaucoup moins de généralité que les interprétations classiques qui se préoccupaient principalement des ajustements de longue période » (2).

Deux objections peuvent être opposées à ces critiques; tout d'abord, il ne s'agit pas de savoir si une théorie économique peut avoir une généralité absolue dans le temps, mais si dans une période donnée, cette théorie interprète correctement le réel. Il est certain par exemple, que la théorie classique possède une généralité presque absolue mais cette généralité même empêche de raccorder l'explication abstraite à la réalité.

D'autre part, il faut s'entendre sur le concept de la période, si la théorie cherche à rejoindre la réalité, elle ne peut s'aventurer au delà d'une certaine période de temps sinon les données extra-économiques et l'incertitude de l'avenir dilueraient les schémas d'équilibre. Pratiquement, la courte et la longue période de J. M. Keynes ne répondent pas à ces nécessités et il semble bien que le cycle soit la seule période pratique sur laquelle puisse s'étendre une théorie de l'équilibre fondée sur des données économiques. En ce sens, nous pouvons poser que la construction keynésienne est une « théorie générale » des cycles du capitalisme privé entre 1918 et 1930 et un spécialiste des questions, Gottfried Haberler, circonscrit son domaine: « La General Theory peut servir seulement à résoudre le pro-

(1) A. Marshall : *Principes d'économie politique.*
(2) F. Perroux, cours cité, page 51.

blème du chômage général massif qui résulte d'une insuffisance de la demande globale active » (1).

C'est pourquoi il n'y faut point chercher une explication des troubles contemporains où le mécanisme du capitalisme privé a été profondément atteint tandis qu'une guerre détruisait l'équipement fixe, les stocks de matières premières et les réserves de main d'œuvre; il n'y faut pas non plus rechercher une théorie de l'économie internationale future. La « théorie générale » se développe sur un plan strictement national mais la participation de Keynes à l'élaboration des plans monétaires internationaux, son influence sur les travaux de Beveridge justifient l'affirmation de R. Harrod : « Il eut certainement mis sa confiance en ceux qui continueraient le combat en faveur de l'internationalisme » (2).

Limitée dans l'espace et dans le temps la « théorie générale » pose le problème de la généralité de toute théorie de l'équilibre; l'étude de l'évolution de cette théorie à travers la diversité des doctrines conduit donc à préciser son rôle et sa portée.

(1) *Review of economic statistics*, 1946, vol. XXVIII.
Keynes' contributions to economics : four views. *Haberler*, page 187.
(2) *Idem. Harrod*, page 178.

CONCLUSION

LA PORTÉE ET LE ROLE DE LA THÉORIE DE L'ÉQUILIBRE

A travers la multiplicité des doctrines, se dégage l'unité fondamentale de la théorie de l'équilibre: formuler à travers des périodes historiques différentes des hypothèses d'ensemble sur la permanence des rapports qui s'établissent entre les données économiques. Si ces hypothèses s'avéraient valables pour toutes les époques, la théorie de l'équilibre pourrait prétendre à une généralité semblable à celle des sciences physiques. Ce n'est malheureusement pas le cas et la nature même de la théorie limite son rôle et sa portée.

Une hypothèse générale peut être recherchée de trois manières différentes en économie politique.

Toute d'abord par une étude microcosmique à un instant donné du temps, les auteurs classiques et modernes ont construit une théorie de la valeur et une théorie des choix; celle-ci s'exprime aujourd'hui par le marginalisme de la fonction d'utilité et le marginalisme des courbes d'indifférence. Ces courbes visent à déterminer à tout moment le choix des individus et des groupes. La généralité des résultats serait donc absolue car l'explication se détache radicalement des institutions et des facteurs extra-économiques pour se borner à élucider les ressorts psychologiques des comportements. Mais la rançon de cette généralité absolue entraine son détachement du monde réel. En ce sens, toute théorie de la valeur reste hautement conventionnelle; tout au plus sert-elle d'hypothèse de base sur laquelle se fonde une analyse d'ensemble d'un système donné: ainsi la « General Theory » de J. M. Keynes suppose une conception implicite de la valeur, tandis que J. R. Hicks dans « Value and Capital » s'élève de la théorie du comportement à celle de l'équilibre de la firme et enfin à celle de l'équilibre de la vie économique toute entière. Mais dans l'un et l'autre cas, la liaison entre les divers stades du raisonnement n'est même pas amorcée et la convention demeure : l'étude par quantités globales d'un système économique se juxtapose sans se coordonner à une hypothèse individuelle de la valeur et des choix.

A l'inverse de la méthode précédente, une théorie de l'évolution englobe tous les phénomènes politiques, économiques et sociaux dans une explication unique; il ne saurait être question d'accorder à celle-ci une généralité absolue. La vie sociale se crée à tout moment et un équilibre s'y conçoit seulement comme la résultante hasardeuse d'un rapport de forces purement contingentes. Mais l'évolution n'a aucune peine à saisir le monde réel à la limite, elle se confond même avec lui et on peut se demander en vertu de quels critères, une théorie de l'évolution accorde un rôle privilégié à certains facteurs; toute idée dans une évolution doit se dégager par rapport à quelque idéal voulu et désiré. L'économie politique comme l'histoire ne serait plus une discipline existante mais une discipline agissante dans la mesure où elle oriente l'action humaine.

Entre ces deux positions extrêmes la théorie de l'équilibre cherche avec peine à établir l'existence de certains rapports stables; la théorie microcosmique ne se raccordant pas au monde réel, ne pouvait-on pas par l'introduction du facteur temps et de certaines données formulées en termes de quantités globales fournir une explication valable du monde réel pendant un certaine période de temps.

La portée de la théorie de l'équilibre se mesurait alors à un double point de vue: savoir dans quelle mesure l'analyse par quantités globales est valable et dans quelle mesure un principe d'explication d'un état donné de l'économie est valable à travers le temps.

L'analyse par quantités globales présente de graves dangers : elle n'établit aucune distinction entre les réactions de tel ou tel groupe dans une situation donnée; aussi, toutes les quantités globales et en particulier celles sur lesquelles raisonne Keynes doivent subir une minutieuse vérification statistique. M. F. Perroux, étudiant les théories contemporaines, précise la nature de ces dangers: « Pour figurer correctement la réalité il faut se présenter l'essor comme un ensemble d'essors particuliers et de mouvements particuliers de sens contraire... si des quantités globales sont ajustées nous ne pourront jamais être renseigné sur le point de savoir si des firmes particulières sont ou non en équilibre... le diagnostic en termes de quantités globales est le fait de l'économiste d'action... mais le danger est que la considération de ces ensembles prive des enseignements de leur décomposition et de leur analyse » (1).

(1) F. Perroux : cours cité, page 47.

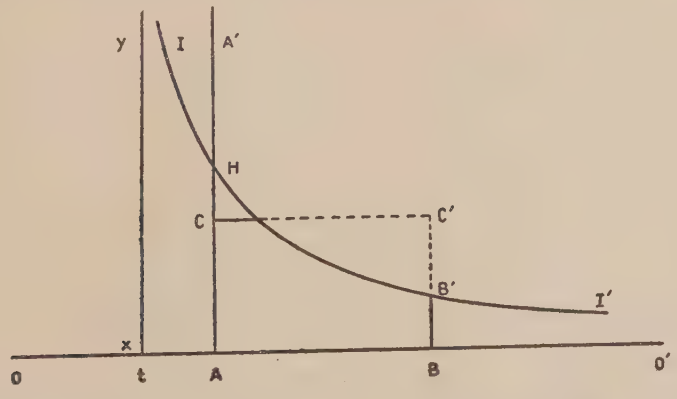
Le plein emploi lui-même n'est pas une notion encore bien définie et toute politique économique quantitative fondée sur une théorie des quantités globales peut engendrer de graves mécomptes (1).

Mais le problème essentiel reste de savoir dans quelle mesure un principe d'explication formulé par quantités globales possède une certaine généralité dans le temps (2).

Les exigences contradictoires du temps et de la généralité marquent la limite et la relativité de la théorie de l'équilibre. Sa relativité provient de l'impossibilité d'appliquer une explication unique à travers le déroulement du temps; pour se raccorder au monde réel, la théorie doit nécessairement faire la part de certains facteurs contingents (par exemple les mouvements de longue durée des prix).

D'autre part la théorie de l'équilibre doit trouver une limite à l'intégration du temps. Lorsqu'on ne raisonne plus pour un moment t du temps, il faut raisonner dans la période, mais quelle période choisir ? La courte et longue période de Keynes ne répondent pas à l'impératif théorique de Schumpeter : « Formulez des théories de telle sorte qu'elles puissent opérer statistiquement ». C'est pourquoi, nous arrivons à la conclusion que toute théorie de l'équilibre n'est applicable qu'à une période ou à une série de périodes pour un système économique donné.

Mais comment rendre compte des phénomènes essentiels du cycle; imaginons le schéma suivant :



(1) F. Perroux : « La théorie du surplus du consommateur et la politique quantitative. *I.S.E.A.*, 1942.

(2) On pourra se reporter à l'ouvrage de M. A. Piatier : *L'Observation économique*, tome I de la collection de ce nom, chap. XI, consacré à l'étude du Revenu national et de la comptabilité nationale au service de l'observation économique.

Par une convention pratique, on suppose que le temps se déroule selon une droite OO′ : les trois modes d'explication définis précédemment sont permis :

1° Conférer une généralité absolue à la théorie sans la raccorder aux phénomènes réels. Elle figure selon une droite XY qui se développerait à un instant quelconque T, T′, T″.

2° Rechercher une évolution et observer des faits contingents en suivant OO′.

3° Construire une théorie de l'équilibre en se plaçant au début d'une période (marqué par la droite AA′). Si l'on était tenté de lui confier une généralité absolue, la courbe II′ (voir le graphique de Rosenstein-Rodan au chapitre III, Section II, première partie) indique l'incertitude de l'avenir et l'impossibilité de maintenir la généralité que marque la distance AH. Prenons un point B dans l'avenir, en B, la théorie n'a qu'une généralité très faible BB′.

L'élasticité des anticipations permet il est vrai d'élever cette généralité à BC si, par convention, on suppose cette élasticité = 1. La théorie de l'équilibre doit alors justifier des rapports stables entre des données économiques sur une période AB avec une généralité limitée par la parallèle CC′ à l'axe OO′ (cette parallèle ne pouvant aller au delà de C′ sous risque de graves erreurs).

Ainsi, la théorie doit se reconstruire à tout instant pour chaque nouvelle période et le critère de toute méthode nouvelle reste la découverte d'une solution optima entre ces exigences contradictoires.

Le schéma permet également de comprendre comment l'équilibre des prix se distingue de l'équilibre d'emploi : ils ne sont pratiquement que deux manières possibles d'aborder un même problème.

La première cherche à réaliser la liaison entre la théorie abstraite de la valeur et la théorie des prix exprimant le monde réel. En ce sens M. H. Tenenbaum (1) est fondé à opposer la théorie de la valeur dont la convention tend vers l'absolu et l'interprétation du monde réel dont la généralité tend vers 0.

A l'inverse, l'équilibre d'emploi part d'une donnée relative à l'évolution: le chômage et la misère sociale, et il cherche à en rendre compte scientifiquement; pour cela, il faut enlever à l'emploi tout caractère contingent et se limiter à l'interpré-

(1) H. Tenenbaum : *La notion économique de l'équilibre et la théorie de la monnaie.* Thèse. Aix, 1942.

tation du chômage d'une époque donnée: ainsi les théories de Moulton et de Keynes s'appliquent seulement aux cycles et au sous-emploi de l'entre deux guerres.

La théorie de l'équilibre prouve ainsi son extrême relativité à tout instant, il faut la reconstruire à partir de données variables pour de nouvelles périodes. Ce caractère se justifie par la recherche de rapports stables entre des variables en mouvement.

S'ensuit-il que la théorie doive rester essentiellement statique à travers une certaine période de temps; c'est en définitive la critique majeure à l'égard de Keynes: la « généralité » de sa théorie se borne à une période donnée dans un pays donné; ses fonctions restent essentiellement statiques et il ne détermine pas selon Frish « un comportement dans le temps au moyen d'équations fonctionnelles dans lesquelles les variables aux différents points du temps seraient impliquées de façon essentielle ».

Quant au rôle de la théorie de l'équilibre, il reste au premier chef de rendre compte de la réalité et, puisque celle-ci évolue, ne faut-il pas dynamiser la théorie de l'équilibre c'est-à-dire en partant d'un schéma cohérent ABC'C étudier les changements d'ensemble des données, l'apparition et la disparition des certaines variables. Le mérite de Keynes a été de construire un nouveau point de départ pour les recherches futures.

Aujourd'hui aux U.S.A., l'école post-keynésienne développe ces fonctions et étudie les effets du multiplicateur pour des périodes successives, Samuelson a formulé le principe d'accélération qui mesure les effets de la consommation sur les investissements privés; dans tous les domaines, les études économétriques et statistiques prolongent et amplifient la « keynesian revolution ».

Ainsi la pensée contemporaine essaie par des méthodes nouvelles de coordonner les éléments contradictoires que doit concilier toute théorie de l'équilibre. Mais si la généralité de celle-ci reste relative ne faut-il par abandonner ces travaux ingrats et difficiles pour se livrer à une quelconque doctrine de l'évolution; c'est en définitive la politique économique qui justifie et sanctionne la théorie.

L'évolution est unique par nature; elle fixe des buts à l'action humaine dans le temps et elle se veut dans une large mesure. En ce sens, la théorie marxiste est la plus puissante des doctrines de l'évolution en raison de ses répercussions motrices. Inversement, la théorie économique cherche à se

définir en dehors de toute évolution; elle n'y parvient que partiellement et sa relativité entraîne le scepticisme et la critique. Pourtant sa mission propre demeure : fournir des schémas d'équilibre qui éclairent sur les moyens de la politique économique. Ainsi toute politique résulte de la conjonction de buts fixés par une conception totale du monde et de moyens déterminés par une étude objective; c'est pourquoi le succès d'une politique économique est liée à deux facteurs :

1° un facteur psychologique qui conditionne sa réussite dans la mesure où elle est voulue ou refusée par les citoyens; la politique doit correspondre à l'attente de la majorité fonction de l'attitude sociale en face de l'avenir;

2° un facteur objectif qui conditionne sa réussite dans la mesure où elle respecte les liaisons fondamentales posées par la théorie entre certaines données économiques.

Ainsi, après avoir admis une convention sur l'origine de la valeur et sur le comportement social, l'économiste doit construire une théorie de l'équilibre pour interpréter le monde réel. Mais il doit faire la part d'une évolution sociale qui dépasse son domaine propre: la tâche de l'économiste n'exclut pas les responsabilités du citoyen.

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages en langue française

A. Aftalion : *Les crises périodiques de surproduction.* Paris, 1913.

— *Monnaie, prix et change.* Paris, 1927.

R. Barre : *La période dans l'analyse économique.* S.E.D.E.S. (à paraître).

L. Baudin : *La monnaie et la formation des prix.* Paris, 1936.

Ch. Bettelheim : *Problèmes théoriques et pratiques de la planification.* P.U.F. Paris, 1946.

Bohm Bawerk : *Histoire critique des théories de l'intérêt du capital.* Paris, 1903.

— *Théorie positive du capital.* Paris, 1929.

M. Byé : *Cours d'économie politique* 1947-1948. Les Cours de Droit.

Cornelissen : *Théories du salaire et du travail salarié.* Paris, 1933.

R. Courtin : *Cours de théorie économique* 1946-47. Les Cours de Droit.

Delpech : *Essai sur la théorie autrichienne de l'imputation.* Paris, 1934.

H. Dupriez : *Les mouvements économiques généraux.* Louvain, 1947.

G. Fain : *La science économique appliquée aux problèmes contemporains.* Payot. Paris, 1942.

P. Gemalhing: *Les grands économistes.* Paris, 1933.

Gide et Rist: *Histoire des doctrines économiques.* Sirey. Paris, 1945.

G. Haberler: *Prospérité et dépression.* S.D.N. Genève, 1943.

J. R. Hicks: *L'économie de Bien-être et la théorie des surplus du consommateur.* Bulletin de l'I.S.E.A., n° 2, déc. 1946.

T. Homan: *Essai sur la pensée économique anglo-saxonne contemporaine* (Traduction E. James). Sirey. Paris, 1933.

E. James: *Textes choisis de J. B. Clark et J. M. Clark.* Dalloz. Paris, 1948.

B. de Jouvenel: *L'économie mondiale au XX^e siècle.* P.U.F. Paris, 1944.

J. M. Keynes: *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (Traduction de Largentaye). Payot. Paris, 1942.

H. Laufenburger: *Finances comparées.* Sirey. Paris, 1947.

— *Traité d'économie et de législation financière.* Sirey. Paris, 1948.

J. Lescure: *Des crises générales et périodiques de surproduction.* Domat Montchrestien. Paris, 1932.

J. Lhomme: *Le taux de l'intérêt dans l'évolution économique.* Paris, 1936.

— *Capitalisme et économie dirigée dans la France contemporaine.* L.G.D.S. Paris, 1942.

A. Marchal: *Economie politique et technique statistique.* L.G.D.S. Paris, 1948.

J. Marchal. *Le mécanisme des prix.* Médicis. Paris, 1948.

— *Cours d'économie politique.* 1947-48. Les Cours de Droit. Paris, 1948.

R. Marjolin: *Monnaie. Prix. Production.* P.U.F. Paris, 1941.

A. Marshall: *Principes d'économie politique* (Traduction Sauvaire, Jourdan, Giard). Paris, 1909.

Meade: *Economie politique et politique économique.* Paris, 1939.

B. Nogaro: *Méthode de l'économie politique.* Paris, 1939.

— *Principes de théorie économique.* Paris, 1943.

— *Le développement de la pensée économique.* L.G.D.S. Paris, 1946.

— *La valeur logique des théories économiques.* P.V.F. Paris, 1947.

H. Noyelle: *Utopie libérale, chimère socialiste. Economie dirigée.* Sirey. Paris, 1934.

F. Perroux. *La valeur.* P.U.F. Paris, 1943.

— *Le néo-marginalisme.* Domat Montchrestien. Paris, 1945.

— *Introduction à la pensée économique de J. Schumpeter.* Dalloz. Paris, 1935.

— *Cours d'économie politique.* C.D.U. Paris, 1947.

— *Cours d'histoire des théories économiques contemporaines.* C.D.U. Paris, 1947.

G. Pirou: *Les théories de l'équilibre économique.* Domat Montchrestien. Paris, 1938.

— *Traité d'économie politique.* Sirey. Paris, 1940.

— *L'utilité marginale.* Domat Montchrestien. Paris, 1945.

— *Economie libérale. Economie dirigée.* S.E.D.E.S. Paris, 1946.

A. Piatier: *L'observation économique.* S.E.D.E.S. Paris, 1950.

A. Pose: *La monnaie et ses institutions.* Paris, 1942.

Ch. Rist: *Histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie.* Paris, 1938.

J. Schumpeter: *Théorie de l'évolution économique* (Traduction Anstett). Dalloz. Paris, 1935.

F. Simiand: *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie.* Paris, 1932.

W. Sombart: *L'apogée du capitalisme* (Traduction de Sayous). Payot. Paris, 1932.

L. Walras: *Eléments d'économie politique pure.* Lausanne, 1926.

J. Weiller: *Principes d'économie internationale.* P.U.F. Paris, 1946.

II. Ouvrages en langue étrangère

AKERMAN: *Economic progress and economic crises.* Londres, 1932.

J. W. ANGELL: *Investment and Business cycles.* New-York, 1941.

Colin CLARK: *Conditions of economic Progress.* Londres, 1940.

A. HANSEN: *Fiscal Policy and Business cycles.* Londres, 1941.

R. HARROD: *The Trade cycle.* Oxford, 1936.

HAWTREY: *Economic problem.* Londres, 1924.

J. R. HICKS: *Value and capital.* Oxford, 1946.

J. M. KEYNES: *A treatise on money.* Londres, 1940.

KNIGHT: *Price, uncertainty and profit.* Londres, 1935.

KUZNETS: *Secular movements of production and prices.* New-York, 1930.

O. LANGE: *Price flexibility and employment.* Cowles Commission, 1944.

LINDHAL: *Studies in the theory of money and capital.* Londres, 1939.

LUNDBERG: *Studies in the theory of economic expansion.* Londres, 1938.

A. MARGET: *Theory of prices.* New-York, 1942.

MITCHELL: *Business cycles.* New-York, 1929.

MOORE: *Synthetic economics.* New-York, 1929.

— *Laws of wages.* Londres, 1911.

A. C. PIGOU: *Industrial fluctuations.* Londres, 1929.

— *Economics of welfare.* Londres, 1929.

— *Theory of unemployment.* Londres, 1933.

ROBERTSON: *Banking policy and the price level.* Londres, 1926.

Mrs. J. ROBINSON: *Essays in the theory of employment.* Oxford, 1947.

A. Samuelson : *Postwar economic problems*. Londres, 1943.

J. Schumpeter : *Business cycles*. New-York, 1939.

— *Capitalism, Socialism and Democracy*. New-York, 1946.

Wicksell : *Interest and prices*. Londres, 1936.

— *Lectures on political economy*. Londres, 1935.

B. Wooten : *Full employment*. Fabian publication, n° 74.

III. Thèses

Delettrez : *Les récentes théories des crises fondées sur les disparités des prix*. Paris, 1941.

J. Domarchi : *Introduction à la pensée de J.M. Keynes*. Paris, 1943.

J. Guglielmi : *Essai sur le développement de la théorie du salaire*. Aix, 1944.

K. Stern : *Les mouvements cycliques des affaires*. Grenoble, 1938.

Tenenbaum : *La notion économique de l'équilibre et la théorie de la monnaie*. Aix, 1942.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos 1

Introduction 5

PREMIÈRE PARTIE. — L'élargissement du concept d'équilibre: un équilibre de prix 13

SECTION I. — La conception mécaniste de l'équilibre... 15

Chapitre I. — L'état stationnaire 15

I. — Les facteurs de l'équilibre 16

II. — La tendance vers l'équilibre 20

Chapitre II. — La statique 25

I. — L'économie pure 26

II. — L'économie appliquée 32

Chapitre III. — La pensée néo-classique contemporaine 35

I. — Les équilibres partiels 35

1° Production et répartition 35

2° Salaire 37

3° Intérêt 43

II. — L'équilibre général 46

1° La théorie de la monnaie 46

2° La théorie des crises 48

Section II. — L'équilibre, le temps et la monnaie..... 51

Dynamique et équilibre..... 51

I. — De la statique à la dynàmique..... 52

II. — Les dynamiques autonomes..... 54

Chapitre I. — Les tentatives de Schumpeter..... 57

I. — Du circuit à l'évolution..... 57

II. — La théorie du capitalisme..... 61

Chapitre II. — Les mouvements des prix..... 65

I. — Le mouvement général des prix..... 67
A. L'apport fondamental de M. Wicksell.. 67
B. La réinterprétation de l'équilibre monétaire 71
C. Les mouvements des prix et la théorie de l'équilibrè..... 76

II. — Les variations des prix relatifs..... 83
A. Origines des variations des prix relatifs 85
B. Effets des variations des prix relatifs.. 87

Chapitre III. — Le temps et la théorie de l'équilibre 92

I. — L'équilibre dans le temps..... 93
1° La période et la théorie des anticipations 93
2° L'intégration de la période et des anticipations dans la théorie économique. 99

II. — Equilibre et évolution..... 103
A. Les limites de la théorie de l'équilibre. 103
B. Les cycles et l'évolution..... 107

DEUXIÈME PARTIE. — Le retour au concept d'équilibre: un équilibre d'emploi..... 111

Introduction. — Economie politique et politique économique 113

I. — La crise de 1929 et les politiques économiques 113

II. — L'évolution de la théorie économique... 115

SECTION I. — La théorie économique et le problème du chômage 117

Chapitre I. — La théorie traditionnelle de l'emploi. 117

I. — L'équilibre de sous-emploi..... 120

II. — Salaires nominaux et salaires réels..... 122

III. — Les charges sociales et l'emploi..... 126

Chapitre II. — Les théories du pouvoir d'achat.... 131

I. — Les salaires et le déséquilibre..... 131

1° Hausse des salaires et accroissement de demande globale..... 132

2° Effets généraux d'une hausse de salaires 134

3° La technocratie..... 135

II. — Les salaires, l'épargne et l'investissement 136

1° Hausse des salaires et investissement... 136

2° Une nouvelle théorie du pouvoir d'achat 137

SECTION II. — La détermination de l'emploi chez J. M. Keynes 140

Chapitre I. — Les égalités fondamentales..... 143

I. — Offre globale et demande globale..... 143

II. — La détermination des égalités fondamentales 148

Chapitre II. — Le revenu et l'emploi..... 153

I. — Définition du revenu..... 153

II. — La fonction du revenu..... 158

Chapitre III. — La demande effective..... 161

I. — La propension à consommer..... 161

II. — L'incitation à investir..... 167

A. La définition de l'investissement..... 168

B. La productivité marginale du capital... 169

C. Le taux des relations essentielles..... 171

III. — Tableau des relations essentielles..... 176

Chapitre IV. — Trois positions de J. M. Keynes.... 178

I. — Keynes et l'épargne..... 179

II. — Keynes et les prix..... 182

III. — Keynes et l'évolution..... 186

Conclusion: Le rôle et la portée de la théorie de l'équilibre économique..... 189

Dépôt légal 2e trimestre 1950 — N° d'éditeur : 37.

Imprimerie Louis JEAN. — Gap

Le 25 octobre 1947.

Vu :
Le Doyen,
JULLIOT DE LA MORANDIÈRE.

Vu :
Le Président,
J. LHOMME.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Le Vice-Président du Conseil de l'Université de Paris,
CAVAILLES.